

Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale

Nationalrat – Conseil national

1993

Aprilsession – 9. Tagung der 44. Amtsdauer
Session d'avril – 9^e session de la 44^e législature

Erste Sitzung – Première séance

Montag, 26. April 1993, Nachmittag
Lundi 26 avril 1993, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Schmidhalter

93.100

Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens (allgemeine Aussprache) Programme consécutif au rejet de l'Accord EEE (débat général)

Botschaft und Gesetzentwürfe vom 24. Februar 1993 (BBI I 805)
Message et projets de lois du 24 février 1993 (FF I 757)

Beschluss des Ständerates vom 18. März 1993
Décision du Conseil des Etats du 18 mars 1993

Kategorie II, Art. 68 GRN – Catégorie II, art. 68 RCN

Antrag der Kommission Eintreten

Antrag Blocher

Eintreten und Rückweisung an den Bundesrat
Die Botschaft über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des ERW-Abkommens ist an den Bundesrat zurückzuweisen mit dem Auftrag, dieses Programm mit Massnahmen zur Verbesserung der Rahmenbedingungen und zur Stärkung der Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft zu ergänzen.

Die Ergänzung hat sich insbesondere zu beziehen auf:

1. Beschleunigung von Bewilligungsverfahren, insbesondere von Baubewilligungsverfahren;
2. Aufhebung der Sperrfristen im Grundstücksbereich;
3. Abschaffung der äusserst zeitraubenden und bürokratischen Massnahmen im Umweltschutzgesetz und dessen Verordnungen;
4. Vereinheitlichung von technischen Normen;

5. die Beseitigung von privaten und staatlichen, direkten oder indirekten Preisbindungen;
6. die Ausmerzungen von wettbewerbsverzerrenden Steuern, insbesondere im Bereich der Doppelbesteuerungen;
7. die Ausmerzungen allfälliger Nachteile für die Landwirtschaft aus der neuesten Verhandlungsrunde des Gatt;
8. die Wettbewerbsbeschränkungen im Kommunikationswesen.

Antrag der SD/Lega-Fraktion

Eintreten und Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag:

1. den allgemeinen Teil der Botschaft zu überarbeiten; insbesondere
1.1 eine neue Lagebeurteilung unter umfassender Beachtung des EWR-Neins von Volk und Ständen vorzunehmen und Alternativen zur früher formulierten Integrationspolitik aufzuzeigen;
- 1.2 das Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG zurückzuziehen;
- 1.3 seine Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik in Übereinstimmung mit Artikel 2 BV zu bringen und sie dabei «weltoffen» statt «europabeschränkt» zu gestalten;
2. für die Gesetzesvorlagen zur marktwirtschaftlichen Erneuerung (Revitalisierung) ein ordentliches Vernehmlassungsverfahren durchzuführen;
3. im Bereich «Personenverkehr» die früher abgegebenen Versprechen auf «Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung» einzuhalten.

Proposition de la commission Entrer en matière

Proposition Blocher

Entrer en matière et renvoyer l'objet au Conseil fédéral
Il y a lieu de renvoyer le message sur le programme consécutif au rejet de l'Accord EEE au Conseil fédéral, en priant celui-ci de compléter ledit programme par des mesures visant à l'amélioration des conditions-cadres ainsi qu'au renforcement de la compétitivité de l'économie suisse.

Ces mesures complémentaires porteront en particulier sur les points suivants:

1. accélération de procédures relatives aux autorisations, notamment à l'octroi de permis de construire;
2. levée des délais d'interdiction de revente dans le domaine de la propriété foncière;
3. abolition des mesures bureaucratiques, qui occasionnent une perte de temps inutile, contenues dans la loi sur la protection de l'environnement et les ordonnances y relatives;
4. uniformisation de normes techniques;
5. suppression de pratique, directe ou indirecte, des prix imposés dans les domaines privé et public;

6. suppression des impôts portant atteinte à la libre concurrence, en particulier dans le domaine des doubles impositions;
7. suppression des désavantages éventuels pour l'agriculture résultant de la nouvelle série de négociations du Gatt;
8. restrictions imposées à la concurrence dans le domaine de la communication.

Proposition du groupe DS/Ligue

Entrer en matière et renvoyer l'objet au Conseil fédéral avec le mandat suivant:

1. remanier la partie générale du message en particulier;
 - 1.1 procéder à une nouvelle évaluation de la situation en tenant compte du rejet de l'Accord EEE par le peuple et les cantons et proposer des alternatives à la politique d'intégration formulée précédemment;
 - 1.2 retirer la demande relative à une ouverture de négociations avec la CE au sujet de l'adhésion;
 - 1.3 mener une politique étrangère et une politique économique extérieure conformes à l'article 2 cst. et leur conférer une orientation mondiale et non pas limitée à l'Europe;
2. adopter une procédure de consultation ordinaire pour la création des bases légales nécessaires à la régénération de l'économie de marché (revitalisation);
3. dans le domaine de la circulation des personnes, tenir ses anciennes promesses concernant la stabilisation de la population étrangère résidente.

Präsident: Ich schlage Ihnen vor, dass wir zuerst eine allgemeine Aussprache über die beiden Kapitel «Europapolitische Standortbestimmung» und «Marktwirtschaftliche Erneuerung» führen. Gleichzeitig werden im Rahmen dieser Aussprache der Rückweisungsantrag Blocher und der Rückweisungsantrag der SD/Lega-Fraktion (Steffen) behandelt. Zum Vorgehen: Es werden zuerst die Berichterstatter der Ausserpolitischen Kommission (APK), Herr Bircher Silvio und Herr Frey Claude, sprechen, anschliessend die Vertreter der Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK), Herr Theubert und Herr Jaeger. – Sie sind so einverstanden.

M. Frey Claude, rapporteur: Quatre-vingts jours après le vote du 6 décembre 1992, le gouvernement publiait son message sur le programme consécutif au rejet de l'Accord sur l'EEE. Votre commission sait gré au Conseil fédéral d'avoir réagi rapidement pour calmer le jeu et refaire l'unité en vue d'une action commune et cohérente.

Quel est le premier constat que l'on peut dresser? Le refus de l'EEE ne constitue pas une catastrophe, mais il provoque une dérive de notre politique économique extérieure, et il sera difficile de reprendre le bon cap. Dès longtemps en effet, notre pays s'est efforcé de développer ses échanges internationaux par une politique libérale et d'association avec ses partenaires principaux. La création de l'AELE et l'accord avec la Communauté économique sont une des concrétisations privilégiées de cette volonté libre-échangiste. Or, l'évolution de nos rapports avec l'AELE éclaire particulièrement bien la dérive de notre politique économique extérieure. La Suisse a joué un rôle moteur, décisif, dans la création de l'AELE. Nous étions debout et devant. Maintenant, nous sommes derrière et parfois assis sur un strapontin, celui de l'observateur qui assiste muet à la mise en place de l'EEE avec la participation active de tous ses alliés privilégiés.

Dès lors, que faire? Forcer les feux pour reprendre le bon cap? Foncer, comme certains le voudraient, vers l'adhésion à la Communauté, en prenant un raccourci qui éviterait l'EEE? La pression serait insupportable, la machine exploserait. Le peuple suisse n'a pas voulu le moins: l'association économique, a fortiori refuserait-il le plus: l'union politique! Certes, votre commission approuve le Conseil fédéral qui n'entend pas retirer sa demande d'adhésion. Il serait maladroit d'accentuer ainsi notre marginalisation, mais votre commission approuve aussi le gouvernement qui n'entend réactiver sa demande que lorsque les conditions seront remplies sur le plan de la politique intérieure, extérieure et économique.

Dès lors, quelle autre solution choisir pour tenir le cap? Revenir sur l'EEE? Une initiative populaire allant dans ce sens est lancée. La question sera débattue à nouveau, mais il faudra renégocier, le contexte ayant changé. La législation communautaire aura évolué, et personne ne peut dire actuellement si l'EEE aura un caractère durable ou éphémère. Personne ne peut le dire, mais il n'est pas interdit d'exprimer un vœu en forme d'interrogation. Pourquoi l'Espace économique européen ne constituerait-il pas, dans le futur, le lieu de rencontre privilégié des deux Europe, celle développée économiquement de l'Ouest, et celle de l'Est qui s'efforce de le devenir? La Suisse pourrait y travailler partout où elle est présente, en particulier au sein de l'AELE et au Conseil de l'Europe, cette dernière institution nous permettant d'aller au-delà des questions purement économiques. Nous observons que notre pays pourrait aussi marquer sa volonté d'ouverture et jouer peut-être un rôle de passerelle, de lien entre les deux Europe. Nous l'avons dit, le vote du 6 décembre 1992 marque une dérive de notre politique économique extérieure. Pour reprendre le cap, une seule solution réaliste s'offre à nous à court terme: celle du bilatéralisme. Les négociations entre la Suisse et la Communauté ou avec certains pays de celle-ci constitueront une voie lente, difficile et onéreuse, tant il est vrai que nous ne pourrions pas obtenir rapidement, au rabais et au coup par coup ce qui nous était offert d'emblée le 6 décembre et que nous avons refusé. Mais si ardue soit-elle, c'est la voie obligée et c'est la seule. Et après tout, nous n'avons pas à nous couvrir la tête de cendres, à nous lamenter, ou, pire, à faire de la «Schadenfreude». Le résultat en pourcentage, 49,8 pour cent de oui, lors de la votation du 6 décembre, est peut-être le seul point sur lequel nous soyons vraiment eurocompatibles. La question européenne divise les peuples en deux parts presque égales lorsqu'ils ont à se prononcer à un stade ou à un autre de l'intégration.

C'est pourquoi nous demandons au Conseil fédéral d'être particulièrement vigilant sur deux points essentiels. Premièrement, il devra veiller à associer très étroitement et très tôt le Parlement à la formation de la volonté politique dans le domaine des affaires étrangères, et économiques en particulier. C'est toute la question de la mise en pratique de l'article 47bis de la loi sur les rapports entre les conseils qui est ici posée. Un groupe de travail réunissant paritairément nos deux Chambres élabore actuellement un concept sur ce point. Associer suffisamment tôt le Parlement aux grandes décisions de politique étrangère est la condition sine qua non pour faire passer le souffle d'une volonté et d'une conviction à travers le pays.

Deuxièmement, notre commission salue la décision du Conseil fédéral de procéder à une information large et régulière du peuple suisse sur sa politique européenne, sur les nécessités de rendre notre droit compatible avec la législation communautaire, sur le passage obligé par la voie bilatérale. Tous ces efforts seront cependant vains si on ne va pas à l'essentiel, et l'essentiel a été rappelé par l'écrivain Adolf Muschg dans un article paru récemment: «Le succès économique constituait un sûr rempart contre la découverte que rien, dans cet Etat, ne va de soi; que sa cohérence doit constamment être reconquise et qu'elle exige une sérieuse dose d'imagination, voire une vision. Seul un but commun, fruit d'un dialogue apte aux conflits, peut lier entre eux les membres d'une fédération dont les différences ne sont pas du folklore, mais un fait historique. S'il n'est pas entretenu, ce lien exigeant et digne de protection entre des entités politiques très variables s'étirole. Il ne suffit pas d'affirmer son existence pour le maintenir, pas davantage qu'on ne peut se fier à la seule habitude.»

Comme le relève le Conseil fédéral en introduction à son message, à la page 5, et cela nous servira de conclusion: «Dans le cadre de sa politique d'intégration, la Suisse aura tout intérêt à retrouver un dénominateur commun. Il faudra attendre ce moment-là pour que se dessine le choix de la voie et du rythme qu'il conviendra d'adopter.» Pour être forts à l'extérieur, nous devons commencer par nous renforcer à l'intérieur du pays. Le peuple suisse n'a pas voulu de l'Espace économique européen. Il nous appartient de définir ensemble les moyens de reprendre le cap de notre politique extérieure traditionnellement ouverte et libérale. Mais, parallèlement, nous avons à réaliser

un autre espace: «l'Espace économique helvétique»; là aussi, il y a de nombreuses barrières à faire tomber.

C'est dans cet esprit que votre commission vous propose de prendre acte du rapport du Conseil fédéral. C'est dans cet esprit aussi que votre commission assure de son soutien résolu le gouvernement et les hauts fonctionnaires fédéraux chargés de la défense difficile des intérêts nationaux sur le front extérieur.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Die Aussenpolitische Kommission beantragt Ihnen, von der Zielsetzung des allgemeinen aussenpolitischen Teils der Botschaft über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens Kenntnis zu nehmen. Der Bundesrat nimmt damit eine notwendige europapolitische Standortbestimmung nach dem Nein von Volk und Ständen zum EWR-Vertrag vor und stellt die Frage nach dem «Wie weiter?» Im Zentrum dieser Ausführungen des Bundesrates steht bekanntlich die Aussage, wonach sämtliche Optionen zur Europapolitik offenzuhalten sind, welche «eine aktive und solidarische Zusammenarbeit mit der EG, mit ihren Mitgliedstaaten und den Staaten der Efta» gewährleisten (Botschaft S. 11). Damit wird auch unterstrichen, dass der sogenannte Alleingang nicht als ein gangbarer, im Interesse des Landes liegender Weg einzustufen ist.

Die grosse Mehrheit der Aussenpolitischen Kommission teilt diese Ansicht. Es kann nicht im Interesse unserer Nation liegen, in Richtung eines Randstaates im europäischen Integrationsprozess abgedrängt zu werden. Vielmehr muss es im Interesse unseres Staates – mitten im europäischen Kontinent – liegen, alle Bestrebungen für Zusammengehörigkeitssinn, für gemeinsame Sicherheit, Wohlstand und Stabilität zu unterstützen.

Es wäre relativ einfach, aber ebenso unklug, nach dem knappen Nein vom 6. Dezember 1992 einfach für einen einzigen Weg zu optieren, wie das zurzeit teilweise auch von Mitgliedern dieses Rates in der Presse gemacht wird. Unser Staat und unsere Europapolitik sind eingebettet in ein komplexes Beziehungsnetz mit den umliegenden Ländern und mit den europäischen Organisationen, und dieses Netz ist einer dynamischen, ja zum Teil hektischen Entwicklung ausgesetzt. Notwendig ist deshalb sicher eine Zielsetzung. Diese muss sein: eine politische Isolierung in Westeuropa zu vermeiden und die wirtschaftliche Diskriminierung im immer enger zusammenarbeitenden europäischen Binnenmarkt zu beseitigen oder mindestens zu vermindern; denn wir haben nur die Wahl, uns der gegenseitigen Abhängigkeit der Staaten Europas gegenüber positiv einzustellen oder aber in eine einseitige Abhängigkeit gedrängt zu werden.

Obwohl eine vertiefte Analyse des Neins vom 6. Dezember 1992 infolge der mehrschichtigen Abstimmungsdiskussion sehr schwierig ist, bin ich persönlich überzeugt, dass niemand in der Schweiz diese letztgenannte einseitige Abhängigkeit richtig will und dass sie sich auch niemand so richtig vorstellen kann. Mit dem Verzicht auf den EWR sind wir aber in der Efta zu 80 Prozent und gegenüber der EG zu 70 Prozent von jenen Verhandlungen ausgeschlossen, die uns direkt betreffen und welche diese einseitige Abhängigkeit gelockert hätten.

Die Folge davon ist eine relative Schlechterstellung gegenüber den EWR-Vertragspartnern, indem der Marktzutritt für Produkte aus der Schweiz erschwert ist und keine gegenseitige Anerkennung von Qualitäts- und Normenkontrollen existiert. Das EWR-Nein könnte aber auch Auswirkungen auf Investitionen haben, was wiederum Auswirkungen auf neue Arbeitsplätze und damit auf die prekär gewordene Lage unserer Binnenwirtschaft hat.

Noch einmal: Jede europapolitische Neuorientierung nach dem 6. Dezember 1992 muss zum Ziel haben, uns gegenüber Europa und gegenüber dem Europäischen Wirtschaftsraum als grösstem Raum in bezug auf unsere Ausfuhren nicht zu isolieren. Dazu nun sind die vom Bundesrat genannten drei Optionen notwendig und richtig: die Vertiefung unserer bilateralen Beziehungen zur EG und zu den EG-Ländern, ein möglicher späterer Beitritt zum EWR-Abkommen und der mögliche spätere Beitritt zur EG.

Die Unvorhersehbarkeit und das rasche Tempo der Entwick-

lungen auf unserem Kontinent machen es notwendig, alle diese Möglichkeiten, diese drei Optionen, offenzuhalten, um jederzeit für eine Neuorientierung gewappnet zu sein und nicht in einer Sackgasse zu landen.

Kurz etwas zu den drei Optionen: Die Option, mit EG und Efta bilaterale Abkommen auszuhandeln, ist wohl ein kurzfristig gangbarer Weg, der sich aber als sehr steinig erweist. Die ersten Kontakte fielen ernüchternd aus. Die EG hat über die Aufnahme von Verhandlungen mit der Schweiz zum Beispiel noch nicht entschieden. Sie möchte vorher eine Gesamtkonzeption aller Beziehungen zwischen der EG und der Schweiz im Hinblick auf den EWR ohne Schweiz.

Angestrebte bilaterale Abkommen im Strassentransport und Luftverkehrsbereich sind ebenfalls ins Stocken geraten. Die Zeit für bilaterale Abkommen scheint ganz allgemein schwieriger zu werden, die Türen sind nicht mehr so offen wie früher, und der globale multilaterale Ansatz bei allen Problemlösungen in Europa ist unverkennbar.

Die Option einer neuen EWR-Abstimmung darf meines Erachtens und auch nach Ansicht der grossen Mehrheit der Aussenpolitischen Kommission nicht von vornherein verworfen werden. Zunächst sei in diesem Zusammenhang der Hinweis gestattet, dass nur eine knappe Mehrheit von 50,3 Prozent der Schweizerinnen und Schweizer – mit einem Zufallsmehr von 23 000 Stimmen – den EWR-Vertrag abgelehnt hat. Alle anderen Efta-Staaten haben dem EWR-Abkommen zugestimmt, auch die traditionell mit der Schweiz verbundenen Neutralen, Österreich, Schweden und Finnland. In Liechtenstein, wo ebenfalls das Volk zu befinden hatte, glaubte nach unserer Ablehnung niemand mehr so recht an ein Ja. Dennoch hat auch Liechtenstein dem EWR-Vertrag zugestimmt.

Positiv zu bewerten ist zunächst die Position des Bundesrates, den offerierten Beobachterstatus innerhalb der Efta für EWR-Angelegenheiten vollumfänglich wahrzunehmen.

Nachdem die Aussichten, den EWR rasch zu verwirklichen, gesunken sind, hat die Schweiz nochmals Zeit, sich über einen sogenannten EWRbis vertiefte Gedanken zu machen. Voraussetzungen dazu sind das Zustandekommen der Pro-EWR-Volksinitiative und das Bewusstsein, dass der EWR in der Zwischenzeit eine andere Form bekommen wird, als er am 6. Dezember 1992 hatte.

Die dritte Option, der Beitritt der Schweiz zur EG, muss ebenfalls aufrechterhalten werden. Unsere wichtigsten Efta-Partner, Österreich, Schweden, Finnland und Norwegen, stehen möglicherweise bald vor Beitrittsverhandlungen.

Die Frage ist gestellt, ob sich die Schweiz vom nächsten Erweiterungszug der EG abkoppeln lassen will und damit auch Themen wie Demokratisierung, Föderalismus, Neutralität und Sicherheitspolitik später ohne uns verhandelt werden sollen.

Jedenfalls wäre es unklug, bei einer Vergrösserung des EG-Mitgliederkreises um den Kern der Efta-Staaten und erst recht bei einer möglichen Erweiterung in südlicher und östlicher Richtung Europas abseits zu bleiben. Es ist richtig, das Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen nicht zurückzuziehen, aber dessen Behandlung auch nicht zu forcieren.

Wir sind unzweifelhaft nach dem Nein am 6. Dezember 1992 in ein politisches Loch gefallen, aus dem wir uns wieder herausarbeiten müssen. Es wäre aber gefährlich und nutzlos, in innen- und europapolitischer Lähmung zu verharren und in Resignation zu verfallen. Schliesslich dürfen wir auch nicht vergessen, dass die europapolitische Diskussion in unserem Land jahrelang vernachlässigt wurde; wir glaubten, alles liesse sich in wenigen Monaten nachholen. Deshalb dürfen Diskussion und Information über das Europa nach dem 6. Dezember 1992 nicht wieder einschlafen. Wir haben nach dem 6. Dezember 1992 im Gegenteil alle Hände voll zu tun, an der Aussen- wie der Innenfront, bilateral und multilateral. Es gilt weiterzuverhandeln, die Schweiz als europäische Nation zu präsentieren und unsere Interessen wahrzunehmen. Wir müssen uns aber auch für den europäischen Konkurrenz- und Ideenwettbewerb rüsten sowie die uns bekannten Stärken der Schweiz zu europäischer Reife bringen.

Die europäische Integration ist ein schwieriger, aber ein durchaus schweizerischer Weg, den wir auch nach dem 6. Dezember 1992 nicht verlassen sollten.

M. Theubet, rapporteur: Ne cédant pas à la résignation après le non à l'EEE, le Conseil fédéral a non seulement défini sa stratégie en matière de politique extérieure, comme nous venons de l'entendre, mais aussi ses projets de réforme dans les domaines de l'économie, de la société et des finances. Ces objectifs sont: éviter l'isolement de la Suisse et améliorer la compétitivité de notre économie, notamment en stimulant la concurrence, en procédant aux réformes nécessaires du droit et de la société. D'autre part, constatant que la participation à l'EEE aurait contribué dans une large mesure à la régénération, nécessaire elle aussi, de notre système d'économie de marché, le Conseil fédéral s'est posé la question de savoir si nous ne devons pas entreprendre cette régénération et ces réformes de notre propre initiative. En réponse, le gouvernement estime qu'il faut absolument oeuvrer dans ce sens, afin de limiter les conséquences négatives de ce rejet.

A son tour, la Commission de l'économie et des redevances a abordé cette problématique en traitant plus particulièrement du chapitre 13 du message intitulé «Régénération de l'économie de marché». Les objectifs de ce chapitre peuvent se résumer en deux points: augmenter l'attrait de la place économique suisse et accroître la compétitivité de notre économie. Même après le rejet de l'Espace économique européen, il apparaît judicieux de créer en Suisse un marché intérieur euro-compatible.

Se fondant sur les conclusions du groupe de travail interdépartemental «Revitalisierung» – relance, en français –, le Conseil fédéral nous propose d'effectuer de nombreuses réformes en précisant leur teneur et leur calendrier. Ces réformes touchent les domaines suivants: politique de la concurrence en donnant la priorité à la révision de la loi sur les cartels, marché de l'emploi, formation et recherche, marché intérieur, marché public, reconnaissance réciproque des réglementations cantonales et amélioration des conditions générales dans le sens d'une simplification et d'une accélération des procédures. Précisons que toutes ces réformes devront être menées sans qu'il soit porté atteinte aux acquis sociaux et environnementaux. D'autres mesures visant le même but sont actuellement à l'étude, le Conseil fédéral les présentera ultérieurement. Il s'agit notamment de dispositions ayant trait aux domaines des finances, des infrastructures, du social et de l'agriculture.

Dans l'ensemble, la commission a pris connaissance de ce rapport avec satisfaction, tout en émettant certaines réserves et certaines critiques que nous tenterons de résumer ici. D'emblée, certains parlementaires ont manifesté de la méfiance envers les mots «libéralisation», «dérégulation» et «revitalisation», parce que, pour eux, ils cachent un nouvel interventionnisme de l'Etat ou parce qu'ils sont inappropriés. Ainsi, l'économie suisse ne doit pas être revitalisée, car elle n'est pas morte, bien qu'ils reconnaissent que certaines entreprises en partie surendettées sont dans une mauvaise situation et que plusieurs branches souffrent de la récession mondiale. Mais il existe aussi des entreprises qui doivent faire face à des contraintes étatiques et, sur ce plan, il y a quelque chose à faire. Il ne tient qu'à nous que le vocabulaire utilisé dans le présent débat soit autre chose que des mots creux ou à la mode. Il nous appartient de leur donner consistance, c'est-à-dire d'entrer dans le concret.

La situation de l'économie et ses défis ont retenu longtemps l'attention de la commission. Le Conseil fédéral a pris l'initiative de remédier à l'une et de relever les autres, ce qui a été vivement apprécié. L'idée de réaliser un marché intérieur euro-compatible répond à un véritable besoin. Les employeurs, les employés, les consommateurs attendaient cela. Avec ce message, le processus est engagé. Le but est clair: maintenir et améliorer notre compétitivité, mais il faut être conscient que l'objectif sera d'autant plus difficile à atteindre que nous traversons une crise générale. Sous certains aspects, la récession pose davantage de problèmes que le refus de l'EEE. Que l'on songe au nombre croissant de chômeurs ou à la dégradation des finances publiques! En outre, il faut savoir que des négociations bilatérales seront extrêmement difficiles pour ne pas dire impossibles.

Les opposants à ce projet reprochent au Conseil fédéral de

maintenir toutes les options ouvertes et de n'en développer aucune en particulier. Pour eux, on ne peut suivre qu'une seule voie pour assurer le renouveau du marché. Pour d'autres, partisans de ce projet, il faut laisser la porte ouverte à l'EEE et examiner si ses membres sont disposés à ménager à la Suisse une possibilité d'adhérer aux conditions actuelles, et ce jusqu'au 1er avril 1994. Pour des questions d'opportunité, M. Bodenmann, auteur de cette proposition, l'a finalement retirée. Pour d'autres de nos collègues, le programme du Conseil fédéral ne contient pas d'élément accélérateur assez efficace pour relancer l'économie. Il conviendrait d'en revenir à la politique pratiquée il y a une dizaine d'années, c'est-à-dire à l'époque où les problèmes liés à la protection de l'environnement n'existaient pas.

Le thème de la concurrence est certes le plus important de ce premier paquet. Notre pays est resté attractif en tant que place financière, marché du travail et importateur de produits étrangers. Mais, comme lieu de production, comme vendeur de marchandises ou de services, il a passablement perdu de ses avantages. Si nous voulons renforcer la concurrence, nous devons pouvoir la supporter, sinon elle constituera un véritable défi pour nous. Dans ce sens, chacun convient que la priorité revient à la révision de la loi sur les cartels, qui doit être absolument modernisée. En raison de ce caractère d'urgence, la nouvelle loi devrait rester dans le cadre constitutionnel actuel et contenir les éléments essentiels suivants: interdiction sélective des cartels, définition des abus interdits, contrôle préventif des fusions et accélération des procédures. La commission s'est demandé s'il n'était pas opportun de prévoir une seule organisation, et partant, une même perspective pour traiter de la surveillance des prix et de la concurrence. Selon le chef du Département fédéral de l'économie publique, cette possibilité figurera dans le projet sous forme de variante.

Autre point évoqué: le renversement du fardeau de la preuve. Ce point sera repris lors de la discussion sur la loi fédérale contre la concurrence déloyale. Précisons que dans notre pays, la plupart des prix administrés n'ont pas de rapport avec la loi sur les cartels, étant liés à des prescriptions officielles. Signalons que l'initiative parlementaire de M. Jaeger, relative à l'article constitutionnel sur la concurrence, sera traitée dans ce débat, ce qui devrait permettre d'avoir une politique cohérente dans ce domaine.

Le thème consacré au marché du travail n'a pas suscité de grandes discussions, chacun étant acquis à son ouverture. Tout au plus, la libéralisation progressive prévue doit-elle être subordonnée dans certains cas à la notion du bien commun. A ce sujet, nous avons noté que le Conseil fédéral a mis récemment en application la simplification des procédures d'autorisation pour le personnel étranger hautement qualifié.

La proposition relative à la formation et à la recherche a rencontré l'approbation générale, la créativité devant être encouragée en matière d'économie.

Le thème du marché intérieur, notamment des marchés publics, s'est révélé être un des points sensibles du programme. En effet, nous n'avons jamais réalisé complètement la libéralisation du marché intérieur chez nous. A cause de la récession, des tendances protectionnistes se manifestent plus vivement à l'échelon communal et cantonal. Dans ce contexte, M. Strahm Rudolf a déposé une motion visant à établir un répertoire des éventuelles mesures discriminatoires de la Communauté européenne à l'égard de notre pays et un postulat invitant le Conseil fédéral à examiner les possibilités de passer un accord bilatéral avec la Communauté européenne dans le domaine des marchés publics. Ici, nous avons quelque chose à offrir: 20 milliards de travaux pour les NLFA et «Rail 2000».

Le chapitre touchant à l'accélération des procédures constitue également un point fort, en ce sens que plusieurs membres de la commission auraient voulu que le message aille plus loin, notamment dans le domaine de la construction. Il y règne actuellement une grande incertitude, pour ne pas dire une grande insatisfaction, principalement là où la réglementation constitue un frein au développement. La délivrance des permis de construire est trop longue. On cite des cas où il a fallu entre cinq et sept ans avant d'obtenir une autorisation de bâtir. Par ailleurs, notre organisation à trois niveaux n'est pas pour

simplifier le cheminement des dossiers. Elle occasionne souvent des difficultés aux requérants qui se voient promenés d'un service à l'autre.

Le fédéralisme doit tout de même permettre une meilleure coordination et un travail plus rapide des autorités, y compris des tribunaux. Dans ce domaine, on s'en prend volontiers à la manière parfois abusive avec laquelle les associations exercent leurs droits de faire opposition. Mais il faut savoir que la plus grande partie de celles-ci sont d'origine privée. Du reste, les retards proviennent aussi de demandes incomplètes ou du temps mis à rendre une décision selon une enquête qui a été faite à ce sujet. Les abus manifestes devraient pouvoir être sanctionnés. Tel est l'avis généralement partagé par les membres de la commission.

Venons-en enfin aux insuffisances relevées dans le programme au sein de la commission. Ce sont elles qui ont amené M. Blocher à déposer une proposition de renvoi de manière à compléter ledit programme par d'autres mesures. Plusieurs parlementaires ont regretté les hésitations du Conseil fédéral en matière de politique fiscale. Sans trop rêver de faire de la Suisse une oasis fiscale, ils souhaiteraient que l'on prévoie une défiscalisation pour favoriser l'implantation de nouvelles entreprises. L'idée du déplacement du poids de la fiscalité de l'impôt direct vers l'impôt indirect fait lentement son chemin. Le gouvernement s'est heureusement déclaré prêt à soutenir l'introduction de la TVA lors des prochaines délibérations du Conseil des Etats.

Toutes ces mesures seront mises en oeuvre ultérieurement par la voie de la législation normale. Malgré ces lacunes, la majorité de la commission préfère, même au prix d'importantes concessions, prendre quelques risques, tout en mettant le plus d'atouts possible dans la difficile partie que nous sommes sur le point d'engager. Les conséquences de la situation nouvelle de notre pays au lendemain du 6 décembre 1992 commencent à se faire sentir. Le non à l'EEE a un prix que nous devons payer aujourd'hui. Le moment est donc venu de prendre des mesures propres à vivifier notre économie. Des voix de plus en plus fortes appellent à un plan de relance concerté des économies occidentales. Le programme de régénération du Conseil fédéral va dans ce sens, c'est-à-dire dans le bon sens. Nous nous devons de le soutenir et d'en accepter les différents volets.

En conclusion, la Commission de l'économie et des redevances a pris acte du rapport, par 17 voix contre 3 et avec une abstention. Elle vous invite à suivre son préavis.

Jaeger, Berichterstatter: Aufgrund ihres Aufgabenbereiches hatte sich unsere Kommission in erster Linie mit dem Kapitel «Marktwirtschaftliche Erneuerung» zu befassen (Kenntnisnahme von Seite 18 bis 27 der Botschaft).

Folgendes ist vorzuschicken: Es ist klar, dass die WAK nach dem Verdikt vom 6. Dezember 1992 nicht darum herumkommen konnte, sich mit der Frage der Weiterentwicklung der künftigen Beziehungsstrukturen der Schweiz zu den europäischen Partnern EG/EWR und den einzelnen EWR-Ländern auseinanderzusetzen. Natürlich ist unser Gesamturteil nicht einfach nur kritiklos und positiv ausgefallen. Zusammengefasst kann man sagen: Die Gestaltungsperspektiven und Programmvorschläge zu einer marktwirtschaftlichen Erneuerung, die der Bundesrat dem Parlament vorlegt, wurden von der WAK positiv, konstruktiv aufgenommen, aber doch auch kritisch diskutiert. Die diesbezüglichen Ergebnisse legen wir Ihnen jetzt vor, ergänzt mit einigen zusätzlichen Überlegungen und Impulsen – auch in Form von Kommissionsvorstößen.

Zunächst zu einem kritischen Punkt, der in der Kommission Anlass zu Diskussionen gab, nämlich zum Vorwurf an die Adresse des Bundesrates, dass es gefährlich sei, drei verschiedene Optionen gleichzeitig zu verfolgen, also auf drei verschiedenen Gleisen gleichzeitig zu fahren; es sind dies die Optionen erstens des Bilateralismus, zweitens, eventuell später doch noch einem dannzumal veränderten EWR, vielleicht auch einem Rumpf-EWR beizutreten, und drittens die Weiterverfolgung der Beitrittsverhandlungen. Man könne nicht auf drei Gleisen gleichzeitig fahren, ist in der Kommission gesagt worden. Ich möchte aber doch darauf hinweisen, dass sich

Bundesrat und Kommission in ihrer Debatte auf eine gemeinsame Linie einigen konnten, nämlich dass es für die Zukunft nicht nur Prioritäten, sondern auch Posterioritäten geben müsse. Ich glaube, das zeigt, dass Bundesrat und Kommission hier durchaus auf der gleichen Linie zu marschieren bereit sind.

Zunächst einmal ist in der Kommission klipp und klar zum Ausdruck gebracht worden, dass es jetzt an der Zeit sei, das Plebiszit vom 6. Dezember 1992 nicht einfach nur formell zu akzeptieren, sondern auch innerlich anzuerkennen und damit von einer defensiven zu einer offensiven Haltung, vom Reagieren zum Agieren zu kommen.

Es ist ganz klar, dass aus dieser Sicht EG-Beitrittsverhandlungen – so sehr man sie vielleicht von der einen oder anderen Seite begrüßen würde – zurzeit sicher eine Posteriorität darstellen. Im gleichen Sinne ist in der Kommission auch eine Motion Bodenmann aufgenommen worden, die verlangte, dass man ein Beitrittsfenster offenhalten sollte. Das ist an sich eine diskutabile, bedenkenswerte Idee. Aber auch hier ist die Kommission in ihrer Mehrheit zur Auffassung gelangt, dass es im Moment – und wahrscheinlich auch in nächster Zukunft – prioritär sein wird, andere Wege auf dem Weg der Integration zu beschreiten.

Wenn EWR-Beitrittsoptionen ergriffen werden sollen, so sollen sie nicht aus eigener Initiative des Bundesrates, auch nicht aus eigener Initiative des Parlamentes beziehungsweise der zuständigen Kommissionen stammen, sondern das müsste von unten kommen. Wenn uns beispielsweise Vorstösse in der Form der Volksinitiative mit dieser Frage konfrontieren würden, dann hätten wir natürlich eine solche Herausforderung aufzunehmen. Es ist, glaube ich, auch in der Kommission unbestritten, dass dies der richtige Weg ist. Der Bundesrat hat hier die gleiche Auffassung signalisiert.

Zur Frage des Bilateralismus nur ganz kurz, denn die Vorredner haben sich bereits zu dieser Frage geäußert: Der Spielraum ist vorderhand relativ klein. Man muss sich im klaren sein, dass momentan offizielle bilaterale Verhandlungen mit der EG nicht möglich sind, dass zurzeit das Instrument der sogenannten «vorbereitenden Gespräche» im Vordergrund steht. Wir wissen das beispielsweise aus dem Bereich des Luftverkehrs, Stichwort Verkehrsabkommen. Es gibt aber Möglichkeiten der bilateralen Ansätze mit einzelnen Ländern. Denken Sie an Möglichkeiten einer Forschungszusammenarbeit mit Frankreich. Aber wir dürfen uns nicht darüber hinwegtäuschen, dass es jetzt in erster Linie an uns liegt, die Voraussetzungen zu schaffen, damit der bilaterale, sehr schwierige Weg doch noch verschiedene Optionen eröffnen könnte.

Nun ist in diesem Zusammenhang in der Kommission auch sehr intensiv über die Folgen des EWR-Verdikts vom 6. Dezember 1992 gesprochen worden. Diese Folgen werden ja jetzt in verschiedenen Umfragen geortet. Es gab in der Kommission eine Motion, einen Vorstoss von Herrn Strahm Rudolf – der übrigens von der Kommission mit 12 zu 4 Stimmen bei 4 Enthaltungen übernommen worden ist –, wonach der Bundesrat jetzt die Benachteiligungen und das Diskriminierungspotential, die sich aus einem Nichtbeitritt der Schweiz zum EWR und durch das Inkrafttreten des EWR in der zweiten Hälfte dieses Jahres ergeben könnten, nicht nur beobachten, sondern ganz nüchtern und sachlich-objektiv diagnostizieren soll. Nach Auffassung der Kommission ist es nämlich kontraproduktiv, wenn jede Entlassung in der Schweiz sofort dem Nichtbeitritt zum EWR angelastet wird. Das – glaube ich – wäre sachlich verfehlt. Vielmehr gilt es hier ganz präzise zu hinterfragen und die Gründe zu identifizieren. Das ist auch die Auffassung des Bundesrates. Die Kommission hat diese Aufgabe mit ihrer Motion dem Bundesrat übertragen und ihm gleichzeitig den Auftrag erteilt, dem Parlament darüber periodisch Bericht zu erstatten. Zu orientieren ist dabei nicht nur die über Nachteile, sondern auch über allfällige Vorteile – beispielsweise im Rahmen von bilateralen Strategien im Fernen Osten oder im amerikanischen Raum –, die ebenfalls auszu-leuchten sind.

Nun einige grundsätzliche Überlegungen zur inneren Erneuerung des Binnenmarktes Schweiz: Ich glaube, darin waren sich sowohl Kommission wie auch Bundesrat einig, dass

das Cassis-de-Dijon-Prinzip nun auch in der Schweiz selber umgesetzt werden soll, und zwar zwischen den Kantonen. Wir haben also die Pflicht, unsere Märkte nicht nur frei zu machen, sondern sie auch zu öffnen. Das heisst mit anderen Worten: Wir sollten es durch die innere Reform möglich machen, dass unser Rechtssystem dem EG-Recht angenähert und dadurch der politische Handlungsspielraum für unsere künftige Integrationspolitik vergrössert wird. Wir sollten also alles daran setzen, die heute existierende Diskrepanz zwischen der exportorientierten, dem Wettbewerb ausgesetzten Wirtschaft und der Binnenwirtschaft, die noch in vielen Fällen reguliert ist, möglichst zu minimieren; dies gilt auch für die volkswirtschaftlichen Kosten, die daraus entstehen. Auf diese Weise kann die Wettbewerbsfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft gestärkt werden.

Die Problemfelder, die der Bundesrat auswählt (Arbeitsmarkt, Submissionswesen, Forschung und Bildung), sind auch von der Kommission als dringlich betrachtet worden. Allerdings wurde in der Kommission auf einige Lücken hingewiesen, die der Bundesrat in einem zweiten Paket zu schliessen versprochen hat. Einige Stichworte: Liberalisierung der Lex Furgler, Aufhebung der Sperrfristen, Bekenntnis zu einer disziplinierten Finanzpolitik, vor allem auch die tatkräftige Unterstützung des Uebergangs zur Mehrwertsteuer und nicht zuletzt der Abbau von zahlreichen staatlichen Regulierungen und Administrierungen.

Es gibt einen Rückweisungsantrag Blocher, der einige inhaltliche Vorschläge enthält. Ich darf Sie aber darauf hinweisen, dass der Antrag Blocher inhaltlich bereits in der Kommission zur Debatte stand und die Kommission Eintreten auf die Vorschläge von Herrn Blocher beschlossen hat. Insofern kann dieser Rückweisungsantrag jetzt abgelehnt werden. In der WAK wird man an der nächsten Sitzung inhaltlich auf seine Vorschläge ohnehin im einzelnen eintreten.

Wir können deshalb den Bericht des Bundesrates zustimmend zur Kenntnis nehmen. Wir müssen uns dabei bewusst sein, dass die marktwirtschaftliche Erneuerung letzten Endes eine Daueraufgabe sein wird, «eine Daueraufgabe im Kampf gegen die ordnungspolitische Verwahrlosung», wie das einmal von Herrn Schwarz in der «NZZ» geschrieben worden ist. Zum Schluss noch etwas – und da waren sich Bundesrat und Kommission einig: Wir können nach dem EWR-Nein nicht den Zugang zu den europäischen und zu anderen Märkten verlangen, wenn wir unsererseits nicht bereit sind, unsere Märkte nach aussen zu öffnen. In diesem Sinne haben wir den Submissionsordnungsvorstoss von Herrn Strahm Rudolf gutgeheissen, der nämlich will, dass wir nicht nur unsere Chancen im Ausland verbessern müssen, sondern dass wir auch etwas anzubieten haben, wie zum Beispiel unsere Möglichkeiten im Zusammenhang mit «Bahn 2000» und Neat.

Ich bitte Sie in diesem Sinne, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und den Rückweisungsantrag Blocher abzulehnen.

Blocher: Ich stelle Ihnen den Antrag, die Botschaft des Bundesrates über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens an den Bundesrat zurückzuweisen – mit dem Auftrag, dieses Programm mit Massnahmen zur Verbesserung der Rahmenbedingungen und zur Stärkung der Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft zu ergänzen.

Dieses Geschäft trägt unter anderem die Untertitel «Europapolitische Standortbestimmung» und «Marktwirtschaftliche Erneuerung». Ich finde dieses Programm oder diese Standortbestimmung weder vollständig noch umfassend; auf jeden Fall ist es keine marktwirtschaftliche Erneuerung. Was uns an marktwirtschaftlicher Erneuerung geboten wird, müssen Sie praktisch mit der Lupe suchen.

Zur Standortbestimmung: Der Bundesrat hält mehrmals fest, dass er sich an den Volksentscheid halten werde. Das ist an sich erfreulich. Ich danke dem Bundesrat, dass er sich noch an Volksentscheide hält – anscheinend ist das nicht selbstverständlich, sonst müsste man es nicht dauernd wiederholen –, aber wenn ich dann zwischen den Zeilen lese, merke ich, dass diese grundsätzliche Zustimmung zum Volksentscheid eine höfliche Form der Ablehnung darstellt.

Wenn der Bundesrat sagt, er halte mehrere Optionen offen, so können alle damit leben. «Optionen offenhalten» ist ein Ausdruck aus der Führung und will sagen: Man geht einen Weg und hält für die anderen Wege Möglichkeiten offen, man baut sie noch nicht ab, man verunmöglicht sie noch nicht – das heisst «Optionen offenhalten». Aber gehen kann man nur einen einzigen Weg, man kann doch nicht gleichzeitig entgegengesetzte Wege gehen. Wer das tun will, der bleibt an Ort stehen. Herr Bircher Silvio hat nicht gesagt, man müsse mehrere Optionen offenhalten, sondern – ich weiss, es war ein Versprecher, aber es war ein typischer Versprecher – man solle mehrere Wege gleichzeitig gehen. Das geht aber nicht. Es gibt nach dem Volksentscheid nur eines: Es gilt den Weg zu gehen, auf dem wir ausserhalb des EWR und der EG bleiben – wir müssen nicht in die Isolation – und auf dem wir allfällige Schwierigkeiten durch bilaterale Verhandlungen ausmerzen. Zur marktwirtschaftlichen Erneuerung: Was macht eigentlich die Stärke einer Volkswirtschaft aus? Es sind im wesentlichen fünf Dinge.

1. Wir brauchen eine kleine Staatsquote, und zwar heisst das: geringere Ausgaben, keine höheren Steuern. Darüber haben wir schon oft gesprochen, darüber sagt die Botschaft nichts; das ist wesentlich.

2. Die Zinssituation ist ein wesentlicher Faktor. Die Schweiz hat das Glück, nach der Verwerfung des EWR-Abkommens und den Wirren im Europäischen Währungssystem wieder eine echte Zinsinsel geworden zu sein. Dieses Währungssystem ist ein zentraler Punkt des EG-Gedankens, bei dem der Irrsinn, dass über die Grenzen aller Länder Europas hinweg alles gleich geregelt wird, am besten zum Ausdruck kommt; es soll ja dann im Vertrag von Maastricht gipfeln. Wir müssen alles tun, damit das so bleibt, das ist für die schweizerische Wirtschaft von allgrösster Bedeutung – auch darüber sagt die Botschaft nichts. Ich weiss, die Nationalbank ist autonom, aber der Bundesrat kann ja mit der Nationalbank sprechen, man kann auch mit Vertretern von autonomen Gebilden sprechen.

3. Die Inflation steht im Zusammenhang mit diesem Themenkreis. Darüber sagt die Botschaft nichts.

4. Wir brauchen eine gute Ordnungspolitik. Was uns hier als sogenannte Swisslex vorgeschlagen wird – früher hiess es Eurolex, seit der Abstimmung hat man gemerkt, dass der Schweizer lieber «Swiss» statt «Euro» hört, deshalb sagt man jetzt einfach Swisslex, aber im Grunde genommen ist es nichts anderes –, besteht aus einer Reihe von kleinen ordnungspolitischen Sünden.

Es gibt ganz wenige Bereiche, von denen man sagen kann, dass Swisslex eine marktwirtschaftliche Verbesserung bringe, ich will nicht ungerecht sein; aber 90 Prozent bringen eine zusätzliche Regulierung. Natürlich, ein Gesetz allein ist noch keine Katastrophe, aber im gesamten machen wir genau das Gegenteil von dem, was wir fordern.

5. Wesentlich sind schliesslich offene Märkte: Hier hätte der EWR vielleicht eine gewisse Verbesserung bringen können, mindestens hatte man uns dies versprochen. Die vier anderen fundamentalen Dinge hätte der EWR verschlechtert. Bei offenen Märkten bin ich nicht ganz sicher. Aber wir müssen uns die Märkte offenhalten – wir haben diese Märkte! –, und zwar über Verhandlungen.

In bezug auf die bilateralen Verhandlungen sieht es nicht gut aus, und zwar liegt es nicht an der anderen Seite, sondern an uns. Ich stelle fest, dass wir weder klare Verhandlungsziele noch eine klare Verhandlungsstrategie haben. Man kann doch nicht verhandeln, indem man zu Hause sagt: Ja, wir werden wahrscheinlich nichts durchsetzen können, die EG hat wahrscheinlich keine Zeit, sie hat wahrscheinlich andere Prioritäten; man kann doch nicht sagen, wir wollen das und das, ohne zu wissen, was man dem anderen zu bieten hat. Also hier sieht es schlecht aus!

Ich weiss nicht, Herr Bundesrat Delamuraz: Ist es gut, die gleichen Leute zu schicken, die den EWR wollten? Sie können vielleicht nicht verhandeln. Vielleicht müssen Sie andere Leute nehmen! Das ist sehr gut möglich. Wenn ich als Unternehmer im Ausland so verhandeln würde, wäre ich schon lange bankrott. So geht das nicht!

In den gleichen Zusammenhang gehört, dass ein Staatssekretär nach der Volksabstimmung auf dem Bundesplatz gegen den Volkswillen demonstriert. Und dann soll er die Schweiz noch vertreten können! Das geht einfach nicht. Das Land tut mir leid, nicht der Staatssekretär, aber das Land tut mir leid! Wir sollten schauen, dass Abhilfe geschaffen wird. Wir müssen doch zielgerichtet verhandeln.

In welcher Beziehung ist diese Botschaft vor allem unvollständig, wo ist eine marktwirtschaftliche Ergänzung nötig? Nehmen Sie die Beschleunigung von Bewilligungsverfahren, insbesondere von Baubewilligungsverfahren: Schauen Sie sich den Abschnitt auf Seite 26 an, die paar Zeilen, die darüber geschrieben sind! Das ist ja eines der grundsätzlichen Dinge: Das ist das, woran sich die Wirtschaft viel mehr stösst als an diesen paar Formularen an der Grenze; Aufhebung von Sperrfristen im Grundstücksbereich, die wir – mitten in der Rezession – immer noch haben, darüber ist nichts gesagt. Abschaffung der äusserst zeitraubenden und bürokratischen Massnahmen im Umweltschutzgesetz und deren Verordnungen: Hier haben wir einen dermassen grossen Bewilligungsstau, hier sind derartige Bewilligungshürden zu überwinden, dass bei einer marktwirtschaftlichen Erneuerung doch etwas darüber gesagt werden muss! Vereinheitlichung von technischen Normen, Beseitigung von privaten und staatlichen direkten und indirekten Preisbindungen – es geht nämlich nicht um die Revision des Kartellgesetzes, sondern um die Preisbindungen. Das sind ganz andere Dinge, die Sie mit dem Kartellgesetz nicht einmal tangieren. Hier braucht es möglichst rasch einen Bericht, und dann beseitigen wir!

Die Ausmerzung von wettbewerbsverzerrenden Steuern, insbesondere im Bereich der Doppelbesteuerung von Aktiengesellschaften, Verrechnungssteuern usw., darüber ist nichts gesagt, die Ausmerzung allfälliger Nachteile für die Landwirtschaft aus der Verhandlungsrunde des Gatt – die Landwirtschaft ist doch ein Teil der Volkswirtschaft. Wir beschliessen jetzt Direktzahlungen, ohne ein Finanzierungssystem zu haben. Die Landwirtschaftspolitik braucht heute in erster Linie finanzpolitische Beschlüsse.

Wettbewerbsbeschränkungen im Kommunikationswesen: Hier wird es dramatisch. Ich kann Ihnen sagen: Die Firmen haben sich jetzt ihren Weg im Kommunikationswesen gesucht, und zwar über das Ausland, über ausländische Relaisstationen, an der Schweiz vorbei. Hier brauchen wir dringend neue Beschlüsse. Aber die hätten wir ebenso dringend gebraucht, wenn wir dem EWR zugestimmt hätten. Wir haben ihn abgelehnt. Ich bin froh, dass man jetzt wenigstens darüber redet, beinahe hätte man nicht einmal darüber gesprochen, ob mit oder ohne EWR.

Das Schicksal unseres Landes und das Schicksal unserer Wirtschaft kann doch nur in unseren Händen liegen! Deshalb bringt die Botschaft zu wenig, und deshalb sollten wir sie zurückweisen und ergänzen lassen. Ich bitte Sie, hier eine mutige Tat zu vollziehen.

Sie sehen, ich habe nicht einmal die Worte Liberalisierung, Deregulierung und Revitalisierung gebraucht. Ich mag die Wörter nämlich bald nicht mehr hören. Bei den einen wecken sie Bedenken – mit Recht, weil man darunter etwas sehr Unterschiedliches verstehen kann –, die anderen, die davon reden und etwas Rechtes zu tun meinen, tun in Wirklichkeit das Gegenteil davon. Revitalisierung heisst Wiederbelebung. Unsere Wirtschaft müssen Sie nicht wiederbeleben. Aber es gibt gewisse Dinge im Staat, die tot sind, die man wieder auferwecken sollte, eines davon ist z. B. die marktwirtschaftliche Erneuerung.

Steffen: Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi beantragt Ihnen die Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat, weil sie in einem erheblichen Teil der im allgemeinen Teil der Botschaft gemachten Überlegungen mit den Verfassern nicht einiggehen kann. Zwar erklärt der Bundesrat, er habe sich zwei wichtige Legislaturziele gesetzt: erstens die Öffnung gegenüber Europa und zweitens gegenüber der übrigen Welt. Tatsache ist unseres Erachtens hingegen, dass der Bundesrat seit Beginn der Legislaturperiode im Dezember 1991 weitgehend damit beschäftigt war – und im-

mer noch beschäftigt ist –, die Schweiz in den EWR und später in die EG zu führen.

Die Öffnung gegenüber der übrigen Welt – wir denken an die Öffnung in Richtung der Wachstumsmärkte im Fernen Osten – wurde zu stiefmütterlich betrieben, was vermutlich gewisse negative Auswirkungen zeitigen wird. Mit dem erstaunlichen Abstimmungsergebnis vom 6. Dezember 1992 kam Sand ins Getriebe.

Man hätte vom Bundesrat erwarten dürfen, dass er am 7. Dezember 1992 ein Papier mit einer klaren, neuen Lagebeurteilung, mit seinen vorbehaltenen Entschlüssen und mit Alternativvorschlägen zu seiner früheren Europapolitik vorlegen würde. Davon war leider kaum die Rede. Die öffentlichen Erklärungen von Behörden, Diplomaten, Wirtschaft und Medien waren leider wenig vertrauenerweckend und gipfelten zum Teil in Verunglimpfungen der EWR-Gegner. Dabei erwartete das Volk nicht Klagelieder, sondern eine sachliche Beurteilung der neuen Lage. Das, was am 7. Dezember 1992 bereitliegen müssen, wurde endlich am 24. Februar 1993 mit der vorliegenden Botschaft, allerdings unserer Meinung nach in unbefriedigender Form, veröffentlicht.

Gleich zu Beginn der Botschaft akzeptiert der Bundesrat zwar den negativen Volksentscheid, aber der ganze Inhalt des allgemeinen Teils bestätigt, dass er sich nicht vom ursprünglichen Endziel, EG-Beitritt der Schweiz, entfernt hat. Nein, er missversteht den Volksentscheid vom 6. Dezember 1992 sogar als Auftrag, alle Optionen offenzuhalten, wie er sich ausdrückt. Er hält das Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG aufrecht, quasi als zweiten Pfeil im Köcher. Mit dem vorliegenden Folgeprogramm werden mittels Salami-taktik die notwendigen rechtlichen Anpassungen des schweizerischen Rechts an das Europarecht eingeleitet, die für einen späteren EG-Beitritt der Schweiz Voraussetzung sein dürften. Ein Umdenken in der Aussenpolitik des Bundesrates hat leider nicht stattgefunden, obwohl eine Mehrheit der souveränen Gliedstaaten der Eidgenossenschaft und eine knappe Mehrheit des Volkes ganz offensichtlich eine Neuausrichtung der Aussenpolitik, insbesondere der Integrationspolitik, wünschen. Es gibt Vorstösse, die hier korrigierend eingreifen wollen. Zu erwähnen wären die parlamentarische Initiative Ruf und die Volksinitiative «EG-Beitrittsverhandlungen vors Volk» der SD/Lega-Fraktion, die zum Ziel haben, einerseits den bundesrätlichen EG-Kurs zu bremsen und andererseits die oberste Bundesbehörde zu zwingen, ihre Aussenpolitik innerhalb der Schranken der gegenwärtigen Verfassung zu gestalten. Die Integrationspolitik des Bundes darf nicht mehr im Widerspruch zum Verfassungsauftrag stehen, welcher den Bundesrat verpflichtet, die Unabhängigkeit und Neutralität der Schweiz zu behaupten. Seien wir doch ehrlich: Ein Beitritt der Schweiz zur EG aufgrund der Maastrichter Beschlüsse wäre nur möglich, wenn Bund und Kantone bereit wären, grosse Teile ihrer Souveränität an supranationale Instanzen der EG abzutreten. Unsere so gut gehütete Unabhängigkeit und Neutralität müssten ohne Wenn und Aber geopfert werden. Das wäre der Preis, den unser Land nach Erreichen der bundesrätlichen Integrationspolitik zu zahlen hätte.

Verhandlungskonzessionen in diesen Bereichen sind a priori ausgeschlossen. Da dürfen wir uns keine Illusionen machen. Es hätte einen ehrlichen und offenen Weg zur Vorbereitung einer schweizerischen Integrationspolitik gegeben. Aber er wurde leider nicht beschritten. Weshalb wurde der Zweckartikel der Bundesverfassung nicht rechtzeitig so abgeändert, dass ein EWR-Vertrag oder ein EG-Beitritt nicht mehr im Widerspruch zum Zweck des Bundesstaates gestanden hätten? Ob das Schweizervolk allerdings einer Abkehr von Unabhängigkeit und Neutralität zugestimmt hätte, bleibe dahingestellt. Immerhin hätte diese Lösung der EG, der Efta und uns einigen Aergern erspart.

Die Forderung der Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi nach einer weltoffenen statt europabe-schränkten Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik dürfte mittlerweile in diesem Rate hinlänglich bekannt sein, wurde dieses Anliegen doch bei verschiedenen Gelegenheiten an diesem Pult vehement vertreten.

Es ist nicht redlich, dass der Bundesrat in seiner Botschaft den

Alleingang der Schweiz als nicht gangbaren und gegen die Interessen der Schweiz gerichteten Weg bezeichnet. Wir bezweifeln, dass es diesen Alleingang überhaupt gibt. Spätestens mit Abschluss des Freihandelsabkommens von 1972 hat die Schweiz auf den Alleingang verzichtet, und dies sehr zum wirtschaftlichen Nutzen der EG. Einerseits ist die Schweiz der zweitbeste Kunde der EG geworden, andererseits beschäftigen Schweizer Unternehmen im In- und Ausland über eine Million Arbeitskräfte, die aus europäischen Ländern stammen.

Ich fasse diesen ersten Teil meines Votums zusammen: Trotz wiederholter Lippenbekenntnisse, er akzeptiere die Entscheidung vom 6. Dezember 1992, ändert der Bundesrat die Integrationspolitik der Schweiz nicht, sondern versucht auf verschlungenen Pfaden, die Schweiz in die EG zu führen. Er verzichtet auf einen Rückzug des Verhandlungsgesuchs, um alle Optionen offenzuhalten. Durch schrittweise Anpassung des schweizerischen Rechts an das EG-Recht will er die Voraussetzungen für die Fertigstellung des Avis der EG-Kommission und für spätere Verhandlungen mit der EG erfüllen. Trotz vorliegenden Verfassungshindernissen gibt der Bundesrat seiner europabeschränkten Integrationspolitik gegenüber einer welt-offenen Aussenwirtschaftspolitik den Vorzug.

Dies sind wichtige Gründe für unseren Rückweisungsantrag. Einen weiteren Grund liefert aber noch die Tatsache, dass für die Behandlung der vorliegenden Eurolex-Geschäfte ein überstürztes Vorgehen gewählt wurde, obwohl nur einzelne Vorlagen einen tatsächlichen Revitalisierungseffekt für die schweizerische Wirtschaft auszulösen vermögen, wie beispielsweise die Revision des Bundesgesetzes über die Sicherheit von technischen Einrichtungen und Geräten (93.101) sowie die Aenderung des Bundesgesetzes über das Messwesen (93.126).

Uebrigere Vorlagen, wie etwa die Aenderungen des Bundesgesetzes über den Konsumkredit (93.110), des Bundesgesetzes über den unlauteren Wettbewerb (93.111) und die Aenderungen betreffend das Widerrufsrecht bei Haustürverkäufen (93.123) tragen kaum etwas zur Revitalisierung der Wirtschaft bei. Sie sind voreilige Anpassungen unseres Rechts an das Europarecht. Es gibt einige Vorlagen, die von der Wirtschaft sogar als revitalisierungshemmend empfunden werden, so die Aenderung beim Arbeitsvertragsrecht (93.124) und die Novelle eines Mitwirkungsgesetzes (93.112).

Ich fasse den zweiten Punkt zusammen: Die SD/Lega-Fraktion empfindet es als unseriös, für die Gesetzesberatung ein übereiltes Vorgehen ohne Vernehmlassungsverfahren zu wählen, dies insbesondere bei umstrittenen Vorlagen und bei solchen, die keinen Revitalisierungseffekt auslösen.

Ich komme auf den dritten Punkt unseres Rückweisungsantrages zu sprechen. Er befasst sich mit den sogenannten Revitalisierungsmassnahmen im Bereich Liberalisierung des Personenverkehrs und mit den früher vom Bundesrat abgegebenen Versprechen, er wolle die ausländische Wohnbevölkerung durch Stabilisierungsmassnahmen nicht mehr anwachsen lassen.

Das Kapitel 13 der Botschaft (Marktwirtschaftliche Erneuerung) gibt Auskunft über die beabsichtigten Massnahmen zur schrittweisen Liberalisierung des Arbeitsmarktes. Die Verwirklichung des freien Personenverkehrs im EWR war trotz Uebergangsfrist von fünf Jahren eines der umstrittensten Themen im Abstimmungskampf. Die äusserst kritische Haltung weiterer Teile der Bevölkerung gegenüber dieser Freiheit hat wesentlich zur Ablehnung der EWR-Vorlage beigetragen.

Es ist mittlerweile schon einiges in diesem Bereich geschehen – leider! Statt die Debatte des Nationalrates über den Abschnitt 132.3 (Arbeitsmarkt) auf Seite 23 der Botschaft abzuwarten, beschloss der Bundesrat am letzten Mittwoch, die Verordnung über die Begrenzung der Zahl der Ausländer (BVO) auf den 1. Mai 1993 mit folgender Zielrichtung abzuändern:

1. Ausländische Führungskräfte und qualifizierte Fachleute werden bei ihrer Zulassung zum Arbeitsmarkt von den Vorschriften über die Priorität inländischer Arbeitskräfte ausgenommen. Oder anders ausgedrückt: Ein Unternehmer muss nicht mehr nach einheimischen Arbeitnehmern Ausschau halten, bevor er einen Ausländer einstellt.

Dazu ein konkretes Beispiel: Ein Unternehmen entlässt einen schweizerischen Vizedirektor mit einem Monatssalär von 12 000 Franken; der Mann mittleren Alters wird arbeitslos, zwei Monate später stellt das gleiche Unternehmen ein Gesuch um Erteilung einer Bewilligung für einen Grenzgänger für einen Vizedirektorenposten mit einem Monatssalär von 8000 Franken. Das passiert, das ist nicht aus der Luft gegriffen. Bis zum heutigen Tag konnte das Arbeitsamt die Bewilligung verweigern, wenn es arbeitslose oder stellensuchende Einheimische dieser Führungskategorie gab. Ab 1. Mai 1993 wird das Arbeitsamt kein Gesuch mehr wegen Vorrangs der inländischen Arbeitnehmer am Arbeitsplatz verweigern können und dürfen.

2. Ausländische Aufenthalter, die im Auftrage ihres Arbeitgebers oder zur Weiterausbildung im Ausland weilen, werden nach erfolgtem Einholen der behördlichen Zusicherung bei ihrer Rückkehr in die Schweiz von der Kontingentierung ausgenommen.

Hierzu *vorderhand* keine Bemerkung.

3. Rund 85 000 Grenzgänger sollen nach dem 1. Mai weitgehende Freizügigkeit in der Grenzzone geniessen. Die Verlängerung der Erwerbsbewilligung sowie Stellen- und Berufswechsel sollen nur noch verweigert werden können, wenn schwere Störungen auf dem Arbeitsmarkt eine Verweigerung erforderlich machen.

Die SD/Lega-Fraktion ist empört, dass der Bundesrat diese Massnahmen in einer Feuerwehrrübung vor der eigentlichen Revitalisierungsdebatte im Nationalrat beschlossen hat, und zwar ausgerechnet in einer Zeit der Arbeitslosigkeit, die ihre Auswirkungen bis in die Führungsetagen hat.

Der Schutz der Schweizerinnen und Schweizer und auch vieler Ausländerinnen und Ausländer am Arbeitsplatz wird so liquidiert. Dazu kommt, dass Grenzgänger gegenüber einheimischen Arbeitskräften insofern privilegiert sind, als sie in ihren Herkunftsländern niedrigere Lebenskosten haben, was es ihnen erlaubt, zu günstigeren Konditionen zu arbeiten. Sie tragen so zum Lohndumping bei.

Meine Ausführungen bestätigen Ihnen, dass die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi in dieser Angelegenheit zornig ist.

Ich bitte Sie höflich, den Antrag von Herrn Blocher, aber auch den Antrag der SD/Lega-Fraktion auf Rückweisung an den Bundesrat zu unterstützen.

Mühlemann: Die freisinnig-demokratische Fraktion nimmt mit Befriedigung zur Kenntnis, dass der Bundesrat auf die Volksabstimmung vom 6. Dezember 1992 vernünftig und realistisch reagiert.

Wir haben wenig Verständnis für die Rückweisungsanträge, weil uns der Bundesrat in einem Doppelschrittverfahren jetzt ja vorerst ein Sofortmassnahmenpaket für die wirtschaftspolitische Erneuerung vorlegt und uns dann die Chance gibt, sein zweites Paket zu beeinflussen. Ich bin mit vielen Vorschlägen von Herrn Blocher einverstanden – er fehlt allerdings wieder im Saal; er ist nur dann da, wenn er am Rednerpult aktiv werden kann. Ich bin also mit verschiedenen Vorschlägen von ihm einverstanden. Aber was er gefordert hat, kann man sehr gut in das zweite Paket des Bundesrates einbauen. Es ist unsere Aufgabe, den Bundesrat zu beeinflussen, und zwar alle Bundesräte, denn es ist nicht der Volkswirtschaftsdirektor allein, der dieses Programm vertreten kann, er muss ja die Unterstützung aller Departemente haben.

Ich spreche über die aussenpolitische Ausrichtung; die wirtschaftspolitische Erneuerung wird von meinem Kollegen Cavadin Adriano beleuchtet werden. Wir gehen damit einig, dass der Bundesrat zu Recht feststellt: Alle Optionen müssen offenbleiben. Wir glauben aber – das hat Herr Nebiker sehr zu Recht dargestellt –, dass klare Prioritäten geschaffen werden müssen. Der Vollbeitrag zur EG ist nur langfristig denkbar und nur, wenn sich der Vertrag von Maastricht positiv entwickelt. Heute kann niemand etwas über das Schicksal dieses Vertrages aussagen.

Eine Neuauflage des EWR-Vertrages ist nur mittelfristig denkbar; sie kommt nur in Frage, wenn der EWR tatsächlich überhaupt besteht und wenn wir pragmatischen Schweizer sehen, was daraus geworden ist. Was im Vordergrund steht, ist ein bi-

laterales Vertragsverhältnis mit der EG. Das hat absolute Priorität, und es ist nicht unrealistisch. Ich entschuldige mich bei Herrn Blocher, weil er mittlerweile da ist, allerdings an einem ungewohnten Platz – hinter der sozialdemokratischen Fraktion.

Wir finden heute in Brüssel relatives Verständnis für die direkte Demokratie der Schweiz, und es ist auch nicht so, dass man bilateralen Vereinbarungen völlig ablehnend gegenüberstehen würde. Die Initiative muss schon von uns ergriffen werden, und die Anregungen müssen von uns kommen. Man darf hier Herrn Staatssekretär Ursprung für seine unermüdliche Reise-tätigkeit loben, mit der es ihm immerhin gelungen ist, bei der einen Brücke zur EG, bei den Forschungsverträgen, mindestens Silberstreifen an den Horizont zu zaubern. Unsere Fachleute wurden ja aus dem Forschungsprogramm 3 entlassen; sie haben jetzt gute Aussichten, im Forschungsprogramm des nächsten Jahres wiederaufgenommen zu werden. Das ist der Weg in die richtige Richtung im Bereich der Forschungsverträge.

Sehr viel schwieriger wird es bei der zweiten Brücke sein, beim Transitvertrag. Es sind zwar Vorgespräche geführt worden, aber es geht natürlich hier mehr oder weniger um das Schicksal der eigenständigen Swissair. Und ich bin mir nicht ganz sicher, wie leicht es ist, Verhandlungen zu führen, nachdem man – wahrscheinlich voreilig – den Transitvertrag unterschrieben hat.

Im Mittelpunkt steht aber die Erneuerung des Freihandelsabkommens von 1972. Hier geht es um Anpassungen, die man rasch und zielsicher vornehmen muss, etwa in den Bereichen der Ursprungsregeln oder des öffentlichen Beschaffungswesens. Es geht aber auch um das Ausnützen der sogenannten Entwicklungsklausel, in der man verschiedenste politische Themen einbringen kann. Ich denke etwa an die Oekologie oder an die Asylproblematik, die ins bilaterale Vertragssystem hineinpassen müssen.

Ich bin fest überzeugt, dass wir hier gewisse Chancen haben. Wir sind in der Entwicklung auch weiter, als etwa die osteuropäischen Staaten, die als nächste in der Schlange anstehen. Nur braucht es hier eine Koordination der Aussenpolitik und ein zielstrebiges Angehen der Probleme. In Brüssel selber stehen die Türen für bilaterale Abmachungen offen, und das Ganze kann zum Schluss in einen Freihandelsvertrag 94 oder 95 ausmünden, der dann zeitgemäss ist und dem das Volk auch zustimmen kann und zustimmen wird.

Vollmer: Bei aller Anerkennung für die Botschaft des Bundesrates können wir von der SP-Fraktion unsere Enttäuschung darüber doch nicht verhehlen. Die Formel, alle Optionen offenzuhalten, tönt zwar nicht schlecht. Sie verärgert kurzfristig niemanden, man hat für alle etwas in Aussicht. Auch seitens der Kommissionssprecher wurde der Ruf laut, man müsse sich jetzt zusammenraufen und gemeinsam die Politik dieser drei Optionen vertreten, und zwar nach dem Motto «Gemeinsam hinter dem Bundesrat stehen». Wir haben aber bereits von den wenigen Sprechern der Kommission gehört, wie die inhaltliche Definition dieses Gemeinsamen aussieht: das Minimum des Minimums. Wir meinen, dass das keine tragfähige Politik sein kann!

Trotz allen Bedenken: Es ist gut, dass der Bundesrat das Gesuch um Beitrittsverhandlungen mit der EG nicht zurückziehen will. Es ist auch gut, dass er die Perspektive eines späteren EWR-Beitritts offenlässt, auch wenn dazu neue Verhandlungen nötig sein werden. Doch was bedeutet das hier und jetzt konkret für unsere Politik, die wir heute gestalten müssen?

Bezüglich des Beitrittsgesuches wissen wir, dass die Europäische Gemeinschaft uns ihren Avis, der Voraussetzung für die Aufnahme von Verhandlungen sein kann, erst dann zustellt, wenn ein ganz klares, neues Zeichen von seiten unseres Landes erfolgt, und wir wissen, dass es bezüglich des EWR einen Anstoss von aussen braucht. Es ist deshalb sympathisch, dass von den Jungen eine Volksinitiative gestartet worden ist, die eine gewisse Dynamik einleiten soll, auch wenn wir alle wissen, dass die inhaltliche Formulierung dieser Initiative wahrscheinlich nicht dazu beitragen kann, in einem zweiten

Anlauf eine Mehrheit für den EWR zu finden. Es wird dann als Antwort auf die Initiative unsere Aufgabe sein, neue, kreative Lösungen für den späteren Beitritt zum EWR zu erarbeiten.

Wir bedauern sehr, dass der Bundesrat in seinem Integrationsbericht die Perspektive der europäischen Integration allzu sehr in den Hintergrund gerückt hat. Noch im Mai letzten Jahres hat er in seinem Integrationsbericht nicht im Übermut gehandelt, als er ganz klar analysierte, für die Schweiz könne es längerfristig nur die Perspektive der europäischen Integration geben, wenn wir unsere Souveränität und letztlich auch unsere Handlungsfreiheit bewahren möchten.

Es geht jetzt unseres Erachtens nicht um die Frage, ob wir den Volkswillen respektieren wollen oder nicht. Kein Zweifel auch von unserer Seite: Der Volkswille, das EWR-Nein, muss respektiert werden. Es geht jetzt darum, sich in den nächsten Schritten darum zu bemühen, dass die Integrationspolitik weitergeführt werden kann.

Wir vermissen aber in der Botschaft des Bundesrates auch eine Analyse des Neins zum EWR. Wir meinen, diese Analyse wäre Voraussetzung dafür, insofern eine tragfähigere Politik aufzubauen, als in Zukunft gerade den sozialen und ökologischen Fragen vermehrt Rechnung getragen werden muss, als diese Fragen innenpolitisch besser abgesichert werden müssen, um so für die künftige Integrationspolitik eine breitere Basis und eine grössere Abstützung zu finden.

Ein Volksentscheid ist immer eine Momentaufnahme. Eine Beurteilung kann sich ändern, und sie wird sich unter Umständen sehr rasch ändern, wenn sich die europapolitischen Rahmenbedingungen verändert haben. Es war schon immer Merkmal einer klugen Politik, sich vorausschauend auf die Probleme und Klippen vorzubereiten, und das hat der Integrationsbericht vom Mai 1992 in aller Deutlichkeit getan.

Jetzt tut man sich schwer. Meine Herren Bundesräte, wir vermissen die Basis für eine Fortsetzung einer Integrationspolitik, nämlich einen Bericht zur Aussenpolitik. Wir vermissen einen Bericht zur Neutralitätspolitik, weil wir meinen, beides wären Standbeine für diese Politik, wären Voraussetzungen, um in Zukunft eine tragfähige Integrationspolitik formulieren zu können.

Wenn wir klares Handeln fordern, so nicht zuletzt deshalb, weil wir der Auffassung sind, dass wir uns hier und jetzt darauf vorbereiten müssen, damit das Schweizervolk in einigen Jahren rechtzeitig über eine neue Option der Integrationspolitik abstimmen kann. Diese Vorbereitung muss jetzt beginnen, sonst landen wir wieder dort, wo wir mit der EWR-Abstimmung gelandet sind: in einem Debakel gegenüber einem unvorbereiteten Volk, gegenüber unvorbereiteten Politikern und auch gegenüber damals noch unvorbereiteten Bundesräten.

Die Botschaft des Bundesrates ist in ihrer Substanz denn auch leider allzu sehr auf die binnenwirtschaftliche und innenpolitische Dimension konzentriert. Das ist in verschiedener Hinsicht ungenügend und fatal. Insbesondere zieht man zu wenige Lehren aus den Erfahrungen mit dem EWR.

Auch all die Bemühungen der Grenzregionen um besondere Regelungen sind zwar sehr unterstützenswert, doch sie ersetzen die gesamtschweizerische Perspektive überhaupt nicht – im Gegenteil: sie verleiten zum falschen Schluss, dass man sich punktuell und pragmatisch dennoch irgendwie befriedigend durchmauern kann.

Es ist sehr wichtig – damit ist die Verbindung und die Verknüpfung zu den innenpolitischen Reformbestrebungen mit diesen aussenpolitischen Dimensionen angesprochen –, dass wir zur Verwirklichung der innenpolitischen Erneuerung, aber auch zur Erreichung einer minimalen europapolitischen Kompatibilität eine klare aussenpolitische Perspektive haben. Das Feilschen um gewisse Swisslex-Vorlagen in den Kommissionen ist ein deutlicher Beweis dieses Mangels.

Die Sozialdemokraten bekennen sich weiterhin zu einer klaren Integrationsperspektive. In dieser Perspektive ist ein späterer Beitritt zum EWR keine Alternative oder andere Option; im Gegenteil, vielleicht wird dies im Rahmen dieser Integrationsperspektive ein sinnvoller nächster Schritt sein. Bei allen Schwierigkeiten innerhalb der Europäischen Gemeinschaft – Maastricht ist nur ein Zeichen dafür – wird immer offensichtlicher, dass trotz allem ein europäischer Grundkonsens vorhan-

den ist, den wir Schweizer immer weniger ignorieren dürfen. Ganz abgesehen davon, dass es sich immer deutlicher zeigt, wie wir allein zunehmend abhängig und unselbständig werden.

Natürlich ist es nicht leicht, angesichts des EWR-Neins und der noch vorhandenen Stimmung in der Schweiz eine offene Europapolitik zu vertreten. Da bräuchte es echte Führungsarbeit, und diese vermissen wir teilweise in der Botschaft des Bundesrates.

Wir wissen alle, dass letztlich integrationspolitische Verhandlungen schon auf der Ebene der bilateralen Abkommen sehr grossen Schwierigkeiten begegnen. Diese Politik gilt es aber voranzutreiben. Eine Integrationspolitik voranzutreiben, heisst nichts anderes, als dem Schweizer Volk in Sachen EWR und EG unter neuen Voraussetzungen klare Entscheidungsgrundlagen zu verschaffen.

Als SP-Fraktion lehnen wir auch die Rückweisungsanträge von Herrn Blocher und der SD/Lega-Fraktion (Steffen) mit aller Entschiedenheit ab.

Herr Blocher, Sie machen es sich wirklich sehr einfach: Zuerst kommt hier ein allgemeiner Rundumschlag, dann präsentieren Sie acht Punkte, welche teilweise – gerade von den EWR-Gegnern – bis aufs Messer bekämpft wurden. Es wurde uns im EWR-Abstimmungskampf immer vorgeworfen, der EWR bringe keinen Abbau von Normen und Vorschriften, und jetzt fordern Sie diese Harmonisierung von Normen und Verordnungen, die ein zentrales Moment des EWR-Vertrags waren. Jetzt soll das plötzlich die Alternative sein.

Bei der Landwirtschaft verlangen Sie locker, dass man allfällige Nachteile des Gatt-Vertrags für die Bauernschaft ausmerzt. Was das im Klartext heisst, wie viele Milliarden Franken das ausmacht, das müssten Sie hier dann noch vertreten; auch woher Sie dieses Geld nehmen und zu Lasten welcher anderer Staatsausgaben Sie diese Ausmerzung allfälliger Nachteile durch das Gatt finanzieren wollen.

Unsere Wirtschaft ist mit diesen allgemeinen Rezepten nicht konkurrenzfähig. Einige, Herr Blocher – und das ist wahrscheinlich der Kern Ihres Programms –, würden mit Ihren Rezepten wahrscheinlich ein bisschen reicher, aber das kann nicht die Politik unserer Partei sein – und ich hoffe, auch nicht die Politik dieses Rates.

Columberg: Heute kann noch niemand sagen, welche Folgen das EWR-Nein für die Schweiz und insbesondere für unsere Wirtschaft haben wird. Denn der EWR-Vertrag ist noch nicht in Kraft, und für die Ermittlung der Auswirkungen einer Nichtteilnahme der Schweiz am EG-Binnenmarkt braucht es erheblich mehr Zeit.

Trotzdem hat der Bundesrat sehr rasch gehandelt. Die CVP-Fraktion begrüsst diese rasche Gangart, denn Resignation ist kein Weg in die Zukunft. Zwar hat der Bundesrat auf eine eingehende und kritische Analyse der Gründe verzichtet, die zu diesem Nein geführt haben. Hingegen hat er ein umfassendes Programm für die Bewältigung der Zukunft und für die Festlegung unseres Weges nach Europa entworfen oder in Vorbereitung.

Die CVP-Fraktion unterstützt grundsätzlich das Vorgehen des Bundesrates. Sie billigt seine integrationspolitische Standortbestimmung und begrüsst die Bestrebungen zur marktwirtschaftlichen Erneuerung, zu gesellschaftlichen Reformen und zur Schaffung europakompatibler Rechtsnormen. Sie lehnt alle Rückweisungsanträge ab. Diese bringen uns nicht weiter, sie sind keine konkreten und konstruktiven Beiträge zur Lösung unserer schwierigen Probleme.

Wir stellen eine sinkende Attraktivität des Standortes Schweiz fest. Eine Aufwertung dieses Standortes und die Revitalisierung unserer Wirtschaft sind jedoch unerlässlich, wenn wir unsere Stellung in Europa und in der Welt halten und unseren Wohlstand und unsere sozialen Errungenschaften sichern wollen. Diese Anstrengungen sind auch unerlässlich für die Behebung der als besorgniserregend und gravierend zu beurteilenden Arbeitslosigkeit. Dazu braucht es eine Verbesserung der Strukturen der Wirtschaft. Nur eine vitale Wirtschaft ist in der Lage, neue Arbeitsplätze zu schaffen. Es geht um die Schaffung eines freien Marktes innerhalb unserer Landes-

grenzen, nachdem es nicht gelungen ist, dies europaweit zu verwirklichen.

Durch das EWR-Nein ist die Bedeutung des Gatt-Abkommens für die Schweiz noch grösser geworden. Die Schweiz hat ein eminentes Interesse am Gelingen und am raschen Abschluss dieses Vorhabens. Allerdings müssen die Folgen für unsere Landwirtschaft tragbar sein. Dafür sind die erforderlichen Massnahmen zu ergreifen.

Der Bundesrat – wir haben es mehrfach gehört – will alle Optionen offenlassen, um eine Isolation der Schweiz zu vermeiden. Der Alleingang wird auch nach dem EWR-Nein nicht als ein gangbarer Weg betrachtet. Die drei Optionen sind bekannt, nämlich:

1. die Vertiefung der bilateralen Beziehungen zur EG und zu den einzelnen EG-Mitgliedstaaten. Diese Option hat gegenwärtig die absolute Priorität;
2. ein späterer Beitritt zum EWR-Abkommen;
3. eine allfällige spätere EG-Mitgliedschaft.

Deshalb darf das Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen nicht zurückgezogen, sondern lediglich sistiert werden. Aus innenpolitischen Gründen kommt eine baldige EG-Mitgliedschaft nicht in Frage. Sie muss aber weiterverfolgt werden, denn wir wissen nicht, wie sich die Verhältnisse in Europa verändern. Diese Freihaltung von Optionen kann allerdings – da stimme ich mit den Vorrednern überein – nur eine vorübergehende Lösung sein; denn man kann nicht gleichzeitig auf verschiedenen Hochzeiten tanzen, und man kann nicht gleichzeitig verschiedene Ziele anstreben.

Zu den bilateralen Verhandlungen: Sie sind sicher ein wichtiges Aktionsfeld, und sie müssen mit aller Intensität angestrebt werden. Aber machen wir uns keine Illusionen! Der Erfolg ist ungewiss, und wir dürfen uns keine allzu grossen Hoffnungen machen, dass wir eine umfassende Verbesserung des Marktzutrittes erreichen.

Unsere Verhandlungsdelegation befindet sich nicht in einer beneidenswerten Situation, denn die Schweiz kann nicht als gleichberechtigter Partner auftreten, sondern eher als Bittsteller; deshalb ist eine gewisse Bescheidenheit eher angebracht als Arroganz. Letztere erschwert die Verhandlungsposition unserer Vertreter, und ich möchte deutlich sagen: Wir haben fähige und kompetente Diplomaten, die Lob und Anerkennung verdienen. Ich sage dies ausdrücklich hier in diesem Rat, um anderen Behauptungen entgegenzutreten.

Unsere Anliegen stehen nicht an erster Stelle der Prioritätenliste der EG. Das ist kein böser Wille, das ist einfach eine Tatsache. Der Beweis liegt bereits darin, dass es uns bisher nicht gelungen ist, mit der EG offizielle bilaterale Verhandlungen zu eröffnen. Man war lediglich zu vorbereitenden Gesprächen bereit. Die EG will sich offenbar Zeit lassen für die Ausarbeitung einer Gesamtkonzeption der Beziehungen zur Schweiz. Ob ein EWR-Beitritt noch eine realistische Option darstellt, kann im Augenblick kaum jemand sagen. Es hängt in erster Linie von Elementen ab, die ausserhalb unseres Einflussbereiches stehen, wie die künftige Europapolitik der französischen Regierung, das Schicksal der Maastrichter Verträge und insbesondere der Fortgang der EG-Beitrittsverhandlungen der Efta-Partner.

Je nachdem kann der EWR von kürzerer oder längerer Dauer sein. Die CVP-Fraktion gibt zum weiteren Vorgehen konkret folgende Stellungnahme ab:

1. Sie begrüsst und unterstützt grundsätzlich die vom Bundesrat eingeleitete Integrationspolitik. Gleichzeitig ersuchen wir den Bundesrat, die integrationspolitische Entwicklung sehr intensiv weiterzuverfolgen.
2. Die Zusammenarbeit mit den Kantonen im aussenpolitischen Bereich muss fortgesetzt werden, und die Kantone müssen weiterhin ein angemessenes Mitwirkungsrecht haben.
3. Der Bundesrat muss zu gegebener Zeit einen neuen Integrationsbericht vorlegen, der eine aktuelle Standortbestimmung enthält, die neueste Entwicklung in Europa erfasst und die künftige Marschrichtung festlegt. Darin sollen auch die Fragen beantwortet werden, für welche wir letztes Jahr einen Zusatzbericht verlangten – sofern sie noch aktuell sind.
4. In diesem Zusammenhang muss auch der Stellenwert der Neutralität geprüft und geklärt werden.

5. Ueber die EG hinaus müssen die übrigen europäischen Aktivitäten intensiv bearbeitet und weiterverfolgt werden; ich denke beispielsweise an die Teilnahme an den KSZE-Gesprächen und an eine verstärkte Mitwirkung im Europarat. Die bestehenden Verbindungen müssen besser genutzt werden.

Eine praktische Möglichkeit ergäbe sich beispielsweise beim Gipfeltreffen der Staats- und Regierungschefs des Europarates vom 8./9. Oktober dieses Jahres in Wien. Hier könnte die Schweiz eine Initiative für eine verstärkte Zusammenarbeit und für eine Strukturreform einbringen.

6. Die Information muss fortgesetzt und verbessert werden. In einer direkten Demokratie ist die umfassende, rechtzeitige und gründliche Information der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger eine unerlässliche Voraussetzung für ein gutes Funktionieren unseres Regierungssystems.

Ich fasse zusammen: Die CVP-Fraktion begrüsst den integrationspolitischen Kurs des Bundesrates und unterstützt die vorgeschlagenen Massnahmen zur Revitalisierung unserer Wirtschaft. Sie erwartet in absehbarer Zeit einen neuen Rechenschaftsbericht, damit die künftige Marschrichtung konkret fixiert werden kann.

Die CVP-Fraktion lehnt alle Rückweisungsanträge ab.

M. Eggly: Après le vote du 6 décembre 1992, le Conseil fédéral est embarrassé. Il voit bien, et il le dit, que la Suisse se trouve dans une situation difficile. D'ores et déjà, les faits ont donné tort, n'en déplaise à M. Blocher et à ses amis, aux opposants à l'Accord sur l'EEE qui prétendaient que nous n'en avions pas besoin. A lui seul, certes, l'Accord sur l'EEE ne suffisait pas, mais nous en avions besoin, y compris comme aiguillon à nos efforts de libéralisation, de déréglementation et de revitalisation. Mais enfin, le vote a eu lieu. Il est juste de dire aujourd'hui que toutes les options doivent demeurer ouvertes. Cela, pourtant, ne fait pas encore une politique européenne qui puisse influencer les événements.

Avant et durant la campagne sur l'Espace économique européen, nous avons souffert du manque de clarté dans la définition des objectifs. La parole officielle a trop changé et délivré des messages successifs d'apparence contradictoire. Nous avons souffert des dissonances, pour ne pas dire des discordances, entre ceux qui avaient charge de conduire le pays. Aujourd'hui, cela ne va plus. Certes, les libéraux apportent leur soutien moral aux jeunes qui lancent une initiative pour en appeler du vote négatif du 6 décembre. Toutefois, ce ne sera pas le même Espace économique européen, et il ne faut surtout pas une précipitation qui nous conduirait à un deuxième échec. Certes, l'objectif d'une adhésion à la Communauté européenne doit être clairement réaffirmé, mais cela ne peut pas être pour demain et force est de donner du temps au temps, comme dirait M. Mitterrand. Certes, la volonté d'aboutir à des accords bilatéraux, exprimée par le Conseil fédéral, est à saluer, mais il ne faut pas non plus tomber dans les illusions. Si, malgré tout, les perspectives de collaboration aux programmes de recherche de la Communauté européenne semblent s'ouvrir – on verra ce qu'il en est –, les négociations sur le volet des transports, par exemple, pourtant prévues par l'Accord sur le transit que nous avons ratifié, tardent à démarrer, c'est le moins que l'on puisse dire. Le charme de M. Ogi, à la fin, n'est pas plus magique que la formule gouvernementale du Conseil fédéral.

Tout cela pour dire que la situation actuelle devrait amener à deux conclusions. Nous devrions agir dans deux directions beaucoup plus nettement qu'il n'en est question dans le rapport. Première direction: affirmer la présence et la vision suisses sur tous les théâtres où il est question de l'Europe, et pas seulement dans nos relations avec la Communauté en rattrapage laborieux de l'échec du 6 décembre. Cela inclut le Conseil de l'Europe; cela inclut la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, l'aide aux pays d'Europe centrale et de l'Est, l'utilisation maximale de l'AELE, sans doute la mise à disposition de casques bleus au travers de l'ONU, etc. Il est dommage, à cet égard, que nous nous apprêtions à classer les initiatives Caccia, Sager et Petitpierre.

Deuxièmement: une volonté d'autant plus incisive de revitaliser notre économie et cela en priorité absolue avant toute

chose, à la fois pour combler les handicaps, les discriminations et pour être prêts, diplomatiquement, à relancer notre politique européenne. Il ne s'agit donc pas d'être eurocompatible à tout prix aujourd'hui; il s'agit de choisir une option prioritaire qui doit être l'accroissement de notre capacité concurrentielle.

Or, lorsqu'on lit le rapport, aussi bien à propos des mesures annoncées qu'à propos des mesures qui nous sont proposées – la reprise d'Eurolex –, nous n'avons pas l'impression que cette priorité se dégage essentiellement vers la libéralisation et la revitalisation. En fait, c'est à une revitalisation non seulement économique, mais politique et mentale que nous devrions procéder.

Je conclus: Messieurs les Conseillers fédéraux, le pays déconnecté, le pays coupé en deux le 6 décembre, le pays qui doute, a besoin d'un gouvernement et d'une majorité parlementaire qui proposent une politique absolument claire, une politique qui ne se dilue pas devant les carrefours des options ouvertes qui sont évoquées, mais une politique qui, en référence à une vision stratégique qu'il faut naturellement définir, poursuive à court terme un but prioritaire nettement défini lui aussi, et c'est indiscutablement la revitalisation, toute la revitalisation économique, et l'ouverture politique. S'il faut donner du temps au temps pour utiliser ce temps au mieux, en revanche, il ne faudrait surtout pas perdre ce temps. Il ne faut pas que la politique continue de sacrifier trop à la politique, au détriment de l'intérêt général.

Moyennant ces réserves, néanmoins, le groupe libéral, qui appelle le gouvernement à nous proposer un programme de revitalisation plus accentué et plus musclé, prendra acte du rapport et refusera toutes les propositions de renvoi qui vous sont adressées.

Fischer-Hägglingen: Die Botschaft des Bundesrates über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens ist in der SVP-Fraktion auf erhebliche Kritik gestossen. Unsere Fraktion ist der Auffassung, dass die einzuschlagende Strategie vom Bundesrat zu wenig sauber und klar ausgearbeitet wurde. Vieles ist zu vage formuliert. Der Wille zu einer raschen Verwirklichung eines wirtschaftlichen Liberalisierungs- und Deregulierungsprogramms kommt zu wenig klar zum Ausdruck. Viele nötige Massnahmen finden keine oder nicht genügend Erwähnung. Deshalb wollte unsere Fraktion einen Ergänzungsbereich beantragen, damit konkrete Vorlagen erarbeitet werden. Da dies scheinbar vom Reglement her nicht möglich ist, wird die Fraktion mehrheitlich dem Rückweisungsantrag Blocher zustimmen. Zu den verschiedenen Mängeln im Kapitel «Marktwirtschaftliche Erneuerung» wird Kollegin Zölch sprechen. Ich beschränke mich hier auf das Kapitel «Europapolitische Standortbestimmung».

Hier fehlt eine klare Ausrichtung der Aussenpolitik nach dem EWR-Nein. Zwar ist es richtig, dass man sich den eigenen Handlungsspielraum nicht selber begrenzt, sondern alle Optionen offenhält. Die aufgezeigten drei Optionen können nicht gleichzeitig als Ziele unserer Aussenpolitik verfolgt werden. Für die Gestaltung der Aussenpolitik in den nächsten Jahren hat man sich für eine dieser Optionen zu entscheiden, und zwar aufgrund des EWR-Neins für jene des bilateralen Verhandlungsweges. Ob in späteren Jahren auf eine der beiden anderen Optionen zurückzugreifen ist, ist heute offenzulassen und auch nicht zu entscheiden. Das kann sich aufgrund von aussenpolitischen und innenpolitischen Veränderungen ergeben, muss es aber nicht.

Das Schweizervolk hat am 6. Dezember 1992 den EWR-Vertrag abgelehnt. Es macht wenig Sinn, diesem Entscheid immer wieder nachzutruern. Der Auftrag aus diesem Abstimmungsergebnis lautet klar, mit bilateralen Verhandlungen für die Schweiz in Europa möglichst günstige Voraussetzungen zu schaffen. Die Schweiz wählte nicht die Isolation, sondern eine eigenständige Öffnung der Schweiz nach Europa. Es wird nicht immer leicht sein, auf bilateralem Weg zu Resultaten zu kommen, aber die Chancen stehen auch nicht so schlecht, wie da und dort immer wieder behauptet wird. Wo sich die gegenseitigen Interessen treffen, wird es zu Vereinbarungen kommen.

Bundesrat, Verwaltung und Diplomatie sind aufgerufen, zielstrebig und beharrlich in diese Verhandlungen zu steigen. Wenn man im Hinterkopf immer noch dem EWR-Vertrag nachtrauert und in Gedanken mit einem möglichst baldigen EG-Beitritt spielt, entstehen mentale Barrieren, die es einem schwermachen, neue Wege zu suchen, um beim Verhandlungspartner Eindruck zu machen. Eine zweite Auflage des EWR käme einer Missachtung des Volkswillens gleich und würde zu schweren innenpolitischen Erschütterungen mit einem weiteren Vertrauensverlust gegenüber Bundesrat und Parlament führen. Zudem kann der abgelehnte Vertrag nicht tel quel übernommen werden, sondern es müsste ein neuer Vertrag ausgearbeitet werden. Dies müsste auch jenen, die eine Neuauflage forcieren, einmal klargemacht werden.

Nötig ist eine klare Aussage über den weiteren europäischen Kurs unseres Landes auch für unsere Industrie und unsere Wirtschaft. Sie müssen wissen, unter welchen Bedingungen sie in den nächsten Jahren ihre wirtschaftlichen Tätigkeiten und Beziehungen zu gestalten haben. Gerade für das Erreichen eines günstigen Investitionsklimas ist es wichtig, dass unsere Wirtschaft weiss, dass die Schweiz bis auf weiteres ausserhalb der EG bleibt und ihre Beziehungen zu den europäischen Partnern auf bilateralem Weg gestalten wird.

Je fester und klarer die Schweiz den bilateralen Kurs beibehält, um so glaubwürdiger wirkt sie auf die ausländischen Verhandlungspartner. Mit einer Sowohl-als-auch-Politik wird unsere Politik in Europa geschwächt; man wird den Eindruck gewinnen, dass wir gar nicht wissen, was wir wollen. Man wird weniger zu Konzessionen bereit sein und uns auf den EWR- oder EG-Beitritt verweisen.

Die SVP-Fraktion ist überzeugt, dass nur eine überzeugende und konsequente bilaterale Europapolitik unser Land weiterbringt. Dazu braucht es zusätzlich ein wirtschaftliches Erneuerungsprogramm, das diesen Namen verdient und bei dem nicht schon bei der ersten Formulierung nach allen Seiten Konzessionen gemacht werden.

Frau Zölich: Die Botschaft des Bundesrates über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens ist zwar eine sehr wertvolle Auslegeordnung betreffend die aktuellen Probleme unserer Aussen- und Innenpolitik. Sie ist jedoch unvollständig und vor allem zu wenig konkret. Die heutige Zeit erfordert klare Zielsetzungen und das Aufzeigen des Weges zur Erreichung dieser Ziele, vor allem auch in zeitlicher Hinsicht. Dabei ist auch auf die Vorteile des EWR-Neins hinzuweisen und nicht immer nur von den Nachteilen zu sprechen. Im ersten Kapitel der Botschaft geht der Bundesrat davon aus, dass alle bestehenden aussenpolitischen Optionen praktisch gleichwertig verfolgt werden sollen. Man kann aber nicht drei Wege zugleich gehen, ohne sich dabei – für jeden Weg – dem Vorwurf der Halbherzigkeit auszusetzen. Bei den bestehenden Optionen ist ein Schwergewicht zu legen. Der Weg der bilateralen Verhandlungen mit der EG muss als Hauptkonzept und als Folge der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 klarer herausgearbeitet werden. Wir fragen den Bundesrat: Wie sieht das Verhandlungskonzept aus, und wie präsentiert sich heute das Verhandlungspaket?

Im zweiten Kapitel geht es um die marktwirtschaftliche Erneuerung. Verschiedene Massnahmen wurden in der Botschaft formuliert und Fristen wurden festgelegt. Ziel des Programms muss es sein, die Wettbewerbs- und Konkurrenzfähigkeit der schweizerischen Wirtschaft zu erhalten und zu verstärken. Wir sind mit dem Bundesrat der Auffassung, dass die Bereiche Wettbewerb, Arbeitsmarkt, Beschleunigung von Verfahren und Bildung im Zentrum stehen müssen. In der Botschaft fehlt jedoch ein klares Gesetzgebungsprogramm zur Stärkung der schweizerischen Wirtschaft. Insbesondere fehlen Leitlinien für die zeitliche Verwirklichung. Zeitliche Vorstellungen sind zwar zum Teil formuliert, hingegen ist nicht klar, wann die Botschaften den Räten unterbreitet werden sollen. Wir möchten diesbezüglich konkretere Antworten.

Zudem bitten wir den Bundesrat, uns folgende Fragen zu beantworten:

1. Sind Massnahmen zur Aufhebung der Sperrfristen im Grundstücksbereich geplant?

2. Wie will der Bundesrat auf die Beschleunigung von Verfahren, speziell im Baubereich, hinwirken?

3. Welche Massnahmen sind geplant, um eine Vereinfachung der Abläufe im Umweltschutzbereich zu erreichen – ohne Verschlechterung des Schutzes unserer Umwelt?

4. Sind Massnahmen zur Beschränkung der Umweltverträglichkeit von Grossbauten geplant?

5. Gibt es konkrete Vorschläge zur Vereinheitlichung von technischen Normen?

6. Hat der Bundesrat bereits eine Uebersicht über diejenigen Bereiche erarbeitet, in denen private oder staatliche Wettbewerbsbehinderungen bestehen? Bis wann und wie sollen solche Wettbewerbsbehinderungen, zum Beispiel Preisbindungen, Kartelle, beseitigt werden?

7. Gibt es ein inhaltliches und auch ein zeitliches Konzept für unser Bildungswesen, um dem hohen erforderlichen Qualitätsstandard der Schweiz gerecht zu werden?

Was den erläuternden Teil zu den Gesetzesvorlagen anbetrifft, werden wir nur auf diejenigen Swisslex-Vorlagen eintreten, die klar die Konkurrenz- und Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft stärken. Ich bitte den Bundesrat, in seinen Ausführungen klar hervorzuheben, welche Gesetzgebungsvorlagen ausschliesslich der Konkurrenz- und Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft dienen.

Falls die vorliegende Botschaft durch die Antworten des Bundesrates auf unsere Fragen ergänzt wird, könnten wir ihr zustimmen. Andernfalls müssten wir die Rückweisungsanträge unterstützen.

Frau Bär: «Jahrhundertabstimmung» und «historische Abstimmung» wurde der Entscheid vom 6. Dezember des letzten Jahres genannt, ihr Ausgang als existentiell für unser Land bezeichnet, das Verdikt des Volkes und der Stände dementsprechend als Katastrophe gewertet. Um so krasser fällt jetzt der Kontrast des sogenannten Folgeprogrammes nach der Ablehnung des EWR-Abkommens aus.

Am 6. Juni 1988 hat Bundesrat Stich bei der Behandlung der Legislaturplanung 1987–1991 eine Aussage gemacht, die sich nun mit aller Deutlichkeit bewahrheitet. Er sagte damals, «dass der Bundesrat nach Gesetz nicht verpflichtet ist, Visionen zu haben». Stich weiter: «Ich bin auch froh, dass der Bundesrat keine Visionen haben muss» (AB 1988 N 509) Das Folgeprogramm ist ein Beweis für diese Aussage, aber kein Ruhmesblatt.

27 Eurolex-Vorlagen unter dem Titel Eurokompatibilität, Revitalisierung und Deregulierung zu Swisslex-Vorlagen machen und nach dem Prinzip «Alle Optionen offenhalten» weiterfahren, das ist für die grüne Fraktion eine ungenügende Antwort. Sie entspricht auch nicht dem, was der Bundesrat gleich zu Beginn seiner Botschaft verspricht: «Es gehört zu seiner Führungsaufgabe, aus dieser Situation heraus die nötigen Massnahmen zu treffen, um unsere Interessen in Europa solidarisch wahrzunehmen.»

Wir sehen den Handlungsbedarf auf einer viel breiteren politischen Ebene, als sie vom Bundesrat skizziert wird, sowohl innenpolitisch wie aussenpolitisch. Immerhin heisst das gültige Legislaturziel: «Öffnung nach aussen – Reformen im Innern». Daran hat sich nichts geändert. «Öffnung nach aussen» beinhaltet mehr als den EWR-Vertrag und die EG-Perspektive. Davon steht in der Botschaft leider wenig bis nichts.

Was wir schmerzlich vermissen, ist eine umfassende Analyse, weshalb Bundesrat und Parlament mit diesem EWR-Vertrag gescheitert sind. Eine solche Analyse braucht es aber, wenn wir nicht eine Politik des Durchwurstelns und des Aussitzens der Probleme betreiben wollen, sondern tatsächlich ein wirksames Folgeprogramm mit Langzeitwirkung erarbeiten.

Die Zeiten sind endgültig vorbei, wo Aussenpolitik unter Ausschluss der Öffentlichkeit stattfinden kann. Innen- und Aussenpolitik müssen endlich verknüpft werden. Unsere Aussenminister können nicht an internationalen Konferenzen von «Weltinnenpolitik» reden, während zu Hause die Bevölkerung vom weltpolitischen Geschehen abgekoppelt ist.

In dieser Beziehung unterscheiden wir uns nicht von den EGT-Ländern und den anderen Efta-Staaten. Europa hat die Zustimmung der Diplomaten und Regierungschefs, aber es fehlt

die Zustimmung seiner Bürgerinnen und Bürger. Das zeigen die Maastricht-Abstimmungen in Dänemark und Frankreich. Das zeigen die Umfragen in den skandinavischen Ländern und zuletzt die Angst der Regierung in England, eine Volksbefragung durchzuführen.

Es war einer der Architekten der EG, Jean Monnet, der gesagt hat: «Die europäische Konstruktion braucht Zeit – Zeit zum Ueberzeugen.» Es braucht in Zukunft aber auch Transparenz. Es braucht einen ständigen Dialog und innenpolitische Reformen. Das ist für die grüne Fraktion zentral. Sonst wird der nächste Integrationsschritt wieder zu einem Misstritt.

Das gesellschaftspolitische Konfliktpotential, das sich am 6. Dezember 1992 manifestiert hat, muss abgebaut werden, und das bedeutet: Aussenpolitik muss auch Innenpolitik sein, in Taten, nicht bloss in Worten. Anders gesagt: Es geht nicht darum, ein «dummes Volk», wie es nach dem Nein oftmals geschimpft wurde, gescheiter zu machen. Es geht darum, eine mündige Bevölkerung mit ihren Ängsten, die sich manifestiert haben, ernst zu nehmen. Für die grüne Fraktion heisst das unter anderem: kein Sozialabbau, kein Infragestellen unserer Umweltschutzmassnahmen, kein Demokratieabbau.

Jahrzehntelang wurde der soziale Friede als Wettbewerbsvorteil unserer Wirtschaft gepriesen. Daran hat sich nichts geändert; daran darf nichts geändert werden. Die Situation der Arbeitslosen in unserem Land ist zu ernst, um damit den neoliberalen Marktschreibern ihre ökonomischen Ladenaufhänger abzuverkaufen. Den Kahlschlag, den uns Herr Blocher vorschlägt, halten wir für völlig unverantwortbar. Reagan hat uns in den USA vorgemacht, wie wir es nicht machen dürfen. Am kommenden Donnerstag haben wir vielmehr die Gelegenheit, einen unserer sozialpolitischen und europäischen Schandflecke zu tilgen: Wir müssen endlich die Sozialcharta des Europarates ratifizieren.

Bei der Einreichung des Gesuchs um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen zur EG argumentierte der Bundesrat, er habe diesen Schritt unternommen, um Gewissheit zu haben, dass Verhandlungen stattfinden werden, unabhängig vom Ausgang der EWR-Abstimmung. Die grosse Mehrheit der grünen Fraktion hat dieses Vorgehen im Mai letzten Jahres begrüsst. Der Bundesrat ist nach dem 6. Dezember 1992 aber von seiner Haltung abgerückt. Die Beitrittsverhandlungen sollen «erst aufgenommen werden, wenn die innen-, aussen- und wirtschaftspolitischen Voraussetzungen erfüllt sind» (Botschaft S. 6). Wie und wann dieses Ziel erreicht wird, darüber schweigt er sich aus.

Ohne aktive Politik geht aber nichts. Wir fordern deshalb den Bundesrat auf, zu erwirken, dass der Avis, der von Brüssel zu unserem Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen erarbeitet wurde, jetzt veröffentlicht wird. Dann wissen wir, wo unsere integrationspolitischen Schwächen gesehen werden. Das Beitrittsgesuch solle nicht auf Eis gelegt werden, haben wir nach dem 6. Dezember 1992 gefordert. Die grosse Mehrheit der grünen Fraktion bestätigt das heute nochmals.

Die Verhandlungen sollen geführt werden. Von uns aus gesehen ist der Verhandlungsspielraum in letzter Zeit grösser geworden. Eine Entschliessung des EG-Parlamentes vom Januar dieses Jahres, die leider bei uns nicht zur Kenntnis genommen wurde, gibt zu Hoffnungen Anlass. Darin werden die EG-Kommission und der Rat aufgefordert, die Beitrittsverhandlungen mit den Efta-Staaten zu führen und gleichzeitig eine demokratischere Form der EG-Institutionen einzubeziehen und einen europäischen Verfassungsentwurf auszuarbeiten.

Die Stimmberechtigten in unserem Lande müssen die Gewissheit haben, dass sie am Ende eines zweifellos langen Verhandlungsprozesses in aller demokratischen Freiheit ja oder nein zum ausgehandelten Ergebnis sagen können – das scheint uns zentral.

Die Verhandlungen müssen aber anders geführt werden als beim EWR-Vertrag; die innenpolitischen Reformen müssen gleichzeitig an die Hand genommen werden, sonst ist der nächste politische Scherbenhaufen in Sicht. Von allem Anfang an braucht es Offenheit und Transparenz.

Das Parlament hat über das Verhandlungsmandat mitzubestimmen. Es reicht nicht, wie der Bundesrat schreibt, wenn er

das Parlament via Kommissionen laufend und detailliert über die Einzelheiten der Integrationspolitik orientiert. Die Bevölkerung hat ein Recht darauf, in einem ständigen Prozess in die Diskussion einbezogen zu werden. Im Verhandlungsauftrag müssen die sozialen und ökologischen Leitplanken formuliert und die Rolle der direkten Demokratie und der Stellenwert der Neutralität festgelegt sein. Dass die Verhandlungsdelegation paritätisch aus Frauen und Männern zusammengesetzt sein wird, ist für die grüne Fraktion eine Selbstverständlichkeit.

Die Grünen sind überzeugt, dass kosmetische innenpolitische Strukturreformen nicht mehr genügen. Unser Staat kann wirtschaftlich nur mit einem Minimum an Gemeinsamkeiten wettbewerbsfähig bleiben. Viel länger können sich Bundesrat und Parlament nicht mehr um die Frage herumdrücken, welche Gesellschaft wir in Zukunft wollen. Und um diese Frage geht es doch schliesslich! Wenn etwas revitalisiert werden muss, dann ist es der alte Begriff des Gesellschaftsvertrages. Aber dazu braucht es wohl eine andere Botschaft.

Wir lehnen die beiden Rückweisungsanträge von Herrn Blocher und der SD/Lega-Fraktion (Steffen) kategorisch ab.

Frau Grendelmeier: Ich kann meine Vorrednerin nicht unterstützen. Wir sind nicht der Meinung, dass der Bundesrat diese Scheitel verdient. Wir stellen aber schmunzelnd fest, dass für die Grünen «Brüssel» nun plötzlich ein sehr erstrebenswertes Ziel ist, und nicht mehr der antidemokratische, zentralistische «Moloch» wie vor dem 6. Dezember 1992.

Um es vorwegzunehmen: Unsere Fraktion akzeptiert den negativen Entscheid vom 6. Dezember 1992 voll und ganz. Wir suchen nun nach gemeinsamen Wegen, um aus der Sackgasse herauszukommen. Was wir diskutieren, sind die Vorschläge des Bundesrates. Aus unserer Sicht zeichnet sich diese Botschaft durch eine wohlthuende Knappheit und eine ebenso wohlthuende, aber auch ernüchternde Sachlichkeit aus. Wenn wir sie genau anschauen, so enthält sie eigentlich nichts Neues, nichts mindestens, was wir nicht bereits vor dem 6. Dezember 1992 hätten wissen können, also nichts, das im Falle einer Ablehnung nicht zur Sprache gekommen wäre.

Tatsache ist, dass unser Nein vor allem die Efta-Länder in Schwierigkeiten gebracht hat. Für sie gilt es nun, neue Lösungen zu suchen, damit das EWR-Abkommen überhaupt in Kraft treten kann. Sie verdanken uns also eine massive Verzögerung.

Eine weitere Tatsache ist, dass die EG unseren Entscheid zwar bedauert, aber voll respektiert. Wer also glaubt, die EG würde uns deswegen böswillig behandeln oder gar hassen, der erliegt vermutlich seinem eigenen Wunschdenken: Wer gehasst wird, bedeutet dem, der hasst, recht viel.

Somit müssen wir die dritte und für uns entscheidende Tatsache zur Kenntnis nehmen: Wir haben uns am 6. Dezember 1992 verabschiedet. Die EG akzeptiert das, und zwar selbstverständlich, d. h., sie streicht uns, die Schweiz, schlicht von der Traktandenliste; wir figurieren allenfalls noch unter «Varia». Nun, was schlägt der Bundesrat vor? Wir wissen es längst: Es sind die drei berühmten Optionen, die bereits im Vorfeld dieser Debatte ungeheuer viel Wirbel ausgelöst haben. Die Vorwürfe an die Adresse unserer Regierung sind ebenfalls bekannt: der Bundesrat sei entscheidungsschwach, er bringe drei statt einer neuen Lösung und sei damit phantasie- oder gar hilflos. Wer so argumentiert, verkennt erstens die Realität, und wechselt zweitens zwei Begriffe.

Zum ersten, zur Realitätsverknennung: Wenn wir das Wort Option einfach übersetzen, so heisst Option: freier Wille, freie Wahl. Das scheint mir nun allerdings für unseren Fall etwas gar vollmundig, ja sogar euphemistisch zu sein, beschränkt sich doch unser sogenannter «freier Wille» zunächst einmal auf eine simple Schadenbegrenzung. Es scheint mir daher sachdienlicher, vor allem aber ehrlicher zu sein, das Wort Option vom Verb «optare» abzuleiten, und dann heisst es ganz einfach «wünschen». Das kommt unserer heutigen Situation doch sehr viel näher. Wir wünschen uns etwas; d. h., man wünscht sich etwas von jemandem. Wir wünschen uns in diesem Falle – das ist auch klar –, nicht diskriminiert zu werden, nicht abgekoppelt zu werden, nicht in die Isolation zu geraten. Mit diesen sogenannten Optionen versucht der Bundesrat, die

verbleibenden Möglichkeiten zu skizzieren, die Mittel zu nennen, die uns allenfalls offenbleiben, uns diesen Wunsch zu erfüllen.

Damit komme ich zum zweiten Punkt, zur Verwechslung der Begriffe: Der Vorwurf, die Drei-Optionen-Politik führe in die Sackgasse, verwechselt Weg und Ziel. Das Ziel ist – ich wiederhole es –, politisch nicht isoliert und wirtschaftlich nicht diskriminiert zu werden. Darin sind wir uns, glaube ich, alle einig. Schade nur, dass wir mit einem negativ formulierten Ziel an die Arbeit gehen: Wir versuchen lediglich, etwas zu verhindern. Wir versuchen lediglich, ein Unheil abzuwenden. Positiv formuliert hiesse es nämlich ganz anders; positiv formuliert hiesse dasselbe Ziel: Wir wollen trotzdem mitmachen, wir wollen trotzdem mitentscheiden, und – vor allem – wir wollen trotzdem dabei sein. Mit einem solchermassen optimistischen Ziel würde es uns auch leichter fallen, mit den drei Instrumenten – das sind die Optionen – umzugehen. Erwiese sich nämlich das eine Instrument als untauglich, hätten wir noch einen zweiten und allenfalls auch einen dritten Pfeil im Köcher. So könnten wir unsere Chancen wahrnehmen.

Der wirtschaftliche Teil enthält ein erstes Paket konkreter Anpassungen, die – wir haben es schon gehört – nichts anderes sind als in Swisslex umgetaufte Eurolex-Vorlagen. Darüber brauchen wir nicht lange zu diskutieren; denn wir haben ihnen vor einem halben Jahr zugestimmt.

Ich gebe zu, dass es für viele EWR-Gegner eine harte Nuss sein mag, sich nun mit diesen von ihnen sehr bekämpften Eurolex-Vorlagen nochmals befassen zu müssen. Aber gerade in diesem Lager finden sich doch diejenigen, die bilaterale Verhandlungen als einzige Option betrachten. Sie müssen sich dann aber darüber klar sein, dass die möglichen bilateralen Partner dann zumal in einen Vertrag mit den anderen EWR-Ländern eingebunden sind. Grundlage des EWR ist nun einmal die gegenseitige Rechtsanpassung. Wenn wir also eine möglichst breitgefächerte Handelsmöglichkeit erhalten möchten, müssen wir diese Rechtsnormen halt anpassen, auch wenn wir nicht Mitglied dieses EWR sind. Mit anderen Worten und in Abwandlung eines inzwischen berühmt gewordenen Ausspruches: «Wir müssen EWR-fähig werden, weil wir nicht im EWR sind.»

Ganz entscheidend aber ist – das wurde von anderen auch erwähnt, nicht zuletzt von Herrn Blocher – die Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit im Innern unseres Landes. Hier zeigt es sich, dass die Verkrustung unserer Strukturen – dies völlig unabhängig vom EWR, notabene – am wirtschaftlichen Krebsgang der Schweiz mitverantwortlich ist. Auch wenn wirtschaftliche Probleme heute weitgehend international gelöst werden, müssen wir vor allem vor der eigenen Tür wischen – das gilt übrigens für jedes andere Land auch –, d. h., wir müssen unsere eigene Wirtschaft marktauglich machen.

Konkret heisst das, Marktwirtschaft nicht nur als Sonntagsideologie im Wappen zu führen, um sich dann an Werktagen vor diesem Markt zu schützen, wo es immer geht – z. B. durch Kartelle, Subventionen, Protektionismus usw. Etwas mehr Ehrlichkeit wäre eigentlich angezeigt, d. h., wir müssen aufhören, Marktwirtschaftswasser zu predigen und Subventions- oder Kartellwein zu trinken. Dabei spreche ich – das möchte ich in aller Form betonen – keineswegs dem neudeutschen Modewort «Deregulierung» das Wort, denn dahinter versteckt sich die Lust nach Manchester-Liberalismus, dem bedingungslosen Recht des Stärkeren, wie wir es zum Teil in Osteuropa beobachten müssen – ein Rambo-Liberalismus, der, wenn man es genau ansieht, zwangsläufig schnurstracks zurück in den Kommunismus, in den Sozialismus führen muss.

Liberalisierung heisst für unsere Fraktion – und das, seit es unsere Partei, den Landesring, gibt – soziale Marktwirtschaft, heisst Wettbewerb unter Berücksichtigung des Schwächeren, aber auch unter Erhaltung und Wiederherstellung der gesunden Umwelt. Schaffen wir also vor allem einmal unseren eigenen Binnenmarkt, unseren «EWR», den «Eidgenössischen Wirtschaftsraum» – auch dann, wenn es weh tut.

Die LdU/EVP-Fraktion stimmt dem Folgeprogramm des Bundesrates zu und lehnt den Rückweisungsantrag Blocher und denjenigen der SD/Lega-Fraktion ab.

Schmid Peter: Frau Grendelmeier hat gesagt, dass der «Moloch» Brüssel für die Grünen ein erstrebenswertes Ziel sei. Ich möchte Sie bitten, zur Kenntnis zu nehmen: Verhandlungen sind noch kein Beitritt. Wir sind für das offene und unvoreingenommene Gespräch. Wenn es in dieser Politik mehr Gespräche gäbe, müsste man nicht unablässig Stellungen behaupten, dann würden die Karten von Anfang an offen auf den Tisch gelegt und wir könnten in Abwägung der Dinge entscheiden. Das ist bis jetzt nicht passiert, und wir haben keinen Grund, unsere Meinung zu ändern. Wenn Brüssel uns das Paradies auf Erden prophezeit – warum nicht? –, dann können wir sehen. Bis jetzt sieht es wirklich nicht danach aus.

Moser: Die Fraktion der Auto-Partei begrüsst alle Massnahmen, die einen Beitrag zur Verbesserung der internationalen Wettbewerbsfähigkeit leisten. Ein längst notwendiges Liberalisierungsprogramm zur Wiederbelebung unserer Wirtschaft muss die Antwort auf den teilweisen Zusammenbruch unseres Binnenmarktes sein. Die vom Bundesrat angekündigten einzelnen Schritte zur Verbesserung des Wirtschaftsstandortes Schweiz sind für uns von grösster Bedeutung und Wichtigkeit. Wir sind der Meinung, dass eine Rückkehr zu einer sauberen Ordnungspolitik heute notwendiger ist denn je.

Die Fraktion der Auto-Partei nimmt von der vorliegenden Botschaft Kenntnis, sie tut dies jedoch ohne jede Begeisterung. Diese Botschaft ist unserer Meinung nach sehr mangelhaft und einseitig nur auf die EG ausgerichtet. Mangelhaft deshalb, weil sie zur dringend notwendigen Wiederbelebung der schweizerischen Wirtschaft nicht den erforderlichen Beitrag leistet. Besonders die unter dem Titel «Swisslex» vorgeschlagenen Gesetzesänderungen überzeugen uns weitgehend nicht. Wir stellen zudem fest, dass einzelne davon sogar eine Verschlechterung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen für unsere Industrie und das Gewerbe bringen würden. Im vorliegenden Programm fehlen zudem wichtige Teile wie jener des Finanzbereiches oder Szenarien für die Aussenwirtschaftspolitik ausserhalb des EWR. Ich werde später noch darauf zurückkommen.

Zur Botschaft im einzelnen:

1. Sie bezieht sich praktisch nur auf die europäische Integrationspolitik. Der Titel heisst aber «Botschaft über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens». Und das heisst doch ganz klar, dass alle vitalen Wirtschaftsbeziehungen – zum Beispiel jene, die über das Gatt-Abkommen laufen, oder Szenarien über Wirtschaftsräume ausserhalb des EWR – gleichwertig behandelt werden müssen. Es ist erschreckend, dass unsere Haltung gegenüber den Staaten ausserhalb des EWR ganz kurz in zwei kleinen Absätzen in dieser Botschaft abgehandelt wird. Was uns aber wirklich ärgert, ist die Tatsache, dass der Bundesrat wie auch einige Eurokraten der Verwaltung in Erstarrung über das EWR-Nein jetzt noch eine teure Schadensstudie in St. Gallen in Auftrag geben wollen. Anstatt mit vereinten Kräften Zukunftsstrategien zu planen, wollen offenbar nicht wenige Politiker für teure Steuergelder Bilanzen und Buchhaltungen über das Volksnein erstellen lassen. Hören Sie doch bitte mit solchen Uebungen auf! Verwenden Sie das Geld für Gescheiteres, nämlich für eine professionelle Studie über die strategischen Möglichkeiten unseres bislang wirtschaftlich erfolgreichen Kleinstaates.

2. Die vorliegende Botschaft bestätigt die Fortführung der Politik des Bundesrates, wie sie vor der EWR-Abstimmung bestand. Der Bundesrat akzeptiert zwar formal in einem kurzen Satz den Volksentscheid, kehrt dann aber gleich wieder zum eigenen Kurs zurück und doziert hartnäckig die vom Volk verworfene Aussenpolitik weiter.

Völlig unhaltbar ist die Anmerkung auf Seite 5: «Das Resultat bedeutet, dass die Schweiz am europäischen Binnenmarkt nicht teilnehmen kann.» Das ist völlig absurd. Richtig ist, dass die Schweiz nach wie vor in diesem vertraglich und geographisch abgegrenzten Binnenmarkt tätig sein kann, nur unter erschwerten Bedingungen. Jetzt müssen wir einfach wieder wie in alten Zeiten härter und mit innovativen Marktleistungen gegen verschärfte Markteintrittsbarrieren kämpfen. Wie man das macht, scheinen einige kurzichtige Politiker bereits vergessen zu haben, oder sie haben es überhaupt noch nie gelernt.

3. Auf Seite 12 des Berichtes heisst es, man wolle den EWR-Beitritt unserem Volk erst wieder vorschlagen, wenn die innen- und aussenwirtschaftspolitischen Voraussetzungen dazu erfüllt seien. Auch zum EG-Beitritt ist auf Seite 13 zu lesen: «Beitrittsverhandlungen kommen freilich solange nicht in Betracht, als die äusseren und die inneren Grundlagen dafür nicht vorliegen.» Zu guter Letzt meint der Bundesrat, es wäre sein Ziel, sämtliche Optionen offenzuhalten und eine aktive Zusammenarbeit mit EG und Efta zu gewährleisten.

Diese Aussage lehnt die Fraktion der Auto-Partei klar ab, denn für uns gibt es nach dem 6. Dezember 1992 in der europäischen Integrationsfrage lediglich den Weg der bilateralen Absprachen und sonst vorderhand gar nichts. Ich frage mich bei solchen Erklärungen natürlich schon, wie weit entfernt von der Mehrheit unseres Volkes sich der Bundesrat eigentlich bewegen will. Die Äusserung des CVP-Fraktionssprechers ist völlig daneben; er meinte, es müssten nur noch Vorbereitungsgespräche zum EG-Beitritt geführt werden.

4. Im Kapitel «Marktwirtschaftliche Erneuerung» erklärt der Bundesrat, dass sich neben stabilitätspolitischen auch gewisse ordnungspolitische Rahmenbedingungen im Vergleich zum Ausland verschlechtert hätten. Ja, da muss ich Sie schon fragen, wer denn hierzulande die Verantwortung für diesen Zustand trägt – doch sicher nicht die EG, sondern es war ein grosser Teil der Verantwortlichen hier in diesem Saal, die laufend nicht genug von neuen Gesetzeskorsetts hatten.

Wir unterstützen den Bundesrat aber selbstverständlich klar in folgender Aussage: «Es ist der Wille des Bundesrates, die in den letzten Jahren sichtbar verminderte Attraktivität des Wirtschaftsstandortes Schweiz wiederherzustellen.» Dessen These «Es gilt, unsere internationale Konkurrenzfähigkeit insbesondere durch mehr Wettbewerb auf dem schweizerischen Binnenmarkt zu stärken» können wir aber nur akzeptieren, wenn er jetzt dafür sorgt, dass entsprechende Rahmenbedingungen für unsere Wirtschaft auch tatsächlich geschaffen werden. Ansonst werden wir einem Bankrott entgegenlaufen.

5. Dass wir unter dem Begriff Swisslex eine Reihe von Gesetzen aus dem ehemaligen Eurolex-Paket zur wirtschaftlichen Erneuerung wiederaufnehmen müssen, ist unbestritten. Es stellt sich aber die Frage, ob wir mit Katalogpositionen wie der Aenderung des Bundesgesetzes über den unlauteren Wettbewerb, Aenderung von Teilen des Obligationenrechts, einem Bundesgesetz über die Information und Mitsprache der Arbeitnehmer in den Betrieben oder der Aenderung des Arbeitsgesetzes nicht gerade das Gegenteil einer solchen Belebung bewirken.

Die Auto-Partei lehnt alle solche neuen Belastungen für unsere Industrie und unser Gewerbe klar ab; wir werden auch zusätzliche Begehren gewisser Systemveränderer in diesem Hause, welche darauf abzielen, unsere noch intakte Produktivität abzusenken, mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln bekämpfen.

Ich komme zum Fazit: Wir begrüssen grundsätzlich alle Bemühungen für ein umfassendes und weitreichendes wirtschaftliches Liberalisierungsprogramm. Viele dieser Swisslex-Vorlagen sind aus wirtschaftlicher Sicht – durchaus so schnell wie möglich – im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren zu verabschieden. Alle, aber auch alle Deregulierungsmöglichkeiten müssen jetzt ausgeschöpft werden; dazu gehören auch klare Ergänzungen im Bereich Finanzen, der Anschluss an Europa über Forschungs- und Bildungsprogramme, ein professionelles Konzept zur Aussenwirtschaftspolitik ausserhalb des EWR und unseres Erachtens vor allem ein verfassungsmässiger und institutioneller Schutz gegen die Erhöhung der Staatsquote.

Nach Abwägung aller positiven und negativen Aspekte dieser Botschaft sind wir zum Schluss gekommen, dass die Nachteile leider überwiegen.

Wir unterstützen deshalb die Rückweisungsanträge, um dem Bundesrat Gelegenheit zu geben, die gravierenden Mängel auszumerzen.

M. Borel François: Le groupe socialiste prendra acte du message du Conseil fédéral, entrera en matière, rejettera les propositions de renvoi du groupe DS/Ligue (Steffen) et de

M. Blocher, mais sans pouvoir dire que la lecture de ce rapport et la politique de ces derniers mois du Conseil fédéral ont provoqué de l'enthousiasme.

Au chapitre de l'intégration européenne, et pour relativiser les quelques critiques que je devrai énoncer à l'égard du gouvernement, un constat s'impose. On a dit, avant la votation du 6 décembre 1992, que ceux qui prônaient le non n'avaient pas d'alternatives concrètes. Or, il faut constater qu'aujourd'hui encore ces mêmes personnes n'ont toujours pas d'alternatives concrètes. Si on lit le «programme» de M. Blocher, c'est du réchauffé, du réchauffé et encore du réchauffé. Toutes ces questions sont débattues de longue date entre Conseil fédéral et Parlement au sein de commissions. Il y a peut-être une petite idée nouvelle, pour bien compliquer les choses, qui est de mêler encore la question des conséquences d'un accord du Gatt sur l'agriculture à ce dossier de notre intégration européenne.

Nous ne sommes pas d'accord, Messieurs les Conseillers fédéraux, avec votre politique actuelle, pour la raison suivante: vous dites maintenir toutes les options ouvertes. Cà, c'est la théorie. Mais ce que nous constatons en réalité, c'est que vous pratiquez l'«Alleingang», justement l'option que vous refusez. En fait, pour nous socialistes, il n'y a pas tellement d'options. Il y en a une, celle de l'«Alleingang» que nous rejetons, et une autre, celle de l'intégration européenne que nous soutenons. La voie des négociations bilatérales est bouchée; nous le voyons d'abord aux résultats des actuelles négociations. Et ensuite nous devons constater qu'en matière de relations internationales on fait de plus en plus des accords multilatéraux, de moins en moins des accords bilatéraux. Que cela plaise ou non à certains députés de l'UDC, nous devons tenir compte de cette réalité des relations internationales.

Toutefois, nous n'excluons absolument pas qu'il puisse y avoir, de cas en cas, quelques petites réussites en matière de négociations bilatérales, mais seulement si la volonté claire d'une intégration européenne est exprimée par notre gouvernement. A ce moment-là, comme sous-produit, comme étape intermédiaire, pour résoudre un petit problème concret, il n'est pas exclu qu'une négociation bilatérale aboutisse, mais l'option négociations bilatérales, accords bilatéraux n'est, au mieux, pour nous, qu'un «Alleingang plus», et nous ne voudrions pas que le Conseil fédéral perde trop de temps à explorer encore longtemps cette voie. Notre option est l'intégration européenne.

Le but à long terme du gouvernement était l'adhésion, il doit le rester. Nous demandons donc fermement au Conseil fédéral de ne pas retirer sa demande d'ouverture de négociations. Nous l'encourageons même à ne pas donner trop de signes, afin d'éviter que l'avis de la Commission ne vienne jamais. Je crois que la négociation prendra du temps et que, pour faire avancer les idées au sein de la Suisse, nous devons savoir de quoi nous parlons. Il est donc opportun de connaître bientôt cet avis.

L'intégration européenne se fera, à vues humaines aujourd'hui, en deux étapes, en passant par l'Espace économique européen. C'est la solution qui semble réaliste aujourd'hui. Nous attendons donc du Conseil fédéral qu'il maintienne ce cap et qu'il le dise haut et fort, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour maintenir son crédit, pour qu'il soit clair qu'il sait où il va et qu'il ne donne pas l'impression de naviguer à vue.

Nous souhaitons que le Conseil fédéral ait pour objectif l'ouverture de négociations globales, au plus tard au début de l'année prochaine, mais sans donner à ces négociations, pour l'instant, des titres tels que «négociations en vue d'une nouvelle version de l'Espace économique européen», ou «négociations en vue d'une adhésion». Laissons les choses floues pour le moment. Le Conseil fédéral aurait de cette façon six mois pour déterminer un mandat à l'intention de ses négociateurs.

N'oublions pas, par ailleurs, que l'Espace économique européen et le fait de voter ou non une deuxième fois sur cet objet ne pourront être oubliés ni par le gouvernement ni par le Parlement, car une initiative populaire est en voie d'aboutir, et cette question sera forcément à l'ordre du jour de nos délibérations d'ici quelque temps.

Un mot concernant la formation et l'information. Le Conseil fédéral insiste sur la nécessité de former le personnel de son administration à la question européenne, au développement européen. Nous ne pouvons que l'appuyer. Nous pensons qu'une des raisons du non était due au manque de préparation de l'administration fédérale. Bien des personnes se sont donné beaucoup de peine en peu de temps, c'est clair, mais la formation mériterait d'être beaucoup plus large au sein de l'administration fédérale.

Quant à l'information de la population, on a déjà dit à plusieurs reprises dans ce débat que le Conseil fédéral ne parlait pratiquement pas d'une analyse concernant les causes du non dans ce rapport. Pour moi, une des causes du non, c'est que, relativement vite pour le peuple suisse, le Conseil fédéral a pris un virage à 180 degrés, qui n'a pas été compris, et nous constatons à l'heure actuelle qu'après un effort d'information important avant les votations, nous sommes au creux de la vague; nous estimons que la ligne directrice claire «intégration européenne» doit être appuyée par une politique régulière d'information au sujet des intentions du gouvernement et du Parlement en la matière. C'est la seule manière de ne pas aboutir un jour à un nouveau non à une question similaire, posée peut-être sous une autre forme, concernant notre rapprochement de l'Europe.

Une autre raison du non me paraît importante: j'ai cru ressentir, en tout cas au sein de l'électorat socialiste, que la raison principale des rares personnes qui ont voté non était leur crainte que la question des travailleurs immigrés ne soit que mal réglée. Nous avons besoin ici de savoir que si nous venons avec une nouvelle proposition, des mesures claires d'accompagnement devront être formulées. Nous encourageons donc le Conseil fédéral à aller dans la voie de l'intégration européenne: retrouvons nos manches, négocions à l'extérieur, informons à l'intérieur.

Je passe au chapitre régénération de l'économie. C'est la volonté du Conseil fédéral «de redonner à la place économique suisse l'attrait qu'elle a visiblement perdu ces dernières années». Je cite le rapport du Conseil fédéral, page 18. Et il en reste pratiquement là dans l'analyse de la situation. Nous estimons que, relativement vite, il serait opportun de poursuivre un peu cette analyse pour savoir quelles sont les causes de la perte de cet attrait pour notre place économique. En effet, on entend de la part de la droite un certain nombre de slogans et il semblerait que toutes les solutions devraient venir de l'Etat, ce qui est un peu étonnant de la part de tous ceux qui prônent le «moins d'Etat». Lorsqu'on creuse un peu, on entend, surtout de la part de chefs d'entreprises, les mots «moins d'impôts», et à part ça pas grand-chose!

Dans un pays, que l'on sait être parmi les pays industrialisés où la pression fiscale est la plus faible, ça m'étonne que seule cette solution soit proposée. Il y a probablement d'autres facteurs qui expliquent les difficultés de notre économie. Nos dirigeants d'entreprise sont devenus, en comparaison internationale, moins compétents; nos entreprises, moins bien organisées pour affronter la concurrence; et nous sommes devenus moins fiables et moins innovateurs que beaucoup d'autres, bref nous nous sommes endormis sur nos lauriers. Nous attendons donc du Conseil fédéral une analyse fouillée pour pouvoir expliquer à nos partenaires de l'économie privée dans quelle mesure – bien sûr, la Confédération peut un petit peu les aider pour la relance –, mais dans quelle mesure beaucoup plus importante, ils doivent d'abord commencer par s'aider eux-mêmes.

Dans l'ensemble, nous entrerons en matière sur les propositions précisément formulées sur lesquelles nous voterons à cette session encore et sur le calendrier du Conseil fédéral. Nous constatons qu'en matière de cartel le Conseil fédéral est beaucoup trop prudent. Nous souhaitons une loi eurocompatible interdisant les cartels, sauf exception, et réglant la surveillance des fusions. Nous considérons aussi que la petite phrase qui concerne le travail de nuit ne permet pas pour l'instant notre adhésion. Nous attendons de connaître plus précisément les intentions du Conseil fédéral en la matière, avant de dire si nous pourrions ou non adhérer à son point de vue. Pour l'instant, le fait de mettre sur un pied d'égalité la question

des soldes dans les magasins et celle, beaucoup plus controversée, du travail de nuit, nous paraît être un mauvais indice; nous attendons du Conseil fédéral qu'il arrive, dans ce domaine très délicat, avec une solution socialement équilibrée. Nous prendrons acte du rapport et rejetterons les propositions de renvoi du groupe DS/Ligue (Steffen) et de M. Blocher.

Iten Joseph: Unter dem Gesichtspunkt der Volkswirtschaft hat die Schweiz seit dem 6. Dezember 1992 ein anderes europapolitisches Gesicht. Das wirtschaftliche Umfeld ist deshalb neu zu definieren, und die Verantwortlichen in diesem Land haben sich auf diese neue Situation einzustellen. Es sind neue Strategien gesucht.

Die erste Strategie – meine ich – oder der erste Schritt zur Schaffung von neuen Arbeitsplätzen ist, dafür zu sorgen, dass von den bisherigen keine verlorengehen. Wenn wir jetzt von der Revitalisierung der Wirtschaft reden, dann kann und darf ich hier nicht schweigen zu einem Thema, das den grössten Arbeitgeber meines Kantons, die Pilatus-Flugzeugwerke in Stans, betrifft. Zu diesem Thema möchte ich in dieser Debatte auch vom Bundesrat etwas hören.

Stellen Sie sich einmal vor, was sich hier auf der Tribüne abspielen würde, wenn in Ihrem Kanton oder in einem sehr grossen Kanton der Weiterbestand des grössten Arbeitgebers gerade in der jetzigen schwierigen Phase davon abhängen würde, ob der Bundesrat ein Exportgeschäft bewilligt oder nicht! Ein Exportgeschäft, das in der gleichen Art bisher zwar nicht unkritisiert, aber doch bewilligt war und jetzt in der schwierigsten und entscheidendsten Phase des Unternehmens nicht mehr toleriert werden soll.

Dass der Export von PC-7-Flugzeugen politisch nicht mehr unumstritten ist, ist auch der Bevölkerung und den Behörden meines Kantons bekannt. Man hat der Unternehmensführung empfohlen, ihre langfristigen Unternehmensziele in verschiedenen Etappen vermehrt auf den zivilen Flugsektor auszurichten. Vor wenigen Monaten haben wir von der Entwicklung des PC-12 als ziviles Personentransportflugzeug Kenntnis genommen. Es ist aber eine betriebswirtschaftlich einleuchtende Argumentation, dass die Erträge aus dem Export des PC-7 jetzt dringend gebraucht werden für den weiteren Aufbau und vor allem auch für einen überzeugenden Marktauftritt für den PC-12, also für das zivile Personentransportflugzeug.

Wenn der Bundesrat die Ausfuhrbewilligung, die zurzeit bei ihm hängig ist, verweigert, geschehen drei Dinge:

Es fehlen die Mittel für die weitere Marktorientierung in Richtung Zivillflugzeuge; es wird das Projekt der Zivillflugzeuge wegfallen oder jedenfalls in höchstem Masse gefährdet sein; und schliesslich – das ist der wichtigste Punkt in der jetzigen Debatte –: Der grösste Arbeitgeber meines Kantons wird in der wohl kritischsten Phase seiner Geschichte und der Volkswirtschaft des Kantons enorm viele Stellen abbauen müssen. Es wird Ihnen dann nicht gelingen, diesen Frauen und Männern und ihren Familien zu erklären, welche Motive den Ausschlag gaben, dass ausgerechnet im jetzigen Zeitpunkt die Exportbewilligung verweigert wird. Jedenfalls wird der Hinweis auf die Empfehlung einer Uno-Kommission nicht ausreichen – um so mehr, als sich in der Belegschaft dieses Unternehmens hartnäckig die Ueberzeugung hält, es hätten vor allem konkurrenzierende Staaten diesen Entscheid gewünscht und gefördert. Sollte sich diese Vermutung tatsächlich erhärten, käme zur wirtschaftlichen und zur sozialen Katastrophe auch noch eine politische.

Die Regierung, die Geschäftsleitung und die Belegschaft sind bereit, mit dem Bundesrat zusammenzuarbeiten, um das Problem, das sich bei jeder kritischen Exportbewilligung für sie stellt, langfristig zu lösen, aber es braucht noch etwas Zeit dafür. Sie können die zeitlichen Vorgaben konkretisieren, Sie können auch technische Vorgaben konkretisieren. Aber lösen Sie bitte nicht gerade jetzt diese soziale Katastrophe aus, in einem Kanton, der weiss Gott diesem Land auch in anderen öffentlichen Bereichen seine Leistungen zu erbringen hat! Für uns heisst Revitalisierung der Wirtschaft: zuerst zu dem Sorge tragen, was man hat.

Rechsteiner: Ich bin sehr verwundert darüber, dass Herr Iten Joseph jetzt nicht zum EWR gesprochen hat, sondern eine Lobbyrede zugunsten des völkerrechtswidrigen Exportes des PC-7 gehalten hat. Es geht nicht an, an diesem Ort und in diesem Zusammenhang mit diesem Geschäft nun Lobbyarbeit für den PC-7 zu machen. Der Bundesrat ist aufzufordern, dieses völkerrechtswidrige Geschäft endlich zu verbieten. Dass es umgekehrt in Nidwalden endlich eine Konversion braucht, ist ebenso klar.

Nebiker: Zu diesem interessanten Intermezzo wäre noch beizutragen, dass die Unsicherheit bezüglich Export vom PC-7 viel mehr Arbeitsplätze gefährdet, als beispielsweise durch das Konsumkreditgesetz gefördert werden, das im Swisslex-Programm enthalten ist – das nur nebenbei gesagt.

Ich möchte mich nur zum dritten Teil der Botschaft äussern, zur Wiederaufnahme der Eurolex-Vorlagen, zu den Eurolex-Vorlagen, die sich zur Swisslex mutiert haben. In der Tierzucht sind Mutationen nur mit Genmanipulation möglich.

Wie Sie wissen, habe ich mich sehr intensiv für den EWR eingesetzt. Die Stimmbürger haben nun einmal anders entschieden, und das ist zu akzeptieren. Die Mehrheit der Schweizerinnen und Schweizer wollen eine möglichst eigenständige Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik. Die Zusammenarbeit mit der EG, mit den europäischen Staaten, aber auch mit der übrigen Welt soll über bilaterale Verhandlungen weiterentwickelt werden.

Es geht nun darum, diesen Weg konsequent zu beschreiten, auch wenn er mühsam ist. Der Bundesrat will aber nicht nur diesen einen Weg einschlagen, sondern gleichzeitig drei verschiedene Wege gehen: Er will auch ein bisschen EWR und ein bisschen EG gleichzeitig vertreten. Das führt zu einer unklaren Sowohl-als-auch-Politik, zum unmöglichen Versuch, drei verschiedene Wege gleichzeitig zu beschreiten, zum Anstreben von drei Zielen, die sich selbst widersprechen.

Diese Schaukelpolitik findet auch im Swisslex-Programm ihren Niederschlag; Sie sehen das beispielsweise bei der Zielsetzung der Swisslex-Vorlagen auf Seite 30 der Botschaft. Laut Bundesrat soll die Wiederaufnahme von Eurolex-Vorlagen erstens «dazu beitragen, unser Recht eurokompatibel zu machen». Eurokompatibilität für sich allein kann doch kein Ziel sein, das ist zuwenig konkret. Es geht vielmehr darum, dass wir aufgrund eigener Gesetze möglichst wettbewerbsfähig sind, dass wir uns im harten Wettbewerbskampf keine hausgemachten Schwierigkeiten bereiten. Unsere Gesetze müssen besser oder liberaler sein; wenn sie dann auch noch eurokompatibel sind, schadet das nichts, aber als Zielsetzung ist das zu kurz gegriffen. Natürlich ist es auch angezeigt, Gesetzesänderungen anzustreben, dort wo es notwendig ist, damit wir die bilateralen Verhandlungen erleichtern, oder überhaupt entsprechende Abkommen abschliessen können.

Mit dem zweiten Ziel der Swisslex-Vorlagen, «einen Beitrag zur Erneuerung der schweizerischen Wirtschaft leisten», sind wir vollumfänglich einverstanden, das muss unser wichtigstes Anliegen sein.

Aber mit dem dritten Ziel, «die Realisierung verschiedener gesellschaftspolitischer Reformen erleichtern», kann sich die SVP-Fraktion keineswegs befreunden. Abgesehen vom formellen Mangel, nämlich die Vernehmlassungsverfahren überhaupt nicht durchzuführen, machen wir damit meist genau das Gegenteil von dem, was dem Wirtschaftsstandort Schweiz not tut: Wir schaffen mehr Vorschriften statt solche abzubauen; wir schränken ohne Gegenrechte und Reziprozität unseren Handlungsspielraum ein; wir vergeben unsere Trümpfe für bilaterale Verhandlungen.

Europäischer Standard ist nicht auf alle Fälle besser. Was zählt, sind bessere Bedingungen für den Arbeitsplatz Schweiz; nur so können neue Arbeitsplätze geschaffen werden und bestehende erhalten bleiben.

Wenn man im Sinne des Volksentscheides eine konsequente Aussenpolitik und Aussenwirtschaftspolitik zu verfolgen hat, dann können nur die folgenden Zielsetzungen und Kriterien für die Auswahl der Swisslex-Geschäfte Geltung haben:

1. Stärkung und Verbesserung der Schweizer Wirtschaft und ihrer Wettbewerbsfähigkeit sowie eine marktwirtschaftliche Erneuerung;
 2. Stärkung der Verhandlungspositionen der Schweiz für bilaterale Verhandlungen, das heisst, auch Reziprozität beanspruchen;
 3. Verbesserung der Grundlage für die Handelsbeziehungen zur EG, den europäischen und den übrigen Ländern.
- Alles andere ist – wenn überhaupt nötig – auf das übliche Gesetzgebungsverfahren mit Vernehmlassungsverfahren usw. zu verweisen. Dazu brauchen wir den Sonderzug Swisslex nicht.

Ich möchte zum Schluss den Bundesrat auffordern, nun konsequent den Weg der sogenannten bilateralen Verhandlungen zu gehen und nicht nach andern Optionen zu schielen. Andere Optionen werden auch bei bilateralen Verhandlungen nicht verunmöglicht. Wenn sich die Verhältnisse ändern, können auch andere Formen der Integration richtig sein. Wir schlagen mit bilateralen Verhandlungen keine anderen integrationspolitischen Möglichkeiten aus. Dieser «bilaterale» Weg muss aber konsequent verfolgt werden: Wir müssen günstige Voraussetzungen schaffen, damit die Verhandlungen tatsächlich ein Ziel erreichen können. Alles andere, das Spiel mit Optionen, schwächt unsere Verhandlungspositionen.

Wir von der SVP-Fraktion werden deshalb die Swisslex-Vorlagen in diesem Sinne prüfen und differenziert beurteilen, welche tatsächlich notwendig sind und welche nicht.

M^{me} Gardiol: Je ressens ce message comme un S.O.S du Conseil fédéral pour qu'on l'aide à retrouver son dynamisme et que l'on relativise ses craintes. Face à la situation politique et économique, ce message est trop timoré, trop prudent. Il faudrait plus d'imagination et de courage. C'est un message d'apaisement et d'équilibre alors que nous avons besoin d'audace, d'une vision de la politique extérieure claire et précise afin de vivifier la politique intérieure; elle devrait être marquée par une volonté d'ouverture et de coopération avec les autres pays européens de l'Est et de l'Ouest.

Le message montre sa faiblesse quant à la stratégie du Conseil fédéral en ce qui concerne la politique d'adhésion à la Communauté européenne. Cette politique n'est pas enterrée, mais elle n'est pas active. Elle reste à l'arrière-plan. La majorité des écologistes estime qu'il est temps de rendre public l'avis de la Communauté européenne sur la demande d'adhésion de la Suisse et de dire aux citoyens suisses quels sont les points de discussion, de concessions demandées, de négociation avec la CE. Il faut préparer le terrain helvétique dès maintenant afin que l'entrée en négociation puisse démarrer dès que possible. Ne pas retirer la demande d'adhésion est une chose, mais travailler pour qu'elle puisse être possible en est une autre. Les analyses, suite au rejet serré du 6 décembre 1992, nous disent que les partisans de l'accord sont entrés trop tard dans la danse. Ne répétons donc pas les erreurs du passé. Du reste, Jean de La Fontaine nous le disait déjà: «Rien ne sert de courir, il faut partir à point.» Et c'est bien ça que je demande maintenant.

Le message affirme à plusieurs reprises que le Conseil fédéral, dans son programme de revitalisation, ne remet pas en cause les acquis sociaux et environnementaux. C'est très bien. Mais que va-t-il entreprendre pratiquement pour réaliser cet objectif? Quelles garanties nous offre-t-il, par exemple, face aux demandes de M. Blocher et de ses amis lorsqu'ils réclament le démantèlement de notre législation sur la protection de l'environnement? Avons-nous une réponse?

Sur d'autres points encore j'aimerais voir comment ces acquis sociaux et environnementaux seront respectés, par exemple face à l'augmentation du chômage, face à la dépression du marché du travail. Nous souhaitons des mesures anticycliques favorables à l'environnement. Donner la priorité aux travaux d'économie d'énergie, d'isolation, de production d'énergies renouvelables: il y a là de grandes réserves pour la création d'emplois. Le Conseil fédéral envisage-t-il un soutien à l'innovation, en particulier à l'innovation écologique pour favoriser la création de places de travail dans ce sens?

Le message, page 23, parle du recrutement de cadres et de

spécialistes à l'étranger, pourquoi le lier à la politique fort contestable des trois cercles qui est plus proche de considérations racistes que d'une réflexion économique? Mais surtout, en Suisse, nous avons de nombreuses femmes bien formées qui ne peuvent exercer leur profession à cause des lacunes dans la politique scolaire et sociale. Le Conseil fédéral a-t-il des propositions à nous faire pour un meilleur usage de toutes ces forces?

Il serait peut-être aussi le moment de parler des intentions du Conseil fédéral à propos du travail et des emplois à temps partiel. Le postulat de M. Rebeaud a été accepté. Où en est maintenant l'étude?

Pour terminer, quelques mots sur l'Uruguay Round. Le message, page 13, mentionne les intentions du Conseil fédéral de contribuer à l'achèvement de l'Uruguay Round. Je comprends bien le sens d'achever, dans le sens de mener à bien et non pas de donner le coup de grâce. En accord avec les informations du message, je considère qu'il s'agit de mettre l'accent sur l'écologie et la vérité des prix avant la fin de ces négociations. C'est un créneau essentiel sur lequel nos négociateurs devraient se profiler. Le vice-président américain, Al Gore, est très clair lorsqu'il dit: «Les gouvernements doivent exiger l'introduction de critères de protection de l'environnement dans les traités et accords internationaux, y compris dans les accords commerciaux.» Nos négociateurs devraient donc trouver des alliés pour soutenir des propositions dans ce sens. Si l'initiative venait des Etats-Unis, ou d'ailleurs, nos négociateurs soutiendraient-ils ce point de vue? Il est plus important à nos yeux de faire aboutir dans le cadre de l'Uruguay Round ces propositions que de le boucler rapidement. La Suisse peut prendre une position de pointe dans ce domaine et faire avancer cette idée. Les politiques extérieure et intérieure prenant appui sur des idées identiques se renforceraient donc mutuellement.

Dünki: Als Vertreter einer kleinen Minderheit in diesem Rat möchte ich ganz kurz zum Folgeprogramm des Bundesrates und zu einigen Grundsatzfragen Stellung nehmen.

Das Nein des Schweizervolkes zum EWR-Vertrag ist eine Tatsache, die wir zu akzeptieren haben, ob uns das passt oder nicht. Dabei spielt es wirklich keine Rolle, wie gross der Stimmenunterschied war. Es ist deshalb richtig, dass der Bundesrat von sich aus keine Bemühungen unternimmt, eine neue Volksabstimmung in die Wege zu leiten. Wenn ein solches Begehren von der Basis her kommt, wenn also die Volksinitiative zustande kommt, ist es ja unsere Pflicht und Aufgabe, wieder über diese Frage zu sprechen.

Wir loben den Bundesrat, dass er trotzdem nach vorne schaut und uns ein einigermassen ausgewogenes Gesamtpaket unterbreitet, das uns erlaubt, Verbesserungen zu beschliessen, um zu retten, was überhaupt noch zu retten ist. Wir ermuntern ihn auch, bilaterale Verhandlungen aufzunehmen, und zwar in allen Bereichen, wo wir auf Vereinbarungen mit EG-Staaten angewiesen sind. Es wäre aber gefährlich, wenn wir uns in bilaterale Verhandlungen über Gegenstände einlassen würden, an denen die EG einseitig interessiert ist. Wir sollten unsere Trümpfe nicht allzufrüh aus der Hand geben.

Wir haben Verständnis dafür, dass im Moment die wirtschaftlichen Fragen im Vordergrund stehen, denn jetzt geht es ums Überleben. Der wirtschaftliche Konkurrenzkampf wird ohne Zweifel härter werden. Darüber dürfte in allen Lagern Einigkeit herrschen. Ich möchte aber den Bundesrat bitten, bei der veränderten Situation auch die Stellung der Arbeitnehmer nicht zu vergessen. Die eigenständige Anpassung des schweizerischen Rechts an die europäischen Verhältnisse muss so erfolgen, dass auch die Interessen der Arbeitnehmer voll gewahrt werden. Der Schutz der schweizerischen Arbeitnehmer und die soziale Sicherheit der Unselbständigerwerbenden müssen auch erste Priorität erhalten.

Der innenpolitische soziale Friede kann nur erhalten bleiben, wenn die Integrationsbemühungen nicht einseitig zugunsten der Unternehmerrgewinne gestaltet werden. Ohne qualifizierte, motivierte und zufriedene Arbeiter und Angestellte kommt die schweizerische Wirtschaft auch in Zukunft nicht aus. Mit der Technik können wir nicht alle Arbeitskräfte erset-

zen. Wir begrüssen deshalb die Absichtserklärung, dass nebst der Gestaltung einer zukunftsorientierten Berufsbildung auch der Arbeitsmarktpolitik volle Beachtung geschenkt werden soll.

Wir lehnen aber das Dreikreisemodell, wie es der Bundesrat 1991 vorgestellt hat, nach wie vor ab. Es ist falsch, ein neues Kontingent von qualifizierten ausländischen Arbeitskräften zu schaffen, ohne an einem anderen Ort abzubauen. Eine Gesamtplanförierung muss angestrebt werden. Eine nochmalige Erhöhung des Ausländerbestandes lehnen wir in Zeiten der Rezession ab.

Wegen des EWR-Neins dürfen wir auf keinen Fall den Anschluss an europäische Bildungs- und Forschungsprogramme verpassen. Der Bundesrat muss beweisen, dass die Schweiz auf diesem Gebiet auch etwas einbringen kann. Wir wollen von der Europäischen Gemeinschaft nicht nur profitieren; wir haben auch etwas zu geben. Ich bin davon überzeugt, dass uns – beachten wir diesen Gesichtspunkt – die Türen geöffnet werden, wenn wir anklopfen.

Im weiteren wäre ich dankbar, wenn der Bundesrat seine Verantwortung gegenüber der bedrohten Umwelt im Rahmen der Gespräche mit der EG besser wahrnehmen würde. Es darf keinen Rückschritt geben.

Ich bin mir voll bewusst, dass bei der heute zu diskutierenden künftigen Europapolitik der Schweiz das wirtschaftliche Element im Vordergrund steht. Andere Zielsetzungen unserer Aussenpolitik sind bei dieser Vorlage nicht anvisiert. Auch die Sicherheitspolitik ist mit keinem Wort erwähnt. Der Bundesrat schreibt aber in seinem Bericht, dass er alle Optionen offenhalten will, was die künftige Europapolitik der Schweiz betrifft. Heute geht es tatsächlich nur um eine Verbesserung der wirtschaftlichen Rahmenbedingungen.

Trotzdem müssen wir unsere Aussenpolitik in einem Gesamtrahmen betrachten. Darum erlaube ich mir eine unkonventionelle Frage; die Antwort darauf dürfte viele Schweizerinnen und Schweizer interessieren. Ich habe einem Zeitungsbericht entnommen, dass im Moment im Gesamtbundesrat die Frage verhandelt wird, wie das künftige Sicherheitskonzept der Schweiz aussehen solle. Es soll geprüft werden – immer nach den Ausführungen dieser Zeitung –, ob sich die Schweiz nicht der europäischen Verteidigungsgemeinschaft annähern sollte. Für mich würde das bedeuten, dass wir die bewaffnete Neutralität aufgeben müssten, wenn ein Schulterschluss mit der Nato stattfände. Ob dies richtig ist oder nicht, interessiert mich im Moment nicht. Ich finde nur, dass ein EWR- oder EG-Beitritt der Schweiz in einem ganz anderen Licht beurteilt werden müsste, wenn die Schweiz in Zukunft nicht an der bewaffneten Neutralität festhielte.

Ich frage deshalb den Bundesrat in diesem Zusammenhang an: Stimmt es, dass solche Bestrebungen im Gange sind? Sucht der Bundesrat bezüglich unserer militärischen Landesverteidigung einen Kurs Richtung Europa bzw. Richtung Nato? Wenn es sich nicht um eine sogenannte Zeitungsente handelt, wäre es angebracht, dass wir sehr bald unsere künftige Europapolitik – inklusive Sicherheitspolitik – einer Gesamtüberprüfung unterziehen. Wenn wir auf diesem Gebiet irgendeine Option anstreben, dürfen die rein wirtschaftlichen Überlegungen nicht mehr isoliert betrachtet werden, dann geht es wirklich um sehr viel mehr.

Zum Schluss danken wir dem Bundesrat für seinen umfassenden und relativ guten Bericht in der Botschaft. Wir unterstützen das Folgeprogramm nach dem EWR-Nein. Wir lehnen die Rückweisungsanträge Blocher bzw. der SD/Lega-Fraktion entschieden ab.

Präsident: Das Wort hat Herr Tschopp. Als gezielte Auflockerung der langatmigen Debatte wünsche ich ihm Happy Birthday! (Beifall)

M. Tschopp: Je vous remercie infiniment de ces applaudissements, encore qu'il n'y a pas de mérite à ajouter une année de plus à un certain nombre d'années, mais enfin, merci!

Avec mon groupe et en tant que radical, j'ai pris connaissance de ce message avec grand intérêt, quelquefois avec un peu de déception, mais puisque c'est un rapport intermédiaire, j'ap-

prouve son contenu et, évidemment, je plaide contre les propositions de non-entrée en matière qui nous ont été présentées.

Il n'aura pas échappé à votre sagacité de constater que ce rapport est intermédiaire, puisqu'il interrompt momentanément une série de trois rapports dits sur l'intégration et se contente, à chaud, de présenter un programme consécutif au rejet de l'Accord sur l'EEE. On admet le verdict, c'est normal; d'autres ont aussi des accidents de parcours marqués d'élections parlementaires qui voient des changements de gouvernement ou encore de présidence, qui touchent évidemment aussi les efforts internationaux en matière d'intégration. On met l'accent sur un programme de revitalisation – j'y reviendrai –, on fait l'effort de rendre eurocompatible notre législation, et on dit qu'on veut laisser, en matière de politique extérieure, les options ouvertes. Plus question de but pour le moment.

Sur le front extérieur – là je fais référence à ces options –, nos possibilités sont extrêmement limitées. Nous avons été amenés à suivre l'événement, l'événement s'imposera à nous, ce n'est pas nous qui pouvons véritablement choisir les options, ce n'est pas nous qui pouvons fixer les cadences, mais sur le front intérieur, nous sommes forts; nous pouvons être performants.

Toutefois, je regrette personnellement, et ce sera le centre de mon intervention, qu'on exagère le côté économique des problèmes qui se posent à nous. Certes, notre économie va mal, certes nous avons toutes sortes d'artérioscléroses dans nos façons de nous y prendre avec l'économie et avec la régulation étatique de celle-ci, mais, fondamentalement, je vous pose la question suivante: avons-nous déjà oublié les discours que nous avons tenus avant le 6 décembre 1992, discours qui comportaient toujours un couplet qui soulignait que l'Espace économique européen n'était pas seulement une construction mercantile, mais qu'il ouvrait aussi des perspectives culturelles, de formation et de recherche scientifique? Sur ce plan-là, le moins qu'on puisse dire, Messieurs les Conseillers fédéraux, c'est que votre programme consécutif à l'échec pêche par une modestie telle que je dois diagnostiquer une assez large absence de ces problèmes culturels et de formation.

Et pourtant, si l'on peut, avec M. Blocher, se réjouir de la bonne tenue de la bourse, qui marche formidablement bien, si l'on peut applaudir, du côté des banques, à cette arrivée en masse de capitaux, il est un capital qui est déjà en train de ranger ses affaires pour partir: le capital «savoir». Là, les discriminations sont fortes. J'ai l'honneur d'être dans une faculté où nous avons déjà enregistré deux démissions d'éminents spécialistes en informatique de gestion dont nous étions fiers; ils sont partis, l'un pour Paris, l'autre pour la CE directement, puisqu'ils trouvent que les discriminations dont ils font l'objet dans leur travail sont trop fortes. De plus, les cerveaux sont en panne puisque l'accès à des infrastructures de formation, notamment postgrade, au large de l'Europe, est de plus en plus restreint.

Nous parlons tout le temps de revitalisation en termes productivistes, et nous nous concentrons essentiellement sur la productivité de l'Etat et sur celle de l'économie privée. J'en appelle pour ma part de mes vœux à un effort de revitalisation de la scène universitaire suisse au sens le plus large. Je vois peu d'efforts qui promettent des concrétisations de ce côté-là; et j'en appelle aussi de mes vœux – et là je me permets de faire allusion à mon récent rôle de président de la Commission fédérale du cinéma – à un effort sur le plan de la création culturelle. Aujourd'hui, ni dans la littérature, ni dans les arts en rapport avec le cinéma, ni dans la difficile construction des savoirs nouveaux, on ne peut se passer de l'Europe, et force nous est de constater que le bilatéralisme, cette option qui nous est imposée, sera extrêmement difficile – et ça a aussi été dit tout à l'heure déjà: on n'attend pas la Suisse, on attend peut-être quelquefois nos sous, mais enfin, il faut là aussi être modeste, nos contributions ne sont pas suffisantes pour nous rendre indispensables.

Je pense donc, et je termine par cette réflexion, que lorsque nous en serons de nouveau à la formulation du 4e rapport sur l'intégration, nous aurons un acquis en terme de revitalisation,

nous serons fiers de nos avances en terme de productivité et nous aurons, de ce fait-là, le loisir de consacrer une vingtaine de pages à ce qui fait fondamentalement la Suisse, car vous savez bien ce ne sont pas seulement les sous que nous gagnons, ce sont aussi les valeurs culturelles que nous développons.

Kühne: Wie alle anderen Milchbauern habe auch ich heute Mühe, die Sprache wiederzufinden. Aber ein Abschnitt auf Seite 13 der Botschaft hat mich trotzdem veranlasst, ans Rednerpult zu kommen. Der Bundesrat schreibt: «Was unsere Politik der Welt gegenüber betrifft, so beabsichtigen wir, unsere Aussenwirtschaftspolitik weiterzuentwickeln und zu dynamisieren. Namentlich werden wir alles unternehmen, um zum erfolgreichen Abschluss der Uruguay-Runde des Gatt beizutragen, deren Ergebnis ebenfalls für unsere Beziehungen zur EG Geltung hat. Es sei indes betont, dass das Gatt für die Schweiz nicht den EWR ersetzen kann. Auch werden wir uns weiterhin aktiv an den Arbeiten der OECD und anderer Wirtschaftsorganisationen, namentlich im Nord-Süd-Bereich, aktiv beteiligen.»

Was heisst nun ein «Gatt-Abschluss»? Es gibt mehr oder weniger gravierende Schreckensszenarien – für meinen Berufsstand ist jedenfalls nur das möglich. Es könnte heissen: generelle Tarifierungen – nominaler Abbau der Tarife im Durchschnitt von 36 Prozent, mindestens 15 Prozent, auf der Basis der Jahre 1986 bis 1988 –; Einhalten von Importmöglichkeiten – minimale Importe bei allen Produkten.

Hier stellt sich die Frage: Was heisst «alle Produkte»? Heisst das zum Beispiel Milch und Milchprodukte als ein Produkt? Dann ist es kein Problem, weil wir ja Milchprodukte importieren. Wenn es aber heisst, innerhalb der Milchprodukte wieder jedes Erzeugnis für sich allein, dann haben wir enorme Probleme, wenn also 5 Prozent auch für Joghurt, für Pastmilch und für alle Produkte im Detail gelten würden.

Und zum Abbau innert sechs Jahren: Damit sind wir nun ganz und gar nicht einverstanden. Wir sind nicht bereit, alles zu übernehmen und alles zu unterschreiben. Viele Bauern haben sich nicht gegen den EWR als Trainingslager für den EG-Beitritt – als das ist er ja verkauft worden – gewehrt. Mit dem Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen hatte der Bundesrat ja die EWR-Abstimmung zu einem Multipack gemacht, indem EG-Beitritt und EWR-Abkommen vermischt wurden. Ich erinnere Sie an die schönen Kleber und die entsprechenden Inserate.

Diese Auswirkungen, wie sie beispielsweise im Vertragsentwurf von Herrn Dunkel im Zusammenhang mit dem Gatt genannt werden, wären für uns schlicht und einfach nicht zu verkraften. Und mit Patentlösungen wie der Einführung einer Lebensmittelsteuer kann ich überhaupt nichts anfangen. Ich komme schlicht und einfach nicht mehr nach, was damit bewirkt werden soll. Wenn wir die Konkurrenzfähigkeit zuerst steigern wollen und dann die Produkte wieder mit einer Lebensmittelsteuer verteuern, haben wir, namentlich gegenüber dem Einkaufstourismus, überhaupt keinen Vorteil geschaffen. Für die Landwirtschaft, insbesondere für Milch- und Milchprodukte, liegt der Markt im EWR. Hier gibt es einen Markt auf Gegenseitigkeit. Bei den übrigen Märkten sind wir wahrscheinlich fast ausschliesslich das Gegengeschäft für den Export von Gütern und Dienstleistungen. Nur einzig und allein dafür lassen wir uns nicht opfern; wir verlangen, dass unsere Interessen im Rahmen der Gatt-Verhandlungen auch nach dem EWR-Nein mit aller Konsequenz vertreten werden!

Frey Walter: Die Botschaft des Bundesrates über das Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens ist in jeder Beziehung unbefriedigend. Weder die politische Standortbestimmung noch die vorgeschlagenen Massnahmen des Folgeprogramms können genügen.

Wenn Sie die Botschaft in bezug auf die politischen Standortbestimmungen studiert haben, dann ist etwas klar: nämlich dass die zukünftige politische Marschrichtung unklar ist. Man will sich alle Optionen und Wege offenhalten. Sie glauben das nicht? Dann lesen Sie in der Botschaft auf Seite 5 nach. Dort steht: «Dabei erachtet der Bundesrat es als nötig, auch künftig

dem Wandel der verschiedenen Meinungen in der Öffentlichkeit Rechnung zu tragen. In der Integrationspolitik wird es angezeigt sein, wieder zu einem gemeinsamen Nenner zurückzufinden. Erst dann wird sich abzeichnen können, welche Marschroute zu wählen sein wird und welcher Rhythmus dabei anzuwenden ist.»

Wer bestimmt denn, was «Wandel der Meinungen in der Öffentlichkeit» ist und wann der Zeitpunkt gekommen ist, um etwas zu tun, nämlich die Marschrichtung zu bestimmen? Dies wurde ja bereits getan. Am 6. Dezember des letzten Jahres haben das Volk – knapp, aber klar – und die Stände die EWR-Vorlage abgelehnt und damit indirekt auch die Option EG. Also hat der Bundesrat die Pflicht, den Weg zur Weltoffenheit über das Gatt zu beschreiten; in bezug auf die Europapolitik heisst das, er hat die Pflicht, den bilateralen Weg zu gehen.

Falls der Bundesrat an dieser Pflicht Zweifel erkennen lässt, macht sich Unsicherheit breit, im Volk und in der Wirtschaft, im In- und im Ausland. Was Unsicherheit bei Unternehmern und Konsumenten bedeutet, ist Ihnen auch klar. Unsichere Unternehmer und unsichere Konsumenten investieren respektive konsumieren nicht, und das lähmt die Wirtschaft.

Beim Folgeprogramm wurden ganz eindeutig falsche Prioritäten gesetzt. Wir müssen in erster Linie den Wettbewerbsstandort Schweiz stärken und erst in zweiter Linie auf die Europakompatibilität unserer Gesetzgebung achten. Punkte, wie sie im Rückweisungsantrag Blocher oder im Votum von Frau Zölch aufgezeigt wurden, sind solche Prioritäten.

Ich nenne sie absichtlich noch einmal: Abbau der Sperrfristen, Beschleunigung der Bewilligungsverfahren, Abbau wettbewerbsverzerrender Steuern, Vereinheitlichung der technischen Normen usw. Was haben wir im Folgeprogramm getan? Produkthaftpflicht, Mitwirkungs-gesetz. Sicher ein Beitrag zur Europakompatibilität, aber kein Beitrag – jedenfalls kein entscheidender – zur Sicherung des Wettbewerbsstandortes Schweiz.

Die Botschaft ist zurückzuweisen, um dem Bundesrat Gelegenheit zu geben, auch die Wirtschaftssituation und die politische Situation der EG – Stichwort «Binnenmarkt 1993» – auszu-leuchten, die Stärken der Schweiz besser darzustellen, die Handlungsfreiheit, die uns das EWR-Nein gebracht hat, im positiven Licht zu sehen und damit eine Verhandlungsbasis zu schaffen, die den bilateralen Weg überhaupt erst ermöglicht. Beim Folgeprogramm muss die Stärkung des Wettbewerbsstandortes Schweiz in erster Priorität beachtet werden, die Europakompatibilität in zweiter Priorität.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, der Rückweisung stattzugeben.

Thür: Frau Bär hat eine grundsätzliche Würdigung des Folgeprogramms aus grüner Sicht vorgenommen. Ich befasse mich zunächst mit einigen Aspekten der Swisslex-Vorlagen.

Der Bundesrat verfolgt mit ihnen drei Zielsetzungen. Erstens schlägt er unter dem Titel «Erneuerung der schweizerischen Wirtschaft» eine Reihe von Neuerungen vor, die den Abbau von Handelshemmnissen bezwecken. Mit dieser Absicht haben wir solange keine Mühe, als ökologische und soziale Errungenschaften nicht zur Diskussion stehen. In den vorgeschlagenen Fällen ist dies nicht der Fall, so dass wir diesen Vorschlägen folgen können.

Einverstanden ist die grüne Fraktion sodann mit dem zweiten Ziel, nämlich dass die Swisslex-Vorlagen gesellschaftliche Reformen erleichtern sollen. Die Vorlagen, die unter diese Zielsetzung fallen, tragen allerdings nur zaghaft der Tatsache Rechnung, dass der EWR wegen mangelnder sozialer und ökologischer Abfederung gescheitert ist.

Als drittes will der Bundesrat dem Grundsatz der Eurokompatibilität in einigen Vorlagen zum Durchbruch verhelfen. Dieses Ziel darf allerdings kein Selbstzweck werden. Aus unserer Sicht werden unter diesem Titel jene Vorlagen unterstützt, mit denen gegenüber dem heutigen Zustand tatsächlich ein Fortschritt erzielt werden kann. Das ist in den vorgeschlagenen Fällen der Fall, so dass die grüne Fraktion auch diesen Vorlagen zustimmen kann.

Insgesamt beurteilen wir die Swisslex-Vorlagen für sich betrachtet grundsätzlich positiv, obwohl damit kein grundsätzli-

cher Erneuerungsschub ausgelöst wird. Dieses Gesetzespaket soll offensichtlich die Stellung der Schweiz in den nun notwendig werdenden bilateralen Verhandlungen stärken. Wir begrüßen in diesem Zusammenhang die Feststellung des Bundesrates, dass es nun darum gehe, durch bilaterale Vereinbarungen mit der EG und mit EG-Mitgliedstaaten eine konstruktive Zusammenarbeit zu erreichen. Allerdings haben wir gewisse Zweifel, ob der Bundesrat mit der notwendigen inneren Ueberzeugung an diese Aufgabe herangeht.

Nachdem vor dem 6. Dezember 1992 landauf, landab verkündet worden ist, solche Verhandlungen mit der EG seien künftig nicht mehr möglich, gewinnt man jetzt den Eindruck, es gehe den Verantwortlichen in erster Linie darum, zu beweisen, dass sich diese Prophezeiung als richtig erweist. Wir haben das peinliche Spiel mit dem Transitvertrag ja noch in sehr schlechter Erinnerung. Damals wurde im Rahmen der Neat-Verhandlungen erklärt, es brauche diesen Vertrag, weil die Swissair sonst nicht überleben könne, und kurz darauf wurde ohne Not der Transitvertrag unterschrieben, und zwar ohne verbindliche Zusicherung, dass die EG im Gegenzug bereit sei, mit der Schweiz ein Luftfahrtabkommen abzuschliessen. Wenn auf diese Weise starke Verhandlungspositionen der Schweiz preisgegeben werden, darf man sich nicht darüber wundern, dass der bilaterale Weg nicht sehr viel bringt.

Wir fordern den Bundesrat auf, diesen Pfad nun wirklich ernsthaft einzuschlagen. Das setzt aber voraus, dass man sich zunächst einmal die Frage stellt, wo die eigenen Stärken liegen, wo die andere Seite Interesse an Verhandlungen hat. Das ist leider zuwenig der Fall. Ich denke beispielsweise, dass das Saisonierstatut die Spanier und die Portugiesen ausserordentlich interessieren dürfte, und dass mit einer entsprechenden Offerte seitens der Schweiz sehr viel Goodwill erzielt werden könnte. Die grüne Fraktion würde es ausserordentlich begrüßen, wenn die Schweiz einen derartigen Schritt unter-nähme.

Noch ein Wort zu den Gatt-Verhandlungen: Wir teilen die Auffassung des Bundesrates, dass ihr Abschluss für unsere Wirtschaft sehr wichtig sein wird. Wir bezweifeln allerdings, dass die offizielle Informationstätigkeit der Bedeutung des Geschäftes wirklich genügend Rechnung trägt.

Wenn es gleich geht wie beim EWR-Vertrag, wird auch ein Gatt-Plebiszit auf eine Niederlage hinauslaufen. Wir hoffen sehr, dass hier der Bundesrat rechtzeitig mehr Ueberzeugungsarbeit leistet und auch die dringenden Aktivitäten in inhaltlicher Hinsicht verstärkt – Stichwort: ökologischer Flankenschutz. Wenn es so ist, dass der liberalisierte Welthandel nicht mit entsprechendem ökologischen Flankenschutz begleitet wird, dann werden wir den Gatt-Vertrag im Volk nicht durchbringen.

Ich denke nicht, dass das Schweizervolk bereit sein wird, einen Gatt-Vertrag zu unterstützen, wenn nicht ökologische Sicherheiten eingebaut sind. Wir hoffen sehr, dass der Bundesrat in den laufenden Verhandlungen diesem Aspekt mehr Beachtung schenken wird.

M. Gros Jean-Michel: Lorsqu'il examine le volet «Régénération de l'économie de marché» de ce rapport, le groupe libéral éprouve trois sentiments: espoir, scepticisme, déception. Espoir, tout d'abord, parce que le langage est stimulant. Quand on parle d'amélioration des conditions-cadres de notre économie, et implicitement de libéralisation et de déréglementation, le groupe libéral ne peut évidemment que prêter une oreille favorablement attentive. Espoir aussi quant au fond: les cinq chapitres présentés, qui indiquent cinq domaines dont la concrétisation doit être sans doute très avancée au sein de l'administration, représentent la bonne voie à suivre. La transformation du droit de la concurrence, et de la loi sur les cartels en premier lieu, était au centre de la motion libérale que ce Parlement a acceptée en décembre dernier.

L'accélération des procédures, objet du chapitre 132.6, constitue bien sûr un élément indispensable à l'attrait que pourrait constituer notre pays pour de nouvelles entreprises. Encore faudra-t-il que le maintien de l'acquis en matière de protection de l'environnement, d'ores et déjà indiqué dans le rapport comme une sorte de réserve, ne constitue pas d'avance un

outil de blocage ou un obstacle insurmontable à l'installation de nouvelles entreprises sur notre territoire. Les libéraux rappellent ici que pour eux l'absence de chômage est l'une des conditions essentielles à la qualité de la vie.

Quant à la création d'un marché intérieur suisse et la libéralisation des marchés publics, ces mesures ont aussi l'aval du groupe libéral, car le cloisonnement économique dans lequel se complait notre pays pourrait à terme se révéler suicidaire. La modification de la formation dans nos hautes écoles, de façon à ce que les diplômés soient mieux reconnus sur le plan européen, nous semble également nécessaire.

D'où vient, alors, que nous ne pouvons éviter de ressentir un certain scepticisme à la lecture de ce rapport? Il s'explique, sans doute, par la crainte que nous avons que la volonté politique qui devra présider à la concrétisation de ce programme ne fasse défaut à la suite des multiples procédures de consultation. En effet, il manque un volet au rapport du Conseil fédéral, c'est celui où l'on expliquerait comment notre pays en est arrivé là; comment ses décideurs ont réussi à le placer en position d'infériorité par rapport à ses concurrents. En bref, ce rapport ne désigne pas les responsables de la situation qui nous oblige aujourd'hui à songer à un programme de régénération de l'économie: que ce soit ceux qui, au sein du gouvernement, déclaraient il y a peu que la place financière suisse était trop importante, ceux qui, par le jeu des alliances et du sacro-saint compromis helvétique, ont voté des lois qui ont placé le pays dans la situation qu'il convient de corriger aujourd'hui, ceux qui, enfin – et je vise là bien sûr le Conseil fédéral dans sa collégialité –, ont placé le programme de la législature précédente sous le signe flou d'une soi-disant croissance qualitative. Alors, la question que se pose le groupe libéral est simple: ces acteurs politiques qui nous ont amenés là où nous en sommes et qui forment une majorité tant au législatif qu'à l'exécutif vont-ils tenir jusqu'au bout? A l'issue de la procédure de consultation sur les divers projets esquissés dans ce rapport, ces mêmes forces politiques qui ont consacré une Suisse qui a perdu ses avantages concurrentiels seront-elles prêtes à concrétiser leurs grandes déclarations sur la nécessité qu'il y a à restaurer libéralisme et capacité d'entreprendre dans notre pays? Nous ne le cachons pas, un sérieux doute nous saisit et nous nous réjouissons d'être rassurés à cet égard par ceux qui, conjoncture euphorique aidant, ont contribué à mettre en place les blocages dont nous tentons de nous débarrasser aujourd'hui.

Troisième sentiment des libéraux: la déception. C'est qu'il manque au moins trois éléments à une régénération efficace de notre économie. Pas un mot en faveur d'une libéralisation du marché immobilier. Certes, il est envisagé une accélération des procédures. Mais qu'en est-il des délais d'interdiction de revente des immeubles? Qu'en est-il de l'abrogation de la *lex Friedrich*? Ce dont nous entendons parler pour l'instant, c'est de la mise en consultation d'un futur droit foncier urbain qui prévoit pour l'essentiel le droit de préemption illimité des locataires et des collectivités publiques. Bel exemple de régénération, de libéralisation et de déréglementation! Pas un mot non plus des monopoles publics. Nous espérons pourtant trouver dans ce rapport quelques lignes concernant la nécessité d'ouvrir aux secteurs privés des marchés où les entreprises publiques et les régions fédérales exercent une position dominante. Déception, enfin, pour ce qui concerne la fiscalité: pas un mot non plus, mis à part sur la TVA que la Commission de l'économie et des redevances a eu bien du mal à imposer au Conseil fédéral. Mais c'est une fiscalité qui attire les entreprises, qui attire les bons contribuables que nous attendons. Pourquoi avoir honte du terme de «paradis fiscal» qui était attribué à notre pays il y a une vingtaine d'années? Il est décidément temps d'y songer à nouveau, pour qu'un pays qui s'est isolé par sa propre volonté demeure attractif pour les entreprises étrangères.

Bien sûr, le groupe libéral prendra acte de ce rapport. Bien qu'il n'aille pas assez loin, il constitue un premier pas et nous sommes conscients que le Conseil fédéral a besoin d'appui. Le problème que nous voyons, c'est que – vous le savez, Messieurs les Conseillers fédéraux – le soutien des dix conseillers nationaux libéraux ne suffit pas. Il faut obtenir un appui déter-

minant à la concrétisation de ce programme de libéralisation et à une suite de celui-ci concernant notamment le marché immobilier, la fiscalité et les monopoles publics. C'est donc bien les partis du centre qu'il faut convaincre et nous vous souhaitons beaucoup de succès dans cette tâche difficile.

Mauch Rolf: Ich möchte Ihnen drei Gedanken aus diesem weiten Themenbereich unterbreiten:

1. Ich gehe bei der aussen- und aussenwirtschaftspolitischen Lagebeurteilung von der augenfälligen Erfahrungstatsache aus, dass global gesehen der Supranationalismus seinen Zenit überschritten hat, dass der Wind den supranationalen Gebilden und Bestrebungen aller Art weltweit ins Gesicht bläst.

Das mag mehrere und unterschiedliche Gründe haben, die hier auszuleuchten die Zeit fehlt. Die Feststellung muss genügen, dass europa- wie weltweit der Trend einheitlich und eindeutig klar verläuft: los von den dominanten, regelungsdichten und monolithischen Grossblöcken mit allen ihren Machtansprüchen und vielfältigen Minderheitsproblemen zurück zu eigener Identität und Souveränität; Wahl eines eigenen Weges durch die kleineren Einheiten, aber Suche nach grösstmöglicher Zusammenarbeit mit möglichst vielen interessanten Partnern – jedoch unter Aufrechterhaltung der eigenen Selbständigkeit, der Selbstbestimmung der Völker.

Was sollte daran nicht richtig sein? Das wird der Weg der Zukunft zu einer weltweiten Friedensordnung in Freiheit sein. Voraussetzung dafür ist natürlich der gegenseitige Respekt zwischen den Völkern, die Achtung der Eigenart der anderen, die Fähigkeit zum Dialog. Das beginnt beim Einzelnen beziehungsweise bei der Erziehung.

Der Entscheid des Schweizer Souveräns über den Weg, den wir zu gehen gewillt und bereit sind, liegt durchaus auf der hier aufgezeigten weltweiten Linie der Zusammenarbeit in Unabhängigkeit. Unser Volk, das traditionell die Selbstbestimmung als das höchste politische Gut einstuft, wird in absehbarer Zeit nicht anders entscheiden; das steht für mich fest.

2. Welche Schlüsse sind daraus im Umfeld der europa- und weltweiten Verflechtung zu ziehen? Diese Frage darf nicht betriebswirtschaftlich eng gestellt und gelöst werden. Die staatspolitische Antwort ist für unser Land absolut und unzweifelhaft klar. Ich erteile sie mit den Worten des bewährten bundesrätlichen Experten, Prof. Dr. Heinz Hauser von der Hochschule St. Gallen, welcher unbestechlich festhält – das Zitat stammt aus der «Aussenwirtschaft», Heft 1/1993, Seiten 7 bis 36, unter dem Titel «Aussenwirtschaftliche Prioritäten» –: «Wenn auch widerwillig, so sollte man im Interesse der schweizerischen Wirtschaft akzeptieren, dass die schweizerische Aussenwirtschaftspolitik der nächsten Jahre ohne EWR-Vertrag oder EG-Mitgliedschaft geführt werden muss. Das ist unsere Option, zu der es keine Alternative für die nächste Zeit gibt.»

3. Aus zeitlichen Gründen komme ich zum Schluss, und ich möchte etwas ausserhalb des Rahmens eine Anfrage zu kürzlich veröffentlichten Zeitungsmeldungen stellen, wonach angeblich als Versuchsballone Papiere zur Durchführung einer weiteren EWR- oder EG-Abstimmung unter Umgehung des Ständemehrs produziert worden sein sollen. Abgesehen von der Unglaublichkeit dieser Gedankenspiele, möchte ich doch in allem Ernst Herrn Bundesrat Koller bitten, solchen Machenschaften kraft seiner unbestrittenen absoluten intellektuellen Redlichkeit den Boden zu entziehen und dafür zu sorgen, dass das Schweizervolk nicht zu befürchten braucht, über solchen Spässen den gesunden Humor zu verlieren.

Ich habe Vertrauen in die offene Dialogfähigkeit der Demokratie auch im Integrationsbereich.

4. Als Schlussfrage gestatte ich mir noch, den Bundesrat über den Verbleib meines Postulates vom 19. September 1991 anzufragen, in dem ich angeregt habe, der Bundesrat möge als Weg der Integration in Europa die Initiative zur Schaffung europäischer Freihandelsräume beziehungsweise eines gesamt-europäischen Freihandelsraumes ergreifen; ein Wunsch, der jetzt wieder aus dem Osten und aus dem östlichen Mitteleuropa kommt, da diese Völker eigentlich diesen Weg gehen möchten.

M. Cavadini Adriano: Les propositions du Conseil fédéral sont un premier pas. Il ne faut pas s'attendre à des effets immédiats et extraordinaires dans le sens d'une revitalisation de l'économie suisse, si ces propositions ne sont pas suivies, dans de brefs délais, d'autres mesures plus incisives. Il est clair que l'Etat ne peut pas tout faire; la tâche principale appartient aux entrepreneurs. Mais l'Etat a toutefois grand intérêt à sauvegarder les places de travail en Suisse et à faciliter la tâche des entreprises. En effet, seule une économie forte pourra nous donner les moyens financiers nécessaires nous permettant d'accomplir nos tâches aussi dans le domaine social.

En ce qui concerne la revitalisation, j'ai l'impression que nous voyageons à notre vitesse de croisière normale, tandis que les autres pays, nos concurrents, voyagent à grande vitesse. Il faudrait donc accélérer la prise de certaines décisions, et cela dans notre intérêt. C'est pour cette raison que je sou mets quelques idées au Conseil fédéral.

En plus des motions qui ont déjà été traitées l'année passée, il faudrait que le Conseil fédéral s'engage à soumettre au Parlement les modifications des propositions prioritaires compatibles avec nos finances, au plus tard d'ici à l'automne de cette année. A mon avis, on ne peut pas attendre, comme le prévoit le message, jusqu'à la moitié de l'année prochaine, pour n'obtenir qu'un rapport d'experts, par exemple dans les procédures d'autorisation pour la construction et les installations. Il faut agir plus vite. Là où le Conseil fédéral est compétent dans la modification d'ordonnances, il doit prendre des décisions rapidement, comme il vient de le faire pour les travailleurs étrangers qualifiés. En plus, nous devons stimuler tous ceux qui ont encore envie d'investir en Suisse, par le biais de nouvelles formules en faveur du capital-risque dans l'industrie et dans les services, tout cela dans le but de contribuer aussi, dans la mesure du possible, à éviter des déplacements d'activités à l'étranger.

En outre, les procédures bureaucratiques doivent être simplifiées. Il faudrait par exemple mettre sur pied une loi fédérale cadre qui impose le respect de délais bien précis pour que les autorités soient obligées de prendre position dans des temps déterminés sur des demandes d'autorisation ou d'autres procédures bureaucratiques. Même dans la promotion de la place économique suisse, j'estime que notre pays devrait jouer un rôle plus actif à l'égard des investisseurs étrangers, tâche qui pourrait être réalisée en collaboration avec les milieux de l'économie privée.

Fasel: Wenn wir nüchtern beurteilen, was uns der Bundesrat mit der Swisslex-Vorlage präsentiert, müssen wir zugeben, dass es das ist, was in der kurzen Zeit seit dem Volksentscheid vom 6. Dezember 1992 politisch möglich und machbar war.

So begrüßenswert die Swisslex-Vorlage auch sein mag, so zeigt sie eben doch, dass wir nun autonom nachvollziehen, was uns der Acquis communautaire vorgibt, dies – wie könnte es anders sein – unter Beachtung schweizerischer Souveränität und Neutralität. Mit der Swisslex-Vorlage wird einmal mehr deutlich, dass wir Teil Europas sind – ob wir wollen oder nicht –, dass es den Alleingang pur nicht gibt. Ich trete deshalb dafür ein, dass wir auf Integrationskurs bleiben. Dies nicht unter Missachtung des Volkswillens, sondern in klarer Markierung einer politischen Position.

Auch das Zauberwort «Revitalisierung» hilft wenig weiter. Immer dann, wenn das Wort gebraucht wird, zeigt sich, dass alle nur zu wissen meinen, was sie meinen. Jene, die damit den Abbau von unnötigen Regeln im Baubereich meinen, verweisen zwar auf einen ordnungspolitischen Schwachpunkt. Wenn dies aber das ganze politische Programm nach dem EWR-Nein sein soll, ist das mehr als harmlos, ist das geradezu bedenklich. Wer bilaterale Verhandlungen als das einzig Mögliche darstellt, macht bloss deutlich, dass er anscheinend nicht zur Kenntnis nehmen will, dass es für bilaterale Verträge immer zwei Partner braucht.

Wer unter «Revitalisierung» «Steuerparadies» versteht, muss wissen, dass er damit eine Umverteilung der Steuerlast von den höheren Einkommensschichten nach unten auslösen will. Er trägt damit zur Entwicklung der Zweidrittelsgesellschaft bei und muss dafür die Verantwortung übernehmen. Er muss

auch für die daraus resultierenden sozialen Spannungen geradestehen.

Die Analyse der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 zeigt, dass die Stimmberechtigten aus Angst vor Lohndruck, aus Angst um den Arbeitsplatz und aus Furcht vor ausländischen Arbeitskräften, mit denen sie zusätzlich hätten konkurrieren müssen, nein sagten. Eine Politik, die europakompatibel sein und künftige Entscheidungen vorbereiten will, muss diese Ängste ernst nehmen und ihnen begegnen.

Es geht also darum, dass wir vorerst die Mitwirkungsrechte durchsetzen, welche die Swisslex-Vorlage enthält, und auch die Aenderungen des zehnten Titels des Obligationenrechts gut über die Bühne bringen. Es geht darum, dass das Saisonierstatut wie angekündigt nun wirklich beseitigt wird. Es geht darum, dass wir in eine erweiterte Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen Schutzmassnahmen gegen Lohndumping aufnehmen. Und wenn wir schon die Normen der EG berücksichtigen, geht es auch darum, die Mutterschaftsversicherung wieder aufs Tapet zu bringen. Wenn wir schliesslich die Vorbehalte der Abstimmenden ernst nehmen, müssen wir uns um eine Nachbesserung des EWR-Vertrages im Bereich der Freizügigkeit bemühen, dies durch höhere Einlagen in den Kohäsionsfonds.

Abklärungen haben gezeigt, dass gerade die Südstaaten in der EG an einer solchen Lösung sehr wohl interessiert sein könnten: einerseits besserer Schutz für die Schweiz im Bereich der Freizügigkeit, andererseits höhere Zahlungen der Schweiz in den Kohäsionsfonds.

Bundi: Ich beschränke mich auf die allgemeine ausserpolitische Ausrichtung.

Der Europäische Rat hat am 11./12. Dezember 1992 in Edinburgh der Schweiz eine Tür offengelassen, und zwar in bezug auf das Schweizer Gesuch um Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG. Er liess dabei offen, dass die Schweiz sich erkläre, d. h., dass die Schweiz ihre Sicht der Dinge darstelle. Dieser Rat sagte gleichzeitig, die Kommission wolle sich nicht zum Beitrittsgesuch äussern, wolle also nicht das Avis dazu geben, bevor ihr nicht die Sicht der Schweiz bekannt sei.

Ein erstes Signal ist von unserer Landesregierung gegeben worden. Wir, der Nationalrat, beziehen erst heute Position.

Ich unterstütze grundsätzlich den Bundesrat in bezug auf seine drei Optionen, wünsche mir aber bzw. erwarte, dass dieses Bekenntnis zu den drei Optionen nicht einfach verbaler Natur sei, sondern ernsthaft und auch nachhaltig.

Frau Zölch hat in dieser Debatte gesagt, man könne nicht gleichzeitig drei Wege beschreiten. Es geht ja nicht darum, dass man drei Wege beschreiten will, sondern darum, dass man für diese drei Optionen vorbereitet ist, insbesondere für die zweite und die dritte: dass man bereit ist im Augenblick, in dem bei uns die Initiative für EWR-Nachverhandlungen auf dem Tische liegt, dass man bereit ist auch in dem Augenblick, da das Avis von Brüssel zu uns gelangt. Es geht also darum, dass man auch auf bundesrätlicher Seite ernsthaft vorbereitet ist und es mit den Optionen seriös meint.

Ich bin der Auffassung, dass in der Zwischenzeit die Rahmenbedingungen bestmöglich verbessert werden sollten. Meines Erachtens sind in unseren Beziehungen zur EG oder zur EWR-Gemeinschaft dreierlei Signale zu setzen:

1. Unser Wille zur permanenten autonomen Anpassung unseres Rechts an das der Europäischen Gemeinschaft, soweit es mit diesem verflochten ist – das ist zum Teil das, was wir heute mit der Swisslex zu tun im Begriffe sind. Dazu gehören auch innere Reformen, und zwar nicht nur im wirtschaftlichen, sondern insbesondere auch im politischen Bereich.

2. Unser Wille, auf allen exekutiven und parlamentarischen Ebenen der Gemeinschaftsorgane, wo das möglich und genehm ist, mitzuarbeiten. Der Bundesrat seinerseits hat sehr rasch auf die Offerte der EG-Organen reagiert, als Beobachter in den entsprechenden Organen teilzunehmen. Von seiten des Parlamentes ist etwas weniger entschieden reagiert worden, aber ich bin der Auffassung, dass wir alle Chancen wahrnehmen müssen, um mit den europäischen Parlamentariern ständig im Gespräch zu sein.

3. Unser Wille, uns am Nord-Süd-Ausgleich in Europa zu beteiligen, und zwar in einem grundsätzlichen Sinne, nicht nur im bisherigen, bescheidenen Rahmen des Efta-Eingliederungsfonds. Diese Forderung ist in unserem Parlament schon wiederholt gestellt worden. Es sind mehrere Vorstösse in dieser Richtung vom Bundesrat angenommen worden.

Ich frage den Bundesrat an, wie er sich zu diesem Anliegen stellt. Es wären besonders die Frage des freiwilligen Beitrages der Schweiz an den Kohäsionsfonds des EWR oder die Ergreifung spezieller, autonomer schweizerischer Massnahmen zugunsten der innereuropäischen Solidarität zu prüfen.

Gerade dieser dritte Punkt wäre geeignet, als Signal des guten Willens aufgefasst zu werden, und dürfte in der Europäischen Gemeinschaft zum Verständnis für unsere bilateralen Wünsche und für unsere besondere und schwierige Situation beitragen. Auch im Hinblick auf mittelfristige EWR-Nachverhandlungen scheint mir das ein bedeutsames positives Zeichen zu sein.

Ich bitte den Bundesrat, insbesondere zu diesem Punkt Stellung nehmen zu wollen.

M. Narbel: L'an dernier, les Chambres approuvaient le rapport du Conseil fédéral sur la politique économique de la Suisse. Dans ce document, le gouvernement affirmait la nécessité pour notre pays de retrouver une meilleure compétitivité par la mise en place de conditions-cadres favorables. Depuis lors, le rejet de l'Accord EEE et l'affaiblissement de la plupart des économies occidentales créent un environnement défavorable à la relance, voire même au maintien de l'activité économique. Sur le plan économique, que se passe-t-il? La construction souffre durablement, les entreprises industrielles envisagent ou décident de délocaliser l'ensemble de leurs activités ou leurs extensions à l'étranger, au vu des facilités accordées par d'autres pays. Les responsables touristiques constatent que plusieurs régions étrangères offrent plus et pour moins cher. Les assurances et les banques annoncent des résultats dont une bonne partie provient de l'étranger. Dans un tel contexte – plusieurs intervenants l'ont déjà mentionné –, si les intentions générales du Conseil fédéral vont dans la bonne direction, on ne peut qu'être étonné de la timidité de ses propositions. Modifier seize lois, et encore celles qui devraient représenter la plus faible résistance, apparaît comme le plus petit dénominateur commun des modifications que l'on peut proposer. Nous estimons que notre économie ne trouve dans le message qui nous est soumis aucune de ces conditions-cadres qui lui apportent ce ballon d'oxygène nécessaire à sa réanimation. Examinons rapidement dans trois domaines, ce que l'on peut attendre comme conditions-cadres plus favorables.

Premièrement, dans le domaine de la fiscalité. Durant de nombreuses années, la Suisse a appliqué une charge fiscale modeste. De nombreux capitaux étrangers ont été placés dans notre pays, avec comme conséquence des taux d'intérêts bas pour nos compatriotes et nos entreprises. Les difficultés rencontrées par beaucoup d'entreprises proviennent de la hausse rapide et inattendue des taux d'intérêts. Dernièrement, l'Allemagne a annoncé rapidement un nouvel impôt anticipé: des dizaines de millions de Deutsche Mark ont émigré en Suisse. C'est une des causes de la baisse actuelle des taux d'intérêts. Il est certain que des allègements fiscaux favorisant l'épargne ou une baisse de l'impôt anticipé procureraient des moyens de financement plus avantageux, facteur essentiel du redémarrage de notre économie. Quant à la TVA, le Conseil fédéral doit marquer sa volonté unanime de transformer notre impôt indirect dépassé, l'Icha, par un impôt moderne. Et il doit défendre une idée simple, facile à comprendre par le citoyen, ce qui permettrait de faire disparaître la taxe occulte. Lorsque l'on parle d'allègement fiscal dans une période où la situation des finances publiques est mauvaise, immédiatement on entend: «Il n'en n'est pas question, vous creusez de nouveaux trous.» C'est une opinion erronée, car je suis persuadé que si l'économie n'était pas en récession, nous aurions des moyens suffisants pour assurer l'équilibre de nos finances. Pour les finances fédérales, il est certain que la stagnation des impôts de consommation joue un rôle prédominant.

Deuxièmement, les procédures administratives. Certains de-

mandent des plans de relance pour lesquels il faut trouver de nouveaux objets. Or, aujourd'hui, de nombreux projets sont bloqués par les études d'impact, les méandres des procédures d'approbation, par les plans d'aménagement de territoires ou les permis de construire. Dans la région où j'habite, on peut estimer à plus d'un milliard de francs les projets arrêtés ou fortement ralentis. Il est absolument certain qu'en cette matière les responsabilités se partagent largement entre autorités fédérales, cantonales et communales. Il y a quelques années, les Chambres acceptaient des arrêtés urgents en matière immobilière; aujourd'hui, ils n'ont plus aucune utilité. On peut donc demander au Conseil fédéral de les abroger rapidement. Il en va de même pour la lex Friedrich qui a été promulguée à un moment où la vente des terrains s'était développée à l'excès. La situation est tout autre à présent, aussi nous devrions attendre que le Conseil fédéral propose, comme dans le paquet Eurolex, de supprimer l'ensemble de ces mesures.

J'aurais encore voulu parler du problème de l'énergie. Je vois que le président me fait signe qu'il est temps de conclure. Rome ne s'est pas construite en un jour, ce n'est pas en 4 minutes qu'il est possible de faire le tour de la déréglementation. Aussi est-ce avec intérêt que nous attendons les prochaines propositions de déréglementation du Conseil fédéral, seule possibilité de redonner à notre économie sa compétitivité.

Baumann: Der Bundesrat erklärt, was er nicht will: den Alleingang. Eigentlich sind wir bereits mittendrin. «Ein Hauch von Resignation breitet sich über das Land», schreiben die Zeitungen, oder: «Schneller als erwartet driften die Eidgenossen in die Isolation.» Der Bundesrat hält das Beitritts-gesuch aufrecht, legt es aber gleichzeitig auf Eis. Auf dem Eis frieren Dinge ein. Angesichts des innenpolitischen Klimas würden Beitrittsverhandlungen 1993 nicht in Frage kommen, antwortet der Bundesrat auf ein Postulat der grünen Fraktion. Zwischenzeitlich sucht er die gesetzten Ziele soweit als möglich auf dem Weg bilateraler Verhandlungen zu erreichen. Vor dem 6. Dezember 1992 hat er selber erklärt, der bilaterale Weg sei sehr schmal und Abstürze seien nicht auszuschliessen.

Selbst wenn man davon ausgeht, dass minimale Erfolge bilateral erzielt werden können, müssen diese durch Konzessionen in anderen Bereichen teuer bezahlt werden: spanisches Gemüse gegen Swissair, liberalisierte Obstimporte als Konzession für Versicherungsabkommen usw. Das Krätern und Feilschen wird uns gegenüber Europa immer mehr in Verzug bringen.

Die Efta-Länder, die viel Gemeinsames mit unserem Land haben, verhandeln jetzt mit der EG. 1995 oder 1996 werden diese Länder über einen EG-Beitritt abstimmen können. 1996, und nach neuesten Beschlüssen vielleicht schon vorher, ist eine EG-Totalrevision in Aussicht gestellt. Es wäre wünschbar, wenn die Efta-Staaten inklusive die Schweiz vollberechtigt daran teilnehmen könnten. Das alles bedingt, dass der Bundesrat jetzt zusammen mit Norwegen, Oesterreich, Schweden und Finnland Beitrittsverhandlungen aufnimmt.

Unter den Nein-Stimmenden, die 50,3 Prozent ausmachten, waren auch Leute, die aus institutionellen Gründen einen EG-Beitritt dem EWR vorgezogen hätten. Die Beitrittsverhandlungen, offen und transparent geführt, könnten in der Schweiz einen Oeffnungsprozess, eine Vitalisierung auslösen, die bei einer Abstimmung im Jahre 1995 oder 1996 auch ganz andere Resultate erbringen könnte.

Ich weiss, dass die grossen Parteien auf einen raschen Abschluss der Uruguay-Runde des Gatt setzen. Ohne grundlegende Reformen im Agrarsektor muss sich dann aber der ländliche Raum auf stürmische Zeiten gefasst machen.

Heute sind meines Erachtens diese grundlegenden Reformen ja nicht beschlossen worden. Die im Gatt angelaufenen Arbeiten zur Thematik «Handel und Umwelt» sind noch nicht weit gediehen und müssen vorerst rasch fortgesetzt und intensiviert werden. So einfach, wie sich das ein gewisser Herr Blocher vorstellt, ist es jedenfalls nicht mit dem Gatt.

Ich kann mir vorstellen, dass uns, wenn es nicht gelingt, beim Gatt auch die sozialen und ökologischen Probleme zu lösen, ein ebenso vergifteter Abstimmungskampf bevorsteht wie

beim EWR-Abkommen. Zwischen den Positionen «Gattastrophe» oder «Gatt sei Dank» liegt noch ein weites, zu beackern-des Feld.

Dreher: Wir lehnen zahlreiche Teile dieser Botschaft ab und unterstützen den Rückweisungsantrag Blocher. Was hier vorliegt, hat sehr viel mit neuen Regelungen zu tun, aber sehr wenig mit Gesetzesabbau. Es handelt sich grösstenteils um einen einseitigen Ausbau des Konsumenten- und Arbeitnehmerschutzes, ohne dass es dessen in diesem Lande bisher bedurft hätte. Die Mitwirkungsgesetzgebung erachten wir als unnötig – sie ist zwar ein altes sozialistisches Postulat, das bedeutet aber nicht, dass wir sie aufnehmen müssen –; wir haben sie bis heute nicht gehabt, nicht gebraucht, und sind damit nicht schlecht gefahren.

Es gibt verschiedene Gesetze, die eine gewisse Liberalisierung bringen, das ist unbestritten, aber es sind wenige. Ich denke an das Eisenbahngesetz, das Strassenverkehrsgesetz, die Versicherungsgesetze. Auf der anderen Seite bringt die Vorlage neue Einschränkungen, die geradezu einmalig sind, ich denke etwa an die neue Vorschrift, welche den Zugang zum Beruf des Strassentransportunternehmers auch staatlicher Regelung unterstellen will, während bis anhin jeder, der wollte, einen Lastwagen kaufen und damit losfahren konnte, wenn er die entsprechende Fahrbewilligung hatte.

Was wir weiter vermissen, ist die Revision raumplanerischer und extremer umweltpolitischer Fesseln. Die Wirtschaftsbehinderung in diesem Land ist weitgehend staatlich gemacht. Die Ciba-Geigy ist mit ihrem Biotechnikum nicht etwa ausgezogen, weil der Zement in der Schweiz zu teuer wäre, sondern sie ist wegen dieses extremen Einspracheinstrumentariums ausgezogen, welches dieses Parlament in den letzten zehn Jahren in Umwelt- und Raumplanungsgesetzen etabliert hat und das extreme, wirtschaftsfeindliche Kreise heute ausnützen und sich zunutze machen können, um die Wirtschaft zu behindern.

Das sind doch Fakten, über die wir nicht diskutieren müssen! Gerade hier sollten doch vor allem andern einmal die Revisionsbestrebungen ansetzen, damit man in wenigen Monaten eine Baubewilligung hat, damit eine Fabrik in wenigen Monaten stehen kann, wie das im Elsass oder in der Poebene oder in irgendeinem normalen Land der Fall ist!

Wir vermissen auch Massnahmen zur Förderung der steuerlichen Attraktivität des Platzes Schweiz. Sie wissen, dass bei der Standortwahl eines Unternehmens oder eines Privaten die Belastung durch indirekte Steuern keine Rolle spielt. Massgeblich ist die Belastung durch direkte Steuern auf dem Gewinn einer Firma, auf Einkommen und Vermögen einer natürlichen Person. Es wäre sehr wohl eine Massnahme, beispielsweise mit der Abschaffung der direkten Bundessteuer aus der Schweiz 26 Liechtensteins zu machen. Das wäre im europäischen Kontext etwas echt Attraktives und würde dazu führen, dass weit mehr Firmen in dieses Land kommen und Private sich hier ansiedeln würden, als das seit dem 6. Dezember 1992 der Fall ist.

Der Bundesrat will am EG-Beitritt festhalten. Dieser ist das erklärte Ziel bundesrätlicher Politik. Das würde zwingend bedeuten, dass wir eine Mehrwertsteuer von 15 Prozent einführen müssten. Ich sehe da einen gewissen Argumentationsnotstand derjenigen Kreise, die zwar wegen der sozialistischen Aspekte in die EG möchten, aber auf der andern Seite schon einen Mehrwertsteuersatz von 8 Prozent für unzumutbar und sozial unverträglich halten! Wenn ich mich an das Gerangel wegen der 6,2 beziehungsweise 6,5 Prozent Mehrwertsteuer erinnere, frage ich mich, was wir wohl für Auseinandersetzungen haben werden, wenn es um 15 Prozent geht!

Das sensibelste Wirtschaftsbarometer ist die Börse. Seit der Ablehnung des EWR am 6. Dezember 1992 haben wir eine praktisch ungebrochene Hausse an den Schweizer Finanzmärkten. Da muss ich schon die Frage stellen, ob wohl das Ausland und die Anleger die Schweiz realistischer beurteilen als die inländischen Politiker.

Ich ersuche Sie, den Rückweisungsantrag Blocher zu unterstützen.

Bonny: Ich möchte in meinem Votum nicht x-mal Gesagtes wiederholen, sondern mich auf einen konkreten Punkt konzentrieren, auf ein staatspolitisches Problem, dem ich mich vorsorglich widmen möchte; dies vor allem, um zu vermeiden, dass unnötigerweise Geschirr zerschlagen wird.

Herr Bundesrat Koller hat kürzlich vor der Schweizerischen Gesellschaft für Gesetzgebung einen Vortrag gehalten. Der «Tages-Anzeiger» berichtete letzte Woche unter dem Titel «Die direkte Demokratie muss europafähig gemacht werden» darüber.

Eines der Grundprobleme, mit denen sich Bundesrat Koller auseinandersetzte, ist folgendes: Bei Staatsverträgen nach heutiger Praxis ist nicht nur, wie bei fakultativen Referenden, das einfache Mehr erforderlich, sondern auch das Mehr der Stände.

Uebrigens hat auch unser Kollege Bircher Silvio, Sprecher der Aussenpolitischen Kommission, mit diesem Aspekt etwas Mühe, hat er doch heute zu Beginn der Debatte von einem nur hauchdünnen Mehr des Volkes, von einem, wie er sagte, Zufallsmehr gesprochen und dabei recht grosszügig das klare Verdikt der Kantone – 16 zu 7 Stände – beiseite gelassen.

In der erwähnten Rede hat Bundesrat Koller mit Blick auf eine allfällige zweite EWR-Abstimmung gesagt, man könnte im Rahmen einer mittelfristigen Verfassungsrevision für Staatsverträge ein obligatorisches Referendum mit einem einfachen Volksmehr – also ohne Ständemehr – vorsehen.

Im Manuskript ging man noch weiter. Es hiess da, auch vor einer solchen Verfassungsrevision könnte man sich die Frage des Mehrs von Volk und Ständen stellen; diese Frage könnte möglicherweise auch anders beantwortet werden, als das bei der EWR-Abstimmung der Fall war. Bundesrat Koller hat dann glücklicherweise diese letzte Idee entgegen seinem schriftlich abgegebenen Manuskript mündlich nicht vorgetragen und beschränkte sich somit auf die Variante «Beseitigung des Ständemehrs bei obligatorischen Referenden nach einer Verfassungsrevision».

Bundesrat Koller hat damit das Schlimmste vermieden, aber auch so bleibt die Problematik der Beseitigung des Ständemehrs nach einer Verfassungsrevision noch bedenklich.

Stellen Sie sich einmal vor, es gäbe zur gleichen Sache, nämlich zum EWR-Beitritt, zwei Volksabstimmungen: Eine haben wir gehabt, mit Ständemehr; nachdem diese gescheitert ist, würde allfällige eine zweite solche Vorlage behandelt und dem Volk unterbreitet, ohne Ständemehr! Das ist doch blanker Unsinn! Ich glaube, in den Augen des Volkes würde damit die Glaubwürdigkeit der Behörden noch mehr untergraben, als dies leider heute schon der Fall ist.

Noch eine andere Ueberlegung: Der EWR hätte ohne jeglichen Zweifel – das wurde auch von den Befürwortern nicht bestritten – bedeutende Auswirkungen institutioneller Natur gehabt, insbesondere auch auf die Kantone. Ausgerechnet in einer solchen Vorlage will man das Ständemehr beseitigen! Wenn je die Berechtigung des Ständemehrs offenkundig war, dann sicher hier, wo die Kantone in ihren Interessen doch wesentlich tangiert werden! Nach dem EWR-Nein müssen wir alle, Befürworter und Gegner, dazu beitragen, dass der Graben nicht noch grösser wird. Das ist auch die selbstverständliche Pflicht des Bundesrates.

Ich billige dem Bundesrat auch zu, dass er in diesem Sinn wirken will und wird. Aber sorgen Sie dafür, meine Herren Bundesräte, dass solchen Spielereien in der Bundesverwaltung der Riegel geschoben wird! Andernfalls riskieren wir, dass die heutige Belastungsprobe – sie ist gegeben – schliesslich zu einer ausgesprochenen Demokratie- und Staatskrise auswächst! Davor möchte ich dringend warnen.

Meyer Theo: Ich hatte die Absicht, über die Auswirkungen der negativen EWR-Abstimmung in einem Grenzkanton zu sprechen, und habe mich deshalb bemüht, bei den zuständigen Stellen seriöse Unterlagen über die Auswirkungen zu erhalten. Wenn man nicht Schlagworte, Ausreden und Rechthaberei auf beiden Seiten zur Grundlage des eigenen Urteils machen will, kann man bisher nur sagen: Vieles ist noch sehr unklar, und es ist zu früh, um endgültige Schlüsse zu ziehen.

Das Paket von Gesetzesänderungen, das uns der Bundesrat

nun vorlegt, ist gewiss interessant, nur kann ich mir beim besten Willen nicht vorstellen, dass es die Antworten auf unsere Probleme enthalten soll; man ahnt, dass diese erste Serie wohl die einfacheren Hausaufgaben beinhaltet, die wir zu lösen haben.

Unsere wirtschaftlichen Schwierigkeiten haben sowohl konjunkturelle wie strukturelle Ursachen. Die konjunkturelle Krise dürfte sich gelegentlich fast von allein wieder entspannen. Die strukturelle Krise aber wird sich nicht von allein in Luft auflösen. Da müssen wir selber aktiv werden.

In Stein am Rhein fand vor einigen Wochen eine Tagung statt, an der Vertreter der Regierungen aus Bern und Bonn Probleme diskutierten, die sich bei grenzüberschreitenden Arbeitsvergebungen bei öffentlichen Bauten stellen. Gegen Ende der Tagung herrschte bei der deutschen Tagungsleitung grosse Frustration, weil erkannt wurde, dass auf Schweizer Seite gar keine Entscheidungsbefugten Gesprächspartner vorhanden waren, passieren doch die Vergabeentscheide entlang den Grenzen meist auf kantonaler und kommunaler Ebene.

Der deutsche Verhandlungsführer stellte resigniert fest: «Wenn sich die Schweizer abkapseln wollen, so müssen auch wir Deutschen unsere liberale Praxis ändern und die relativ offene Grenze dichtmachen.» Wie aber wollen wir unsere Submissionspraxis international öffnen, wenn dies nicht einmal kantonsüberschreitend, manchmal nicht einmal gemeindeüberschreitend möglich ist? Die unterschiedliche Submissionsgesetzgebung der beiden Basel und die Submissionspraxis der meisten Gemeinden sprechen Bände; wahrscheinlich ist es in anderen Regionen nicht besser. Oft sind es die gleichen Kreise, die immer von Deregulierung reden, aber ihr eigenes Jagdrevier von allem Fremden freihalten wollen.

Ähnliches lässt sich bei der Zusammenarbeit oder eben der Absonderung von Hochschulen feststellen. So hat Staatssekretär Blankart kürzlich folgendes Beispiel erzählt: Ein Student, der an der Handelshochschule St. Gallen abgeschlossen hat, möchte in Bern seinen Doktor machen. Der Professor in Bern sagt ihm: «Guter Mann, ich weiss, dass in St. Gallen so eine Art Handelsdiplom erworben werden kann, aber wenn Sie bei mir doktorieren wollen, müssen Sie zuerst zwei Semester an einer richtigen Hochschule studieren.» Wir aber reden von Deregulierung – on en parle toujours, on n'y pense jamais.

Wyss Paul: Ich spreche zum ausserpolitischen Teil der Botschaft und stelle dazu fest – übrigens auch aufgrund verschiedenster Voten, die heute gefallen sind –: «Wenn das Wörtchen wenn nicht wär', wär' mein Vater Millionär.» Oder, anders ausgedrückt: Wenn das Schweizervolk nicht wär', hätten wir den EWR.

Es wurden heute viele Wenn und Aber vorgebracht. Doch das Volk hat entschieden, und als Politiker, welcher den EWR befürwortet hatte, und als Sportler stelle ich fest: Auch ein knappes Ergebnis ist ein Ergebnis, und dass das Tor der Differenz via Pfosten eingeschossen worden ist, spielt keine Rolle, ein Volksentscheid ist ein Volksentscheid.

Schauen wir also nach vorne und kritisieren wir nicht jedes Detail! Wir haben dem Bundesrat gesagt, er müsse eine Botschaft vorlegen; er hat dies gemacht. Es ist sicher nicht alles gut darin; ich werde auch nicht allem zustimmen. Aber ich werde dem Rückweisungsantrag sicher nicht zustimmen, weil ich glaube, dass in diesen Gesetzesvorlagen viel Gutes enthalten ist – Gesetzesvorlagen übrigens, die wir schon lange nötig gehabt hätten. Aber wie gesagt: Einige gefallen mir auch nicht, und ich werde dann entsprechend handeln; das ist auch unsere Aufgabe hier. Wir müssen innenpolitisch sicher etwas Neues machen, wir müssen auch ausserpolitisch etwas unternehmen. Ich konzentriere mich heute auf zwei ausserpolitische Probleme, die mir am Herzen liegen.

Vorerst einige Gedanken zur Verbesserung der grenzüberschreitenden Möglichkeiten, und zwar in extensiver Auslegung des Artikels 9 der Bundesverfassung: Man könnte auch von «kleiner Aussenpolitik» sprechen. Natürlich darf meines Erachtens durch grenzüberschreitende Kooperationsverträge, wie sie beispielsweise im Raum Basel bereits bestehen, die Kohärenz der schweizerischen Aussenwirtschaftspolitik

und damit ein Element der staatlichen Einheit nicht in Frage gestellt werden. Aber es bestehen gewisse Möglichkeiten in einem stärker an den Bedürfnissen der Wirtschaft orientierten Vollzug der Bundesgesetzgebung und bei einer Verbesserung der sogenannten Europakompatibilität kantonaler Gesetze.

Ein Reformbedarf beim kantonalen Recht der einzelnen Kantone besteht in verschiedenster Hinsicht, beispielsweise sind es weitgehend dieselben Veränderungen, die bei einer Annahme des EWR vorzunehmen gewesen wären, also: Anerkennung von Diplomen, Gleichstellung von EWR-Bürgern mit Schweizer Bürgern im Falle von Firmengründungen, gegenseitige Abschaffung von Handelshindernissen usw., natürlich immer Massnahmen innerhalb der schweizerischen Gesetzgebung.

Darüber hinaus bestehen beispielsweise in der Nordwestschweiz selbst noch diverse Regelungen, welche die Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft behindern, wie Nutzungsbeschränkungen in der Baugesetzgebung, im Submissionswesen oder über die Bundesgesetzgebung hinausgehende Vorschriften, welche die Wirtschaft der Region benachteiligen, und anderes mehr.

Die zweite praktische Möglichkeit, aussenpolitisch etwas zu tun, möchte ich kurz erwähnen. Es ist die Rolle der Schweiz innerhalb der Efta in bezug auf den Osthandel. Auch hier sehe ich Chancen, wie am Parlamentartreffen letzte Woche in Genf zwischen den Efta-Ländern und Polen, Ungarn, Tschechien, Slowakei, Rumänien und Bulgarien eben festgestellt wurde: ein rasches Anwachsen der Wirtschaft der genannten Länder im Durchschnitt auf jährlich 7 bis 8 Prozent sei nicht auszuschliessen, sobald die abgeschlossenen Freihandelsabkommen voll funktionierten. Es wurde aber auch festgestellt, dass noch viele Mängel vorhanden seien: Es fehlten beispielsweise Harmonisierungsmöglichkeiten bei den Ursprungsregeln, deren Kumulierung unnötig sei usw. Auch fehle ein modernes Marketing seitens der Exporteure aus den sechs Ländern. Aber ganz generell könne man feststellen, dass ein gegenseitiges Know-how-Defizit bestehe.

Für mich zeigen diese Feststellungen einfach, dass innerhalb der Efta, die sich nun schwergewichtig mit Beitrittsverhandlungen von vier Staaten mit der EG zu befassen hat, die Schweiz eine Rolle übernehmen könnte und müsste. Ich bitte Sie, meine Herren Bundesräte, auf dieses Problem kurz einzugehen. Das wäre eine zweite Möglichkeit einer aktiven Handlung. Ich habe Ihnen zwei Möglichkeiten aufgezeigt. Nützen wir diese Chancen.

M. Epiney: Depuis quelques années, nous observons une lente et insidieuse dégradation des avantages économiques que nous pouvions offrir tant à nos entreprises qu'aux privés. Le hara-kiri du 6 décembre 1992 est révélateur de notre insouciance face à l'avenir ou tout simplement de notre excès de confiance face à nos réelles capacités de nous en sortir seuls ou par la voie bilatérale. Dans l'expectative d'une intégration européenne à définir, le Conseil fédéral a réagi vite et dans la bonne direction. La stratégie se révèle toutefois d'une tiédeur et d'une timidité inquiétante. C'est d'un remède de cheval que notre économie a besoin pour éviter que ce dérapage ne dégénère en un déclin. On ne peut pas faire d'omelette sans casser des oeufs. La stagnation de notre économie, l'aggravation du chômage, le démantèlement des grandes industries, l'exode des centres de production exigent du courage politique. Patrons et syndicats ont par ailleurs tout à gagner d'une économie forte.

Messieurs les Conseillers fédéraux, c'est au pied du mur que l'on reconnaît les maçons. Votre stratégie est louable, mais trop frileuse. A défaut d'actes concrets, votre projet finira par devenir du bouillon pour les morts. Un seul exemple: vous aviez la possibilité en trois minutes de séance d'augmenter le contingent d'immeubles vendus aux étrangers afin de permettre à certains cantons de relancer le bâtiment. Alors, si vous ne parvenez pas à adopter une simple mesure, comment pouvez-vous véritablement nous convaincre, nous donner l'assurance de réussir une véritable politique de déréglementation, et surtout dans d'autres secteurs où les mesures sont infini-

ment plus délicates à réaliser? De plus, une modification de la lex Friedrich eût été facile à réaliser, et dans des délais extrêmement rapides. Vous auriez pu, par exemple, exclure du contingent à disposition des cantons les ventes d'unités de logements d'étranger à étranger. Vous auriez pu augmenter le contingent dans les cas de ventes d'unités de logements d'étranger à un Suisse. Bref, vous n'avez rien fait là où c'était facile.

Enfin, votre stratégie, il faut bien le reconnaître, ignore l'urgence de redéfinir le rôle de l'Etat livré depuis quelques années aux caprices de certains technocrates et roitelets de l'administration qui se sont tout simplement substitués à l'autorité par le biais de l'inflation législative. En particulier, votre programme aurait mérité, par exemple, l'établissement d'un catalogue de mesures pour accélérer et simplifier les procédures. Vous auriez pu, deuxièmement, prévoir la désignation d'une commission d'experts chargée de définir la nouvelle répartition des tâches entre l'Etat fédéral et les cantons, ou tout simplement chargée d'établir un inventaire des cas et des causes de dysfonctionnement. Vous auriez pu établir un projet de privatisation ou de gestion autonome de certaines institutions dépassées, comme la Régie fédérale des alcools, par exemple.

En résumé, nous redoutons que cette tiédeur, finalement, n'aboutisse à moyen terme au constat dramatique que nous ne trouverons bientôt plus personne sur le front de l'économie pour financer une véritable politique sociale et régionale parce que, finalement, ce sera le compromis helvétique qui aura été la cause de la non-décision que nous aurons bien sûr à regretter, mais il sera trop tard.

Schwab: Das Schweizervolk hat am 6. Dezember 1992 entschieden. Dem Abstimmungstermin ist ein äusserst intensiver Abstimmungskampf vorangegangen. Nie zuvor war das Schweizervolk von den Medien und vom Bundesrat dermassen intensiv und einseitig berieselt worden, was für schweizerische Verhältnisse eigentlich bedenklich ist.

In seiner Botschaft zum Nachfolgeprogramm will nun der Bundesrat in Sachen Europapolitik alle Optionen offenhalten. Zudem will der Bundesrat den Gatt-Abschluss vorantreiben. Mit anderen Worten ausgedrückt will also der Bundesrat auf allen Hochzeiten tanzen. Ein solches Vorgehen ist meiner Meinung nach von vornherein zum Scheitern verurteilt.

Eine weitere Schwäche legt der Bundesrat an den Tag, wenn er die gleichen Leute, die den EWR-Vertrag ausgehandelt haben, für Verhandlungen über bilaterale Verträge einsetzt. Ich frage mich, wo da wohl die nötige Motivation hergenommen werden soll, um erfolgreich zu sein.

Das Volk erwartet, dass der Bundesrat den demokratisch gefällten Entscheid auch in seiner Konsequenz ernst nimmt. Was unserer Wirtschaft weiterhilft, sind Rahmenbedingungen, die sie im internationalen Umfeld nicht unnötig benachteiligen. Die in der Botschaft vorgesehenen Massnahmen sind im Ansatz wohl richtig, aber sie reichen quantitativ und auch qualitativ bei weitem nicht aus. Das Vertrauen in den Wirtschaftsstandort Schweiz erweist sich eigentlich zurzeit als recht gross. Das zeigen die grossen Geldzuflüsse seit dem 6. Dezember 1992. Billiges Geld ist der beste Motor für unsere Wirtschaft.

Wenn es Bundesrat und Parlament gelingt, den Staatshaushalt und die Verschuldung in den Griff zu bekommen, tragen wir in diesen Sektoren zur weiteren Stärkung unserer Wirtschaft und unseres Standortes Schweiz bei. Auflagen im Baubewilligungsverfahren, im Bereich der Ökologie, aber auch im steuerlichen Bereich lassen nach wie vor zu wünschen übrig und veranlassen gewisse Unternehmen, den Standort Schweiz zu verlassen. Hier müssen Korrekturen erfolgen.

In Sachen Gatt-Abschluss wehre ich mich nicht gegen einen Abschluss als solchen, sondern ich wehre mich gegen einen Abschluss, der eine produzierende Landwirtschaft kaputt machen wird. Wir Bauern erwarten vom Bundesrat, dass er für die Landwirtschaft Bedingungen aushandelt, die es ermöglichen, die Oberziele unserer Landwirtschaftspolitik auch in Zukunft zu garantieren. Unsere grosse Unabhängigkeit braucht nicht nur eine zeitgemässe Landesverteidigung, sondern auch ei-

nen angemessenen Eigenversorgungsgrad, wollen wir uns im Krisenfall nicht erpressen lassen.

Ich bitte, die Rückweisungsanträge zu unterstützen, um dem vorliegenden Bericht mehr Inhalt und eine klare Strategie im Sinne der Volksmehrheit zu geben.

M. Friderici Charles: «Notre salut ne viendra pas de Berne et pour longtemps!» Cette phrase, je l'ai entendue samedi dernier dans une assemblée professionnelle. Le groupe libéral, à l'instar de M. Gros Jean-Michel, n'est pas loin de partager l'avis de celui qui a exprimé ce doute sur notre capacité politique à résoudre les problèmes économiques que nous connaissons. En 1991 déjà, sous cette coupole, une personne autorisée portait un jugement sans appel: «et comme il n'y a pas de pilote dans l'avion», disait-il, en levant les bras au ciel; cette constatation est plus que jamais d'actualité, car le doute s'est maintenant installé, non plus seulement parmi les administrés, mais à tous les niveaux de la politique, y compris au sein du Conseil fédéral.

Nous constatons qu'aucune recette toute prête ne peut nous faire sortir rapidement de l'impasse actuelle. Plus grave encore, nous sommes dans l'incapacité de tirer les leçons des erreurs passées pour les corriger. Nos problèmes économiques ne sont pas seulement le reflet d'une situation mondiale en profonde dépression, mais encore la conséquence de textes législatifs excessivement perfectionnistes, qui annihilent toute volonté d'entreprendre à force de légiférer à outrance. En appréciant chaque situation dans un esprit de suspicion, en présumant que derrière chaque entrepreneur, derrière chaque chef d'entreprise, derrière chaque propriétaire se cache un coupable en puissance, les Chambres fédérales ont progressivement tué l'esprit de nos prédécesseurs, qui ont transformé la Suisse des émigrants du siècle dernier en une Suisse moderne, pourvoyeuse d'emplois et de bien-être.

Nous osons espérer que le programme de revitalisation de l'économie s'attaquerait aux vrais problèmes, que le Conseil fédéral aurait le courage de nous proposer l'abrogation de quelques lois obsolètes et de simplifier l'application de nombreuses autres. Nous escomptons qu'il y aurait suffisamment de parlementaires, proches de l'économie, pour proposer des mesures capables de restaurer la confiance des entrepreneurs. Lorsque nous parlons d'entrepreneurs, nous ne pensons pas seulement aux managers des grandes multinationales, mais aux milliers de patrons des petites et moyennes entreprises qui constituent la base de notre économie et de notre prospérité. Certes, le Conseil fédéral prévoit d'améliorer les conditions-cadres, de libéraliser, de revitaliser notre économie. Malheureusement, entre les déclarations d'intention et les faits, il y a un océan de si et de mais infranchissable.

Le programme de revitalisation aménage quelques lois sans en modifier l'esprit. Il crée surtout quelques nouvelles bases légales susceptibles de figer un peu plus le cadre institutionnel qui nous régit. On pourrait croire que le Conseil fédéral a peur de la hardiesse de ses textes et qu'il n'ose traduire ceux-ci dans les lois qu'il propose. Pour maintenir la production suisse, il faut rester compétitif. La place économique doit être attractive pour les entreprises étrangères, mais conserver aussi ses propres outils de production. Aussi, la revitalisation de l'économie n'est pas compatible avec l'indexation systématique des impôts, des taxes et des prix administrés.

Il faut ouvrir les marchés à la concurrence. Or, il semblerait aujourd'hui, à la lecture de certaines prises de position, que les grands fauteurs de troubles, les responsables de tous les maux sont les cartels. Bien plus que les cartels, nous devons craindre les monopoles qui conduisent inmanquablement à des abus de position dominante. Or, tous les monopoles ne sont pas des monopoles privés. Au contraire, la majorité des monopoles sont publics: de la régate du transport des voyageurs au monopole de fait de la radio et de la télévision; de l'obligation pour la quasi-totalité des entreprises de s'assurer auprès de la CNA aux prescriptions de certains cantons concernant l'assurance-incendie; sans parler des dispositions législatives qui induisent des solutions quasi cartellaires, comme par exemple le système de la prime unique pour les RC des véhicules automobiles.

Le groupe libéral a déjà proposé par motion de libéraliser un certain nombre de secteurs où les monopoles publics qui, s'ils se justifiaient à certaines époques, sont aujourd'hui en concurrence avec des entreprises privées qui s'acquittent de taxes de régie. C'est le cas notamment du transport national et international de courrier. Rappelons-nous également la création du service de courrier rapide 152 pour l'acheminement de colis à l'intérieur d'un certain nombre d'agglomérations: ce service ne couvre pas encore à ce jour les coûts qu'il occasionne. On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Le groupe libéral accepte le rapport du Conseil fédéral, mais il interviendra, à l'avenir, à chaque occasion propice pour mettre en pratique les grandes affirmations contenues dans le message qui nous a été soumis, en espérant qu'il se trouvera suffisamment de parlementaires pour accepter que les régies soient soumises à la concurrence dans tous les secteurs de l'économie de marché.

Steinegger: Ich möchte zunächst betonen, dass die marktwirtschaftliche Erneuerung keine Konsequenz der Ablehnung des EWR ist, es handelt sich auch um keinen Ersatz. Die Massnahmen hierzu sind mit oder ohne EWR zu treffen. Nichttarifäre Handelshemmnisse können nicht einfach mit Ordnungspolitik im Innern kompensiert werden; wir können höchstens im Innern etwas besser sein, um uns Extravaganzen an der Aussenwirtschaftsfront leisten zu können.

In der Integrationspolitik möchte der Bundesrat sämtliche Optionen offenhalten; dem kann man zustimmen. Es geht aber nicht ohne Prioritäten.

Nach der Abstimmung vom 6. Dezember 1992 hat die Vertiefung der bilateralen Beziehungen eindeutig Priorität. Unsere Vertreter dürfen nicht zum Schein Verhandlungen führen und dabei den EWR- oder den EG-Beitritt im Hinterkopf haben: Unsere Partner sollen unmissverständlich wissen, dass wir auf diesem Weg zum Ziel kommen wollen, und im Innern sollen die Verantwortungen nicht verwedet werden können. Sollten wir unsere aussenwirtschaftlichen Probleme bilateral nicht lösen können, darf es nicht an der Verhandlungsführung liegen; die EWR-Gegner dürfen sich nicht auf diese Weise aus der Verantwortung schleichen können. Schuldzuweisungsversuche von heute bestätigen diese Auffassung nur.

Im Bereich der marktwirtschaftlichen Erneuerung reichen die Vorschläge des ersten Paketes nicht aus. Ueberdies gibt es Handlungsbereiche, in denen der Bundesrat bereits in eigener Kompetenz hätte handeln können; ich denke etwa an technische Normierungen, Zulassungen, ich denke aber auch an die überfällige Revision der Verordnung über die Miete und Pacht von Wohn- und Geschäftsräumen.

Problematisch ist es auch, wenn der Bundesrat in der laufenden Politik die Zielsetzungen der marktwirtschaftlichen Erneuerung und die Prioritäten in der Ausbildung aus dem Auge verliert. Ich denke etwa an gewisse Vorschläge im Gleichstellungsgesetz oder an den Entwurf für die Maturitätsverordnung. Ich gebe aber zu, dass die Vorschläge der Wirtschaft etwas schmalbrüstig sind. Soweit sie sich auf institutionelle Fragen beziehen, haben sie auch wenig mit den aktuellen Problemen der Wirtschaft zu tun, sondern lenken eher von ihnen ab. Bei der Wiederaufnahme der Eurolex-Vorlagen hat das Ziel mit der Forderung nach mehr wirtschaftlichem Wettbewerb klar erste Priorität; dagegen lässt sich kaum etwas einwenden. Ich verstehe deshalb die generellen Rückweisungsanträge nicht. Man ist gegen Bürokratie, man will eine Beschleunigung des Verfahrens, aber man fordert mehr Vernehmlassungen; dabei sind die Differenzen recht bescheiden. Wenn Sie die Vernehmlassungen der Wirtschaftsverbände anschauen, gibt es etwa neun Prioritätsdifferenzen und einige sachliche Differenzen. Ich möchte auch dem widersprechen, dass man nun das EWR-Nein zur Ursache für die neue Zinsinsel Schweiz erklärt. Die Zinssenkungen bis Ende Januar 1993 haben zu vier Fünftel vor dem 6. Dezember 1992 stattgefunden. Die Neinsager vom «Samichlaustag» sind also nicht die Väter der tieferen Zinsen.

In Bereichen, wo es um die Europakompatibilität geht, soll ein erster Schritt gemacht werden. Sollten allerdings bei den bilateralen Gesprächen keine Fortschritte erzielt werden, wäre

eine neue Lagebeurteilung nötig. Es würde sich dann nämlich die Frage stellen, ob Europakompatibilität das richtige Ziel ist. Man könnte sich auch eine Art Nischenpolitik vorstellen, mit der Vorteile gerade gegenüber der Euro-Gesetzgebung angestrebt würden.

Soweit schliesslich diese Eurolex-Vorlagen sozial- und gesellschaftspolitische Ziele verfolgen, bin ich skeptisch. Hier kann man zurückweisen, hier handelt es sich ja um eigentliche Aufgangsmassnahmen für die Durchführung der vier Grundfreiheiten des Binnenmarktes. Es macht wenig Sinn, die Vorlage mit diesen Zielsetzungen bereits auf Vorrat zu beschliessen. Damit wird zusätzlich reglementiert. Allenfalls können diese Massnahmen beschlossen werden, um die ordnungspolitische Erneuerung zu begleiten. Bevor hier aber tiefgreifende Beschlüsse gefasst sind, brauchen wir keine neuen, zusätzlichen sozial- und gesellschaftspolitischen Akzente.

Engler: Mich erinnert diese Botschaft etwas an eine fiktive Bundesratssitzung, an der sich die Bundesräte überlegen, wohin die nächste Schulreise gehen soll. Herr Stich möchte natürlich am liebsten nach Appenzell, weil ihm die Landschaft so sehr gefiel, Herr Koller nach Genf, Herr Cotti nach Rom und Herr Delamuraz nach Brüssel. Man zeigt ihnen alle Optionen auf, aber sie können sich doch nicht entscheiden, wohin die Reise gehen soll. Und so bleiben sie dann, wo sie sind: in Bern. Sie halten die Optionen offen und werden immer dort sein und dort bleiben, denn das Aufzeigen von Optionen allein bringt noch keine Bewegung, bringt keine Veränderung. Und genau das ist es, was ich an dieser Botschaft kritisiere: Die Wertung, die Gewichtung fehlen. Wir haben Ziele festzusetzen und darauf loszumarschieren und nicht nur Optionen aufzuzeigen.

Die Option «Alleingang» ist keine richtige Option. Sie wird Schiffbruch erleiden und kann deshalb nicht gewählt werden. Der vielzitierte bilaterale Weg ist ein Weg für hoffnungslos Hoffende, eine Fata Morgana, die sich früher oder später zerschlagen wird. Wir werden sehen, dass am Ziel nicht die Oase liegt, sondern die nächste Sanddüne.

Ein Beitritt zur EG ist innen- und aussenpolitisch undenkbar. Was bleibt noch? Es bleibt praktisch nichts mehr als nochmals den Versuch zu unternehmen, ein anderes, moderateres Integrationszenario zu suchen, das auf die Kritik im Volk eingeht. Dafür wäre es notwendig gewesen, dass wir eine Ursachenanalyse vornehmen; auch das vermisste ich in der Botschaft. Wenn wir die Hauptursachen des Neins analysieren, sind wohl drei Gründe hervorzuheben: Erstens haben wir ein zerknittertes, verfälschtes Geschichtsbild, zum zweiten wurde der mangelnde Einbezug der Kantone, die mangelnde Ausgestaltung der Mitwirkungsrechte und Gestaltungsmöglichkeiten zu Recht kritisiert, und zum dritten ist es uns nicht gelungen, im Bereich des freien Personenverkehrs die Ängste des Volkes zu zerstreuen. In diesen drei Bereichen müssten meiner Ansicht nach weitere Fortschritte erzielt werden. Es müssten Verbesserungen her, und es müssten Garantien ausgesprochen werden.

Noch ein Letztes: Wir treffen heute Massnahmen gegen negative Folgen, die noch gar nicht eingetreten sind, denn die Rezession, die zurzeit herrscht, ist hausgemacht, selbstverschuldet, und die Ursachen hierfür liegen weiter zurück als der 6. Dezember 1992. Die harten Zeiten für die Exporteure, für die Zulieferer werden erst noch kommen, und auch die Gatt-Lawine kommt noch auf unsere Bauern zu. Die Wettertanne Blocher möchte diese Lawine durch einen Griff in die Bundeskasse – was doch etwas überrascht – und durch zusätzliche, neue Steuern abwenden – was ebenso überrascht.

Ich wünsche den Bauern in Appenzell viel Glück, wenn sie heute noch bereit sind, ihm zu trauen.

Es kann nicht angehen, die negativen Folgen zu minimieren. Wir müssen gemeinsam zu neuen Visionen vorstossen, selbst dann noch, wenn Herr Stich nichts anderes dazu beiträgt als einige müde Fränklein.

On. Maspoli: Lo scorso 6 dicembre – non vi dico certo una novità – il popolo svizzero, e soprattutto i cantoni svizzeri, hanno detto no allo Spazio economico europeo; un voto che

si poteva anche così anticipare. E' un voto che – si sa – non è stato modificato dai piagnistei del nostro Governo e dai piagnistei di alcuni tra di noi nell'immediato dopovoto.

La volontà popolare va rispettata sempre e comunque, non solo quando il popolo svizzero accetta di pagare la benzina 20 centesimi in più, va rispettata anche quando il popolo svizzero non la pensa come il Governo, in questo caso non la pensava come la maggioranza di noi e non l'ha pensata come il Governo.

E dunque io trovo a dir poco scandaloso – scusatemi il termine magari forte, intanto non ascoltano, se ne fregano – che oggi si voglia far rientrare dalla finestra – ciò che il popolo, le cittadine e i cittadini del nostro Paese – hanno chiuso fuori dalla porta.

Lo si vuole fare poi con sistemi e metodi che lasciano – lasciatemelo dire – il tempo che trovano e mettono anche in discussione parecchi principi. Aprire per esempio oggi il nostro Paese a forze lavorative che vengono dall'estero mi sembra non solo anacronistico ma pericoloso e comunque sbagliato. In un momento di crisi creare nuovi posti di lavoro per poi farli occupare da lavoratori stranieri mi sembra veramente ridicolo. Ciò è stato detto più volte da questa tribuna, non devo aggiungere gran ché.

Ma io vorrei chiedere qualcosa al nostro Governo, vorrei chiedere qualcosa ai fautori dello Spazio economico europeo. Il collega Steinegger ha detto che non è così, ma casualmente e stranamente dal momento in cui abbiamo detto no allo Spazio economico europeo i tassi d'interesse sono scesi, lo Swiss Performance Index è salito alle stelle e i tassi ipotecari, on. Delamuraz, sono calati.

Sarà un caso, un caso strano, forse tutti erano d'accordo per dire che dopo il 6 dicembre 1992 tutto questo si sarebbe verificato indipendentemente dal voto svizzero. Ma c'è di meglio e di più: tutto ad un tratto le nostre banche hanno di nuovo disponibilità di liquido, hanno di nuovo soldi, fanno di nuovo propaganda per dare soldi alla gente. Ho visto recentemente dei cartelloni pubblicitari, che in pratica dicevano proprio: «Venite a prendere i soldi.» Da dove vengono questi soldi? Penso che non vengono dalle casse del Consiglio federale che notoriamente sono vuote! Dunque verranno da gente che ha visto nella Svizzera un luogo sicuro per depositare i propri capitali. Un'ultima cosa vorrei dire prima di terminare perché il tempo è crumiro, il tempo è aguzzino: negoziati bilaterali. E' chiaro che se noi andiamo a discutere con i nostri partner – mi si scusi il paragone non del tutto carino – con i pantaloni già calati è molto difficile poter discutere con certa gente. Mi permetto di azzardare una ipotesi: Forse il popolo svizzero ha bocciato il contratto negoziato e proposto dai negozianti di un tempo – credetemi, signore e signori – perché non era un contratto valido. Ed io credo che questa gente forse oggi potrebbe andare in pensione e lasciare il posto ad altra gente.

Per concludere direi che se io non fossi, malgrado tutto, profondamente Svizzero, Svizzero fino al midollo spinale, sig. Consigliere federale, e fiero di esserlo e dunque convinto che il Consiglio federale non può operare deliberatamente e intenzionalmente contro il nostro Paese, leggendo il messaggio in questione, sarei tentato – dico tentato – a credere che si stia facendo tutto il possibile per dimostrare che lo scorso 6 dicembre il popolo svizzero ed i cantoni svizzeri si sono sbagliati.

Stucky: Wir stehen im Ruf, Realisten zu sein, und ich hoffe, dass wir es diesmal wirklich sind.

1. Wenn wir Realisten sind, müssen wir erkennen, dass wir uns mit dem Nein zum EWR international als Gesprächspartner weitgehend abgemeldet haben, und zwar nicht nur in Europa, sondern auch im Fernen Osten oder in Amerika. Das Ausland reagiert verwirrt, es kann nicht verstehen, dass wir mitten in Europa sitzen, aber den Alleingang gewählt haben. Und es nimmt natürlich auch zur Kenntnis, dass unser Binnenmarkt kein grosser Markt ist, dass wir infolgedessen auch kein allzu wichtiger Handelspartner sind.

2. Vom Aufschwung, den uns die EWR-Gegner versprochen haben, wenn wir den Alleingang wählten, spüren wir heute nichts, auch nicht auf dem Finanzplatz, denn dass seither Geld in unser Land strömte, ist hauptsächlich darauf zurückzu-

führen, dass im EWS Unruhe herrscht und folglich der sichere Hafen Schweiz angestrebt wird. Es war aber nie die Rede davon, dass wir diesem EWS beitreten sollten.

3. Wir müssen uns unter sehr viel schwierigeren Bedingungen zu verkaufen versuchen. Vorleistungen zu machen, ist zwar schön und recht, aber honoriert werden diese von den zukünftigen Partnern wohl kaum. Es ist eine Illusion zu glauben, dass Zahlungen in den Kohäsionsfonds zu einer Konzession im voraus – etwa der Spanier – führen würden. Wir werden nicht darum herumkommen, harte Verhandlungen zu führen.

4. Auf diese Verhandlungen müssen wir wohl noch einige Zeit warten. Folglich gilt es, die Konsequenzen zu ziehen und zu sehen, dass wir innenpolitisch unsere Binnenwirtschaft stärken. Die Swisslex bringt einiges wenig in dieser Richtung, das wirklich notwendig ist und vielleicht auch dringend, das unsere Plattform für allfällige Verhandlungen mit dem Ausland stärkt; viel ist es nicht.

In manchem sind wir enttäuscht und verstehen nicht, warum wir zum Beispiel Bestimmungen über die Mitbestimmung beschliessen sollen, wo doch unsere Wirtschaft jahrzehntelang bewiesen hat, dass auch ohne diese Mitbestimmung ein gutes Arbeitsklima bewahrt werden kann.

Der Bundesrat hätte sich wohl besser darauf konzentriert zu sehen, dass die Monopolbetriebe ihre Preisregulierungen abbauen oder dass wir etwa im Bodenrecht endlich die dringlichen Bundesbeschlüsse abschaffen. Hier haben wir eine mutigere Haltung vermisst, die unsere Wirtschaftskraft wirklich stärken würde, denn nur mit einer stärkeren Wirtschaft werden wir als Handelspartner wieder ernst genommen.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.40 Uhr
La séance est levée à 19 h 40*

Folgeprogramm nach der Ablehnung des EWR-Abkommens (allgemeine Aussprache)

Programme consécutif au rejet de l'Accord EEE (débat général)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Aprilsession
Session	Session d'avril
Sessione	Sessione di aprile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.100
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.04.1993 - 14:30
Date	
Data	
Seite	679-706
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 638

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.